



HISTOIRE

DES

DÉBATS POLITIQUES

DU

PARLEMENT ANGLAIS

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE HENRI PLON, 8, RUE GARANCIÈRE.

HISTOIRE

DES

DÉBATS POLITIQUES

DU

PARLEMENT ANGLAIS

DEPUIS LA RÉVOLUTION DE 1688

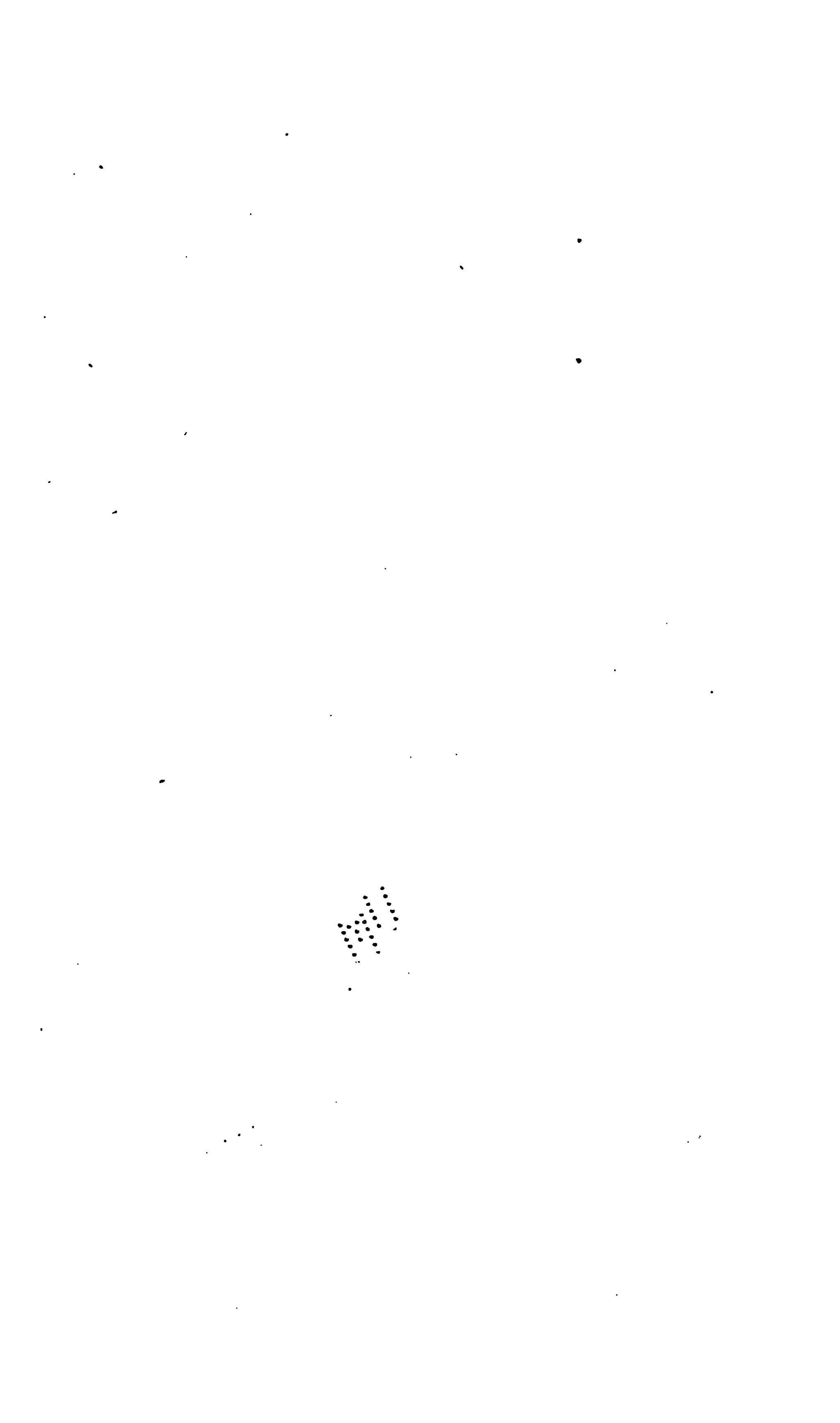
PAR

H. FORNERON



PARIS
HENRI PLON, LIBRAIRE-ÉDITEUR
10, RUE GARANCIÈRE.

1871



PRÉFACE.

Personne ne fait difficulté d'admettre que le gouvernement logique, honnête, légitime, est le gouvernement dans lequel les délégués du pays votent l'impôt, rédigent les lois, et contrôlent des ministres responsables. Seulement, ajoutent plusieurs, la France ne comporte pas un pareil gouvernement.

Ce qu'il faut de temps pour établir et consolider le régime parlementaire, pour compenser les retards que causent les impatiences, pour former le bon sens et les mœurs politiques d'une nation et pour les faire monter aussi haut que les institutions, ce livre le montre.

HISTOIRE

DES

DÉBATS POLITIQUES

DU

PARLEMENT ANGLAIS

CHAPITRE PREMIER.

LE PARLEMENT SOUS LES STUARTS.

« En le roïaume d'Angleterre, disait Froissard au » quatorzième siècle, toutes gens, laboureurs et mar- » chands, ont apprins de vivre en paix, et à mener » leurs marchandises paisiblement et les laboureurs » labourer. » Cette longue jouissance d'une paisible légalité a imprimé dans la race l'amour de la loi et a permis le progressif développement des institutions politiques.

Deux principes dominent dès l'origine cette possession non interrompue des droits constitutionnels : un homme ne peut être arrêté que conformément à une loi; une terre ne peut être taxée que par la volonté

de ceux qui la représentent. Ces deux principes commencent à peine à entrer dans les lois des autres nations de l'Europe. Aussi Comines pouvait écrire, dès le quinzième siècle : « Selon mon advis, entre » toutes les seigneuries du monde dont j'ay cognois- » sance, où la chose publicque est mieulx traictée, » c'est l'Angleterre. »

Cette organisation de la chose publique fut sérieusement compromise au seizième siècle. C'est le siècle de la royauté. L'autorité royale s'étend partout au milieu des guerres et des gens de guerre : Henri VIII n'avait pas moins de puissance que François I[er] ou que Charles-Quint; et la Réforme, qui, dans les autres pays, combattait ou tempérait le pouvoir du souverain, se trouva en Angleterre favorable à l'autorité du Roi, puisqu'elle unissait dans ses mains la suprématie religieuse aux forces politiques. Mais en saisissant la suprématie religieuse, Henri VIII n'acquérait pas la puissance des chefs d'Église : dans les pouvoirs dont il s'emparait, il n'aurait su trouver le plus énergique des pouvoirs religieux, celui de l'intolérance. Se séparer de la chrétienté, c'était perdre le droit de persécution contre ceux qui se séparaient de sa propre Église. Ou l'on exigeait l'obéissance, et alors on pouvait être accusé d'avoir refusé l'obéissance à l'Église de Rome, on était hérétique; ou l'on invoquait la liberté religieuse, et alors la persé-

cution devenait de mauvaise foi, on était meurtrier.

Le Roi n'agissait pas avec tant de logique. Les persécutions furent cruelles; la nation se montra docile à l'impulsion religieuse qu'elle recevait du trône. Durant les treize années qui suivirent la mort de Henri VIII, elle redevint catholique avec la reine Marie; elle rentra dans la Réforme avec la reine Élisabeth; et, fait plus triste encore, ces apostasies se faisaient sans querelle, sans lutte, mais non sans persécution. Les partis ne se combattaient pas, ne se défendaient pas, à peine y avait-il des partis, mais à chaque avénement il y avait des victimes et des martyrs.

La nation semblait avoir plus de passion pour ses droits politiques que pour ses croyances religieuses. Les zélés des deux partis cherchaient à l'entraîner, et étaient détruits; les révoltes étaient aisément comprimées. La masse errait d'une religion à l'autre avec une indifférence apparente. Les deux croyances avaient d'ailleurs de nombreuses affinités; leurs différences ne pouvaient être saisies par la plupart des esprits : ou plutôt la distance, surtout à cette époque, qui séparait l'Église de Henri VIII et l'Église romaine était si étroite, que les tièdes s'y tenaient sans trop savoir de laquelle ils étaient le plus proche, et ne faisaient pas difficulté de s'y mouvoir au gré de leurs souveraines successives. Élisabeth elle-même,

politiquement protestante, avait un oratoire avec un crucifix et des cierges. Elle combattait le mariage des prêtres ; les enfants des ministres nés sous son règne ne furent légitimés que sous Jacques Ier.

En France, à la même époque, nous avions une minorité politique qui peut donner une idée de la nuance religieuse qu'affectait la majorité de la nation anglaise. Le chancelier de l'Hôpital était le chef d'un parti qui était catholique assurément, mais qui était odieux aux catholiques par sa modération et sa tendance aux transactions. Les sages manœuvres de ce parti ont maintenu, par un roi protestant, le catholicisme en France.

Mais l'Angleterre était à son insu emportée vers tous les excès du fanatisme religieux au milieu de son indifférence apparente. Une nation ne se tient pas impunément dans une position fausse. Ces princes sans passion et ces prélats sans foi qui faisaient tuer les dissidents par politique et en quelque sorte par habitude, ne remarquaient pas que le branle était donné et que l'œuvre s'accomplissait logiquement et irrésistiblement sous la docilité extérieure. La nation se mouvait comme son gouvernement : lui avec des persécutions, elle dans le silence. Lui, sortant du catholicisme et s'arrêtant à la première réforme ; elle, dépassant bientôt la première réforme, et sortant de l'Église de Henri VIII pour en-

trer dans l'Église puritaine. Une terrible séparation se préparait.

Élisabeth en eut un vague instinct. Avec un sens remarquable, elle sut intéresser la gloire du pays aux succès du parti protestant en Europe, et satisfaire en même temps les aspirations libérales par de sages concessions.

Quand, à la mort de la Reine, Jacques Stuart hérita de la couronne d'Angleterre, il se vit chef religieux d'un peuple moins intolérant que ses Écossais, mais il trouva devant lui un Parlement qu'Élisabeth avait respecté, et qu'il froissa tout d'abord par ses maladresses et ses imprudences. La question politique reprit aussitôt le pas sur la question religieuse.

Le Parlement organisa une résistance légale mais énergique aux empiétements que tentait le nouveau souverain. Toute l'Europe était régie alors par des monarques absolus. Jacques voulait autant d'autorité que Louis XIII. Mais il n'avait ni l'armée de Louis XIII ni les impôts permanents. Le Parlement anglais refusait l'entretien d'une armée, inutile dans une île; il refusait le vote de subsides à long terme. Il faisait des enquêtes sur les abus. On le licencia. Jacques gouverna seul durant six ans. Ce fut une période désastreuse. La marine anglaise était en ruine; l'influence politique ne balançait même plus

celle de la Hollande. La corruption gagnait tous les ministres : Bacon vendait les arrêts de la cour de chancellerie. Le Roi, orgueilleux et timide, pédant et plaisant, obstiné et craintif, entouré de courtisans dissolus et méprisés, repoussait le respect par son attitude vulgaire, ses paupières toujours tremblantes, ses plaisanteries aussi puériles que ses colères, et son bavardage, que le bégayement rendait plus pénible.

Il avait épuisé tous les moyens de se procurer des ressources : il dut convoquer un nouveau Parlement. La Chambre des communes montra une sévérité qui fit fuir quelques courtisans; le chancelier Bacon fut condamné pour corruption : la politique extérieure fut l'objet d'une enquête; mais Jacques irrité renvoya le Parlement. Il le rappela en février 1624. La Chambre des communes confia à une commission parlementaire le recouvrement et l'emploi des fonds votés, et mit en accusation le lord trésorier. Le Roi mourut l'année suivante.

Son successeur, Charles Ier, réunit son premier parlement en 1625. La question des subsides fut, comme toujours, la principale occupation du Parlement. Nous sommes encore loin de la vie politique : le Parlement existe à peine; il n'est qu'une sorte d'assemblée des notables, bonne à convoquer pour que les sujets consentent à payer les impôts qu'elle

aura votés, mais qui ne s'immisce que par usurpation dans le compte des sommes recouvrées ou dans le contrôle des actes des ministres. Les institutions sont les mêmes que dans le siècle suivant, et la constitution ne sera qu'à peine modifiée, mais elles n'avaient encore produit ni l'organisation ni les règles que sauront en déduire plus tard le sens politique des hommes d'État et l'expérience de la nation.

Tel qu'il était, sans attribution et sans connaissance politique, sans autorité sur le pays et sans sanction contre les ministres, le Parlement tenait cependant la couronne en échec par son seul droit de voter l'impôt. Charles voulut éviter la tutelle par une dissolution et prescrivit le recouvrement des impôts par une lettre du sceau privé.

C'était une solution à laquelle n'avaient songé ni Élisabeth ni Jacques I[er] : le Parlement devenait inutile; dans plusieurs pays il n'en eût pas fallu davantage pour fonder la monarchie absolue. De la sorte, les vieux royaumes d'Espagne avaient perdu leurs franchises. Mais le peuple anglais refusa tout payement, et les coffres du Roi restèrent vides.

Charles dut convoquer un parlement. La Chambre des communes, avant de voter l'impôt, mit en accusation le premier ministre, le duc de Buckingham. Nouvelle colère du Roi, nouvelle dissolution. Cette

fois ce fut sous forme d'emprunt forcé, dans la proportion de l'ancien subside, que le Roi voulut se procurer des revenus. Mais il échoua aussi complétement qu'avec ses lettres du sceau privé. On put emprisonner les chefs de l'opposition, mais non pas recouvrer de l'argent. Il fallut en venir à une transaction. En 1628, un nouveau parlement accorda cinq années de subsides en échange de la parole donnée par le Roi de reconnaître la *pétition des droits*. Cette charte ainsi acceptée par la couronne, après une lutte pacifique de trois ans et après une résistance qui s'était toujours appuyée sur la loi, peut se résumer ainsi :

Pas d'impôt sans le Parlement. Pas d'emprisonnement sans juge. Pas de soldat logé chez les particuliers. Pas de procès hors du tribunal régulier.

Ainsi achetés par cinq années de subsides, ces droits étaient un pacte loyal entre la nation et la royauté. De même que du simple droit de la grande charte de ne payer que l'impôt accepté, on avait fait sortir ces droits nouveaux comme une conséquence naturelle, ainsi, de cette Pétition des droits pouvaient découler toutes les institutions futures de l'Angleterre avec un développement logique et régulier. On eût de la sorte évité les révolutions, les guerres civiles, les villes prises d'assaut, les exécutions militaires, l'affaissement des caractères. Presque

toujours, dans les longues révolutions politiques, on remarque une époque où la pensée s'arrête et voudrait arrêter les fautes et les passions qui ont précipité vers de nouveaux malheurs. Que de fois depuis un siècle dans notre histoire ne voyons-nous pas des moments où les forces qui nous déchirent semblent avoir trouvé leur résultante, et où il n'eût fallu qu'un peu de sagesse et de modération pour rencontrer la sérénité et l'harmonie à la place des malheurs au milieu desquels nous retombons sans cesse!

L'Angleterre est depuis longtemps sortie de cette série de révolutions qu'elle a commencée près de deux cents ans avant nous. Mais elle y entrait à peine en 1628.

Le premier ministre était alors le duc de Buckingham, aventurier sans talent et sans instruction, égaré dans ces crises politiques quand il se croyait simplement au sein d'intrigues de palais. Il obtint facilement du Roi le retrait de la Pétition des droits. Charles Ier, oublieux de ses promesses si récentes, s'accorda onze ans de souveraineté absolue et d'autorité sans contrôle.

C'est l'époque heureuse de la vie de ce prince : il a joué son Parlement en jurant le maintien de libertés qu'il a aussitôt retirées; un accident l'a débarrassé de l'incapable Buckingham, et il a séduit Wentworth, le membre le plus brillant de l'opposi-

tion, pour en faire son plus précieux instrument de despotisme. Wentworth, en 1626, avait refusé le payement des impôts illégaux, il avait été mis en prison avec Hampden et les autres chefs de la résistance aux usurpations royales : en 1630, il est devenu lord Strafford, il est le plus fier et le plus brillant des courtisans; il est premier ministre, prêt à lutter contre l'opposition d'un Parlement et sûr de la dompter par son éloquence, son audace et les séductions de la cour auxquelles il s'est livré lui-même.

Il partageait le pouvoir avec l'évêque Laud, esprit étroit et craintif, cœur sec et faux; cet étrange ministre poussait la superstition jusqu'à enregistrer ses rêves avec peur, et la barbarie jusqu'à se complaire aux exécutions des catholiques et des dissidents.

Onze années du gouvernement de ces trois hommes avaient détruit tout respect et tout dévouement. L'opposition religieuse s'était unie à l'opposition politique; les puritains d'Écosse trouvaient des sympathies en Angleterre; les refus d'impôt furent si unanimes et si persistants, qu'il fallut convoquer un nouveau Parlement.

Ce premier Parlement de 1640 ne tint qu'un petit nombre de séances. A l'une des premières, le Roi fit offrir de retirer toutes les taxes qu'il avait

imposées jusqu'alors sans la sanction du Parlement, sous la condition qu'on lui allouerait douze années de subsides réguliers. Accepter cette proposition, c'était légaliser les impôts illégaux et croire de nouveau à la promesse royale si audacieusement violée en 1628.

La Chambre paraissait confiante et docile, mais elle était effrayée du chiffre de douze années d'impôts votés en une seule fois. Hampden, qui menait alors l'opposition, remarqua ce sentiment, et, avec beaucoup d'art, il insista pour que la discussion portât simplement sur la question de savoir si la Chambre adoptait toutes les propositions contenues au message du Roi. Les partisans d'une transaction avec la Couronne auraient voulu diviser la question, pour entraîner en plusieurs fois la Chambre dans le sens du message. « Décidons d'abord si l'on votera l'impôt, disaient-ils; plus tard nous discuterons le montant et la durée de cet impôt. » Les dispositions de la Chambre étaient si conciliantes, qu'on fût parvenu par cette voie à céder ce que demandait le discours du trône, mais l'orgueil des ministres voulut emporter de haute lutte ce qu'ils eussent obtenu par l'adroite manœuvre de leurs adhérents; le secrétaire d'État sir Harry Vane se leva, et déclara que les subsides seraient refusés s'ils n'étaient pas alloués dans la forme que précisait le message. Il

posait ainsi la question sur le même terrain que Hampden, et il jouait le jeu de l'opposition par cette maladresse parlementaire, probablement affectée et dédaigneuse. Il en résulta un certain désarroi parmi les partisans des concessions : la Chambre se sépara, et fut dissoute le lendemain.

Mais ce n'était pas une solution aux embarras du Roi. Ses soldats ne pouvaient plus lui servir de garnisaires pour recouvrer les impôts qu'il avait fixés lui-même, car on devait les envoyer contre les rebelles écossais. Habitués à piller le bourgeois, qu'on leur désignait comme un ennemi, ils s'étaient démoralisés dans cette vie de rapines et furent battus. Le Roi n'eut plus ni argent ni soldats, et la même année il dut convoquer un nouveau Parlement, le 3 novembre 1640.

C'est le Long Parlement.

Le parti royaliste y était nombreux, mais peu zélé et peu assidu aux séances. Les remontrances de novembre 1641 ne furent votées que par cent cinquante-neuf voix contre cent quarante-huit, et l'opposition ne réunit plus assez de voix pour obtenir l'impression de ces remontrances. L'impression fut votée le 15 décembre suivant par cent trente-cinq voix contre quatre-vingt-trois. Strafford et Laud furent mis à la Tour, les autres ministres prirent la fuite; on supprima la Chambre étoilée, qui avait été

entre les mains du Roi un docile instrument de répression. Charles Ier se montra sans dignité et sans bonne foi. Après avoir donné son assentiment à la mort de Strafford, il voulut venger ce ministre par un tardif coup d'État. Le 3 janvier 1642 il envoya l'attorney général pour arrêter et traduire devant la cour des pairs un pair et cinq membres des communes, accusés de haute trahison. La Chambre des communes refusa de livrer ses membres; et comme on avait mis les scellés sur les portes des accusés, elle fit briser les scellés par son huissier.

Le Roi pensa que les lois et sa dignité ne lui défendaient pas de procéder en personne à l'arrestation des coupables, et il voulut y mettre un appareil qui pût faire impression sur les esprits. Il entra dans la salle des séances suivi de ses gentilshommes, l'épée nue; les hallebardiers de sa garde faisaient la haie. Une scène analogue se trouve au début de la Révolution française, quand la maison du Roi vient arrêter le conseiller d'Éprémesnil en séance du Parlement de Paris. Mais les cinq députés, prévenus par lady Carlisle, venaient de quitter Westminster; à l'entrée du Roi, le président s'agenouille, les députés se lèvent et se découvrent. Le Roi s'assoit, cherche des yeux les coupables, les demande au président : —Je ne suis que l'organe de la Chambre, répond le président, et je ne peux prendre la parole

que pour dire ce que la Chambre a décidé. — Le Roi déconcerté murmure quelques paroles sur le respect dû aux lois, et se retire avec ses deux cents hallebardiers et ses gentilshommes, au moment où les cinq proscrits, réfugiés dans la Cité de Londres, étaient entourés de vingt mille gardes bourgeoises. La guerre civile était commencée.

Le Parlement y perdit peu à peu ses hommes de talent et s'usa lentement. Au moment où fut signé le Covenant, il comptait à Westminster deux cent trente-six membres des communes et vingt pairs. On trouve encore, en décembre 1644, vingt pairs pour voter la mort de l'évêque Laud, et le Roi en avait quarante-trois autour de lui à Oxford.

La Chambre des communes avait perdu cent dix-huit députés, qui étaient partis pour Oxford; il lui restait deux cents membres en 1647; mais Cromwell expulsa ceux qui appartenaient au parti presbytérien, le 6 décembre 1648 : plusieurs autres furent exilés ou périrent dans la guerre civile. Ainsi découronnée de tous ses talents et mutilée par des exclusions successives, la Chambre n'avait plus que quatre-vingt-trois votants (quarante-quatre contre trente-neuf) le 25 avril 1650, quand elle supprima la Chambre des lords. Elle était réduite ainsi à une centaine d'hommes sans mérite et sans réputation, dont soixante à peine assistaient aux séances, et fut

supprimée à son tour, en novembre 1651, par Cromwell.

Cette triste période du Parlement est connue. On sait comment Hampden se fit tuer dans un combat de cavalerie, et comment Charles Ier fut jugé. C'est une guerre civile, c'est la fureur des passions déchaînées, c'est un arrêt dans le progrès politique.

Mais on ne peut traverser cette époque sans s'arrêter devant l'audacieuse figure de Cromwell.

Longtemps détesté comme un symbole de la rébellion, Cromwell commence à trouver plu de justice en Angleterre. On évitait son nom, comme on craint de prononcer le nom de Satan : aucune statue ne lui a été élevée. On voulait en quelque sorte l'effacer de l'histoire. Mais l'histoire revendique ce brasseur étrange qui, toujours égal à sa fortune, se révéla à quarante ans grand homme de guerre et grand organisateur. Sans autre science que la Bible, il devina la politique de l'Europe, et sentit la part qu'y devait prendre son pays. Il continua à l'étranger le protectorat protestant des beaux jours d'Élisabeth, il développa la marine avec le même amour que l'avaient fait les sages ministres des règnes heureux, il assura pour des siècles la grandeur de l'Angleterre.

Impénétrable à ses contemporains qu'il ne cessa de dominer, il est resté mystérieux même pour la

postérité, qui ne sait si ce qu'elle doit condamner en lui est un des prodiges du fanatisme ou une des merveilles de l'hypocrisie.

L'enthousiasme populaire fut sans borne à l'avénement de Charles II : jamais monarque n'avait été accueilli avec autant d'amour. Il était à peu près aussi digne de ces manifestations de joie et de confiance que le roi Louis XV était digne des acclamations de ceux qui le surnommaient le *Bien-Aimé* et qui se réjouissaient de le voir guéri de sa grande maladie à Metz et de madame de Châteauroux.

Le roi Charles II, vain et sceptique, ne songea qu'à faire de sa cour un lieu de plaisir, sans se soucier ni des ministres, ni du Parlement, ni des autres royaumes.

La politique étrangère était abandonnée au roi Louis XIV, dont les généreux subsides permettaient les divertissements de Whitehall et la dotation des enfants légitimes de la duchesse de Cleveland, de Lucy Walters et de Louise de Quérouailles. Le Parlement était tracassier, mais impopulaire, et la voix d'une opposition se fût perdue au milieu de l'explosion de fidélité d'une nation qui appelle loyauté le respect pour le Roi, et qui tient à être loyale envers un roi quelconque. Quant aux ministres, ils étaient tous plus ou moins perfides et corrompus; mais il

eût été malaisé d'en trouver d'autres dans ce milieu et à cette époque.

L'Angleterre venait de traverser trente années de révolutions, à travers lesquelles les défections religieuses avaient été aussi fréquentes que les apostasies politiques : les hommes d'État ne songeaient qu'à conjurer les dangers du présent et à ne rien faire qui pût les compromettre dans l'avenir : ils appelaient factieux ceux qui leur faisaient opposition, et l'opposition dégénérait en effet en faction, comme la fidélité dégénérait en servilité. Il y a dans la vie des nations de ces époques d'affaissement et d'effacement où l'on ne découvre plus ni caractères ni talents. Le découragement envahit ceux qui voient dans les révolutions la médiocrité triomphante et l'adresse seule utile : la démoralisation gagne ceux qui s'habituent à pressentir et à embrasser un régime nouveau, qui estiment ridicule aujourd'hui ce qui était sacré hier, qui ont l'instinct de la conservation pour pensée dominante. Les principes se relâchent. La virilité se perd. On tombe dans l'égoïsme et l'indifférence.

Shaftesbury et Lauderdale, Danby et Sunderland, Churchill et Godolphin, les vieux nobles et les parvenus, les anciens hommes d'État et les jeunes courtisans, étaient également corrompus. Les juges étaient beaucoup plus corrompus encore, et leur servilité

pour tous les régimes se traduisait par des condamnations à mort.

La vie politique fut éteinte durant vingt ans. La réaction vers les Stuarts était si puissante qu'il eût été aisé alors d'établir la monarchie absolue. Mais Charles II y était indifférent comme à toute chose : il aurait plutôt eu de l'aversion pour ce régime, qui lui était conseillé par Clarendon, le seul honnête homme de la cour, odieux par cela même. Le Parlement essaya sa force en faisant arrêter Danby, qui affectait les manières de Strafford, et fut premier ministre de 1671 à 1678; Danby fut remplacé par Sunderland, qui était plus intelligent que lui, aussi avide, mais moins brillant dans un débat. Sunderland, haï de Charles II, plaça ses espérances politiques sur la personne du duc d'York, frère et héritier du Roi.

En apparence, ce ne sont que petites intrigues dont la nation est entièrement détachée : la nation semble même rebelle aux efforts que font les chefs des grandes familles libérales pour la rappeler à la vie politique; elle les laisse persécuter, elle les laisse mettre à mort, comme Algernon Sidney et Russel. On la croirait tout entière avec le sanguinaire duc d'York, et avec Jeffreys, le juge qui condamnait toujours.

Mais en secret un grand travail s'accomplissait. De même que le mouvement puritain s'était préparé à

l'insu des premiers Stuarts, l'organisation du grand parti libéral se préparait sous le dernier Stuart, et les opinions se classaient définitivement sur les affaires publiques.

Sous Charles II, il y avait déjà le parti de la cour et le parti du pays : en 1680, ils prirent leurs noms définitifs dans la discussion de la loi par laquelle on voulait exclure du trône le duc d'York comme catholique. Ceux qui soutenaient le duc d'York furent surnommés *catholiques* et reçurent le sobriquet de *tories*, appliqué alors aux enfants irlandais qui couraient dans les rues de Londres; ils appelèrent *puritains* leurs adversaires et leur donnèrent le surnom de *whigs*, qu'avaient porté les covenantaires à l'attaque d'Édimbourg avec le marquis d'Argyle, en 1648. Les whigs demandaient la tolérance religieuse et la monarchie constitutionnelle : ils se composaient des grandes familles nobles, des bourgeois des villes et du bas clergé. Les tories voulaient l'autorité absolue de l'Église anglicane et du Roi son défenseur; ils comprenaient la petite noblesse, les propriétaires ruraux, les membres riches de l'Église et les Universités, ce qu'on appelait la haute Église.

La docilité publique ne parut pas se démentir même quand le trône échut au catholique Jacques II. La Chambre, réunie en comité, avait décidé à l'unanimité qu'elle rédigerait en séance des remontrances

au Roi en faveur de l'autorité de l'Église anglicane.

« Le Roi », dit Barillon, ambassadeur de France qui dirigeait la politique à cette cour au nom de Louis XIV, « le Roi fit mander les principaux de la » Chambre basse, il leur fit une réprimande sévère » et leur déclara que si l'on persistoit à lui faire une » pareille adresse, il répondroit en termes si décisifs » qu'on ne retourneroit pas à lui faire. La Chambre » rejeta tout d'une voix ce qui avoit été résolu en » comité le jour auparavant. »

Voilà où mènent les révolutions violentes et les essais de changements radicaux. Jamais Charles I[er] n'eût osé parler en de tels termes à une Chambre des communes, et jamais, après cette époque, un roi ne lui adressera de semblables paroles. C'est qu'à ce moment on subissait la réaction des excès antérieurs, et que pour avoir voulu s'avancer avec trop de précipitation, la liberté avait perdu même le terrain anciennement acquis. Plus tard, au contraire, les progrès de la liberté seront lents, mais elle ne reculera plus.

Le Parlement vota les impôts pour toute la durée de la vie du Roi et fut licencié. Au même moment, la répression facile mais cruelle de la révolte du duc de Monmouth donna au Roi une armée. Il put se croire maître absolu du pays.

Mais ce peuple qui de Henri VIII à Cromwell avait si souvent modifié sa foi religieuse au gré de ses souverains, s'obstina tout à coup dans sa formule anglicane et prit en haine le souverain catholique, qui, avec l'argent de la France et les conseils de Louis XIV, persécutait les anglicans. Et tandis que Jacques II pensait encore à forcer la conversion au catholicisme de sa fille Anne ou de son lord trésorier Rochester, il se trouvait tellement isolé au milieu de la haine publique, que le cauteleux Danby, qu'il avait tiré de prison malgré le Parlement, le catholique Sunderland, qu'il avait défendu contre l'antipathie de Charles II et dont il avait fait son conseiller favori, le brillant Churchill dont il s'était plu à pousser la fortune, tous ses confidents, tous ses ministres, les whigs comme les tories, entraient en relations avec Guillaume d'Orange.

Guillaume d'Orange, l'un des gendres de Jacques II, accueillait ces offres avec réserve dans sa Hollande. Il se savait désiré du peuple anglais, mais il avait peu de confiance dans les ministres et peu d'estime pour les moyens qu'ils employaient dans leurs correspondances avec lui. Sunderland, par exemple, profitait des relations de galanterie de sa femme avec Henry Sidney, réfugié en Hollande, pour insérer ses protestations de dévouement à Guillaume dans les lettres qu'elle faisait parvenir à Sidney.

Cependant, l'aveuglement de Jacques II était si complet qu'il croyait exclure de la ligne de succession sa fille Marie, l'épouse de Guillaume, et constituer comme héritière sa fille Anne, à une époque où Anne avait été mise par Churchill en relations avec Marie et conspirait contre son père, à l'envi des hommes d'État les plus dépravés.

Dans cette silencieuse unanimité il y avait des sentiments désintéressés : la grande majorité des partisans de Guillaume se ralliaient de bonne foi au protecteur des institutions constitutionnelles et protestantes, qui pouvait empêcher l'Angleterre de devenir l'annexe et l'imitation de la France; dans ce mouvement il y avait de la foi sincère et du patriotisme; mais chez les ministres qui décevaient Jacques avec tant d'art, on ne trouve que basse ambition et méprisable intrigue. Ils trahissaient déjà la cause pour laquelle ils venaient de trahir le Roi, et, au moment où une adresse portant leurs noms fut envoyée pour décider le prince d'Orange (30 juin 1688), deux d'entre eux, Halifax et Nottingham, évitèrent de donner leurs signatures.

Aucune négociation ne donne aussi bien l'idée du degré de misère morale auquel mènent les séries de révolutions, si ce n'est peut-être la correspondance que les mêmes personnages, maintenus pour la plupart dans les mêmes situations, vont entretenir avec

le vieux Roi exilé, trompant ainsi à son tour le Roi qu'ils avaient appelé.

Jacques put se croire un instant affranchi des soucis de sa succession, car il lui naquit un fils cette année même, comme pour déjouer les intrigues de ses filles. Mais l'Église vit avec effroi cette chance de la perpétuité d'une dynastie catholique et l'approche d'une régence catholique. Elle sema dans le peuple les plus odieuses calomnies pour persuader que l'enfant avait été introduit par fraude dans la demeure royale. Bientôt Guillaume descendit en Angleterre, Churchill le joignit avec l'armée, Jacques s'embarqua de nuit sur la Tamise, et les gardes hollandaises prirent possession de Whitehall.

Le 26 décembre 1688, cent lords se réunirent à Westminster pour traiter de la régence. Nottingham, qui n'avait pas osé signer l'adresse à Guillaume, proposa alors la déchéance du roi Jacques; sa fuite, disait-il, était une abdication et rendait le trône vacant. D'autres lords voulaient, sur la demande de Clarendon, que l'on pourvût simplement à la régence provisoire durant l'absence du Roi; ils ne furent que quarante-neuf; le roi Jacques fut condamné par cinquante et une voix. Cette déclaration fut acclamée par la réunion des députés qui avaient fait partie de la Chambre des communes durant les Parlements antérieurs: ils s'étaient rassemblés pour représenter la Chambre

basse jusqu'à l'époque des élections. Ce Parlement improvisé, composé de cent lords et des anciens membres de la Chambre des communes, offrit au prince d'Orange l'administration provisoire du royaume. La nation prenait possession d'elle-même, et s'affranchissait pour toujours des empiétements de la monarchie.

CHAPITRE II.

GUILLAUME D'ORANGE.

ESSAIS DE GOUVERNEMENT PARLEMENTAIRE.

Guillaume sortait d'un pays de mœurs simples et de liberté religieuse, où il était aimé du peuple et compris des hommes politiques. Il se trouvait subitement dans un milieu inconnu, devant une Église défiante et intolérante, une cour pensionnée longtemps par Louis XIV, dont elle voulait imiter la pompe, un Parlement prêt à s'emporter depuis qu'il était débarrassé du joug royal, et des ministres dont il ne connaissait à fond que la dépravation et les perfidies. La lutte fut soutenue par lui avec habileté; il se sentait le maître de ces roués; il savait qu'on manie les assemblées en leur cédant; il se voyait nécessaire aux courtisans et à l'Église. Il entretint habilement les deux passions qui avaient facilité son triomphe, la haine de la France et la haine du catholicisme.

Mais le Parlement provisoire, qu'on appelait Parlement-Convention, ne se hâtait pas de trancher la question de la couronne. Les pourparlers se prolon-

geaient entre les deux Chambres. Organiserait-on une Régence durant la minorité du fils contesté de Jacques? Donnerait-on la couronne à la princesse Marie seule ou à Guillaume et Marie conjointement? Quelques-uns ne parlaient-ils pas de République (Commonwealth)?

Le taciturne Guillaume vit que le moment était venu où il devait parler. « Je ne veux pas intervenir » dans vos débats, dit-il aux lords Halifax, Danby et » Shrewsbury qu'il avait fait appeler, mais je con- » nais l'objet de vos discussions : on a parlé d'une » régence, c'est une idée fort sage, mais si l'on m'of- » frait le titre de Régent, je dois vous prévenir que » je ne l'accepterais pas. Quelques lords pensent con- » férer la couronne à ma femme, j'en serais fort ho- » noré, mais je n'accepterais aucune dignité à côté » du trône : je ne veux rien de ce qui dépend de la » vie de quelqu'un. J'installerai le nouveau gouver- » nement, puis je retournerai en Hollande. »

La leçon fut comprise : ces têtes frivoles sentirent leur maître. Ils se repentaient déjà d'avoir appelé cet homme froid, qu'ils avaient rendu nécessaire et qui se savait nécessaire. Danby fit la motion à la Chambre haute, et les lords, à la majorité de soixante-deux contre quarante-sept, élurent Guillaume et Marie roi et reine d'Angleterre (29 janvier 1689). Ce vote fut confirmé par la Chambre des communes, et les deux

Chambres se réunirent pour présenter à Guillaume, avec la couronne, une sorte de charte des droits civils et religieux qui s'appelle la *Déclaration des droits*.

Plusieurs autres mesures sont dues au Parlement-Convention. Il créa le premier budget en assurant sur des ressources spéciales le service des dépenses prévues régulièrement. Il s'attribuait du même coup le contrôle des dépenses et des recettes, qu'il votait, et pénétrait ainsi dans les détails de l'administration. C'était un grand pas fait en avant depuis le simple vote des subsides : la Chambre des communes acquérait de ce seul fait une importance si capitale, qu'il en dut résulter pour conséquence l'accord forcé entre le ministère et la Chambre. C'est la première condition du régime parlementaire : elle est mise en évidence dès que le régime est essayé en Angleterre, mais il faudra plusieurs années de luttes et de malentendus avant que les contemporains se soient bien pénétrés de cette vérité politique.

Plusieurs mesures du Parlement-Convention dénotent déjà un esprit d'opposition étroite, résultat du peu d'expérience politique qu'avait alors l'Angleterre. Pour dresser une autorité rivale et comme une sorte de cour à côté du Roi, il alloua une dotation indépendante à la princesse Anne, héritière du trône; il proscrivit de nouveau le vieux régicide Ludlow, dont

Guillaume eût accepté le concours dans la guerre d'Irlande ; il voulut interdire au Roi de se mettre en campagne contre les partisans irlandais du roi Jacques, puis organisa sur cette guerre d'Irlande une enquête qui aboutit à un blâme contre un gouverneur de place, comme si les questions de stratégie eussent été de la compétence du Parlement.

Les ministres n'étaient guère plus à la hauteur des institutions politiques. Guillaume n'avait pu que s'entourer de ceux même qui l'avaient appelé, Danby, Shrewsbury, Halifax, sans distinction de parti.

Danby avait été la victime de la seule tentative de résistance du Parlement contre Charles II ; soupçonné de favoriser les projets de monarchie absolue, il avait dû se démettre de son titre de premier ministre en 1678, et avait été enfermé cinq ans à la Tour par la volonté du Parlement. Il n'apportait à Guillaume ni popularité ni talent, mais il représentait dans son cabinet le parti de la résistance aux empiétements des Chambres. Ce fut lui qui fit prononcer la dissolution du Parlement-Convention, malgré Shrewsbury, et qui essaya d'influencer les élections.

Le comte de Shrewsbury avait vécu longtemps en Italie, et en avait rapporté un caractère nerveux, indécis, impressionnable et surtout craintif. Il en avait aussi ramené une femme qui se prétendait fille d'un comte Paliotti de Bologne. Il avait été suivi,

disait-on, par cette Italienne; à Augsbourg il avait été rejoint par un spadassin qui se prétendait le frère de cette femme, qui l'avait forcé de l'épouser et s'était imposé comme hôte aux nobles mariés. Ce frère était une sorte de bandit; en Angleterre, il se fit bientôt condamner aux galères, pour le meurtre d'un homme d'Église.

Le concours de Shrewsbury semblait si peu utile au cabinet, que l'on y expliqua sa présence par une prédilection particulière dont il aurait été l'objet de la part de la reine Marie. Il représentait dans ce ministère mixte le parti whig et luttait contre l'influence de Nottingham, qui était le ministre du parti tory; son esprit inquiet l'emporta un des premiers vers les menées secrètes. Il renoua des relations avec le Roi exilé, voulut donner sa démission, puis craignit de devenir suspect en l'offrant, tomba dans des perplexités qui l'agitaient entre son ancien maître et le nouveau et lui ôtaient la confiance des deux : son état nerveux devint bientôt tel qu'il dut se retirer.

Halifax, qui avait été le confident de Charles II, ne put se maintenir même devant le Parlement-Convention; il passa à l'opposition dès que les Chambres furent réunies et entretint une correspondance avec le roi Jacques, qui tenait sa cour à Saint-Germain.

Au moment où s'assembla le nouveau Parlement (20 mars 1690), le comte de Danby était le seul mi-

nistre influent, et c'est à lui que s'attaquèrent tout d'abord les mécontents de la Chambre. A l'une des premières séances on discuta la proposition d'exclure du ministère tout personnage qui aurait été mis auparavant en accusation.

« A peine sorti de la Tour, le voilà premier mi-
» nistre, disait le colonel Grenville de lord Danby; la
» retraite lui eût mieux convenu. Le peuple n'aime
» pas confier l'impôt à celui qui en a déjà abusé.
» Hier il était un accusé devant la Chambre : aujour-
» d'hui, avec la même puissance arbitraire que sous
» Charles II, il peut se venger de ceux qui l'ont fait
» emprisonner pour avoir trahi les libertés de l'An-
» gleterre. Fût-il plus grand encore, je le renver-
» serai, et succombent comme lui tous ceux qui
» trahiront les libertés de l'Angleterre! »

Bientôt l'opposition s'attaqua non plus aux personnes, mais aux nouvelles institutions elles-mêmes : il ne s'agissait de rien moins que d'annuler comme illégal tout ce qui avait été fait par le Parlement-Convention. Il est vrai que les députés n'y avaient eu ni électeurs, ni mandat; ils avaient usurpé, avec le concours des armées étrangères, la puissance législative. Mais ce n'est pas sur cette raison qu'on insistait le plus. L'esprit formaliste du parti tory comptait davantage sur un simple argument de procédure : il le jugeait sans doute plus pro-

pre à frapper les esprits dans une assemblée qui n'était pas assez mûre pour les considérations politiques. Le Parlement-Convention, disaient les tories, n'a pas été régulièrement convoqué par un acte de l'autorité royale, ainsi que l'exigent la loi et la coutume, donc il est nul et ses actes sont nuls.

« Assurément, répond Somers au nom du gouver-
» nement, il est nul, ses actes sont nuls, tous ceux
» qui lui ont prêté serment de fidélité sont coupables
» de haute trahison; ceux qui ont perçu l'impôt con-
» formément aux actes de ce Parlement sont crimi-
» nels; ceux qui ont payé l'impôt sont des rebelles:
» il n'y a de Roi régulier que le roi Jacques... »

L'assemblée, effrayée des conséquences de son formalisme, comprit que la révolution était irrévocable, et confirma les actes du Parlement-Convention.

Mais le plus redoutable adversaire de Guillaume était l'incurable esprit d'intrigue de ses ministres. C'était comme une maladie épidémique chez les hommes d'État, que ce besoin de conspirer contre le souverain qu'ils servaient. Le roi Jacques écrit dès 1690 :

« J'ai à moi Danby le premier ministre, le tréso-
» rier Godolphin, Shrewsbury, Churchill et les ami-
» raux des deux flottes. »

Ce Churchill, qui sous le nom de duc de Marlborough va devenir bientôt fatal à la France, se trouve

mêlé à toutes les défections et à toutes les corruptions de cette époque si féconde en vices politiques.

Avec plus de génie, mais avec plus de vices, Marlborough rappelle notre maréchal de Luxembourg. Même tendance à trouver du profit dans ses intrigues avec les femmes, même bassesse dans les cupidités, même énergie à la tête des armées. Les crimes de Marlborough ne furent pas tous sus de ses contemporains, qui exagérèrent peut-être ses malversations : mais dans son camp il était toujours vigilant, toujours actif, toujours victorieux. La gloire avait tout effacé ; des documents nouveaux ont paru depuis quelques années, et font connaître d'étranges défaillances chez cet homme supérieur.

Le roi Jacques, qui l'avait défendu dans sa jeunesse contre les persécutions de la jalouse duchesse de Cleveland, qui l'avait comblé d'honneurs avec complaisance et lui avait fait épouser la favorite de la princesse Anne, Jacques avait ressenti cruellement la défection de Marlborough. Pour lui, avait-il dit, jamais de pardon.

Ce mot, rapporté à Marlborough, l'avait glacé de terreur. Le vieux Roi avait tant versé de sang, que les plus fermes esprits le redoutaient encore dans son exil de Saint-Germain. On savait qu'une restauration serait le signal de massacres implacables, et l'on cherchait à s'y soustraire. Marlborough offrit ses

services, sollicita son pardon, obtint des lettres régulières de grâce.

Comment les acheta-t-il? Ce qui s'est passé à ce moment est assez obscur. Le roi Jacques le raconta en ces termes l'année suivante : « Mes amis, l'an » passé, avoient dessein de me rappeler par le Par- » lement. La manière étoit concertée, et milord Chur- » chill devoit proposer, dans le Parlement, de chas- » ser tous les étrangers, tant des conseils et de » l'armée que du royaume. Si le prince d'Orange avoit » consenti à cette proposition, ils l'auroient eu entre » leurs mains. S'il l'avoit refusée, ils auroient fait » déclarer le Parlement contre lui, et en même temps » milord Churchill devoit se déclarer avec l'armée » pour le Parlement; et la flotte devoit faire de » même, et l'on devoit me rappeler. L'on avoit déjà » commencé d'agir dans ce projet; et on avoit gagné » un gros parti, quand quelques fidèles sujets indis- » crets, croyant me servir, et s'imaginant que ce » que milord Churchill faisoit n'étoit pas pour moi, » mais pour la princesse de Danemark, eurent l'im- » prudence de découvrir le tout à Bentinck et détour- » nèrent ainsi le coup. »

Cette conspiration était merveilleusement combinée, car c'est précisément sur la question des étrangers que bientôt la lutte va s'engager entre le Parlement et le Roi : proposer à la Chambre des

pairs l'exil de Bentinck et des autres favoris hollandais, et en même temps à la Chambre des communes le rappel de tous les régiments de Flamands et de protestants français, c'était affaiblir la couronne au début même de la révolution et avant que les institutions fussent consolidées. Mais le traître n'eut même pas la confiance de ceux qui devaient jouir d'une fraude si savamment combinée. Les conspirateurs jacobites furent envieux de cet allié trop fort pour eux et firent échouer ses plans. Ce qui est plus extraordinaire, c'est qu'ils furent peut-être bien inspirés dans leur jalousie, et que Marlborough dupait probablement, en effet, Jacques aussi bien que Guillaume, et préparait la révolution à son propre profit, espérant régner sous le nom de la princesse Anne de Danemark, l'amie inséparable de sa femme. Guillaume le supposa, de même que les *sujets indiscrets* qui lui avaient révélé le complot; la princesse Anne fut privée de ses honneurs et reléguée à Bath, où elle resta plusieurs années en disgrâce.

Rien ne peint mieux l'époque que ces accumulations de fraudes, ces défiances toujours éveillées, ces ambitions alimentées par des menées misérables. Curieux aveuglement de Marlborough, il sacrifiait tout honneur et toute loyauté à un espoir de grandeur et de puissance qui se fondait sur l'amitié de deux femmes : cette amitié qui menait son génie par de

telles voies s'est facilement convertie en aversion après quelques années.

Pendant ce temps, le Parlement apprenait ses forces. Il s'égarait quelquefois dans l'essai qu'il en voulait faire. Ainsi on le voit décider sans scrutin et sans opposition (12 décembre 1691) qu'aucun traitement ne sera supérieur à cinq cents livres, puis deux mois après il annule sans discussion cette loi singulière. Ainsi encore il vote après une longue enquête, le 17 février 1694, que l'on avait eu raison d'envoyer la flotte passer la saison d'hiver dans la baie de Cadix.

Le pays n'avait pas d'homme d'État : il avait perdu dans les révolutions et dans les réactions l'habitude de la vie constitutionnelle. Mais ce qui faisait surtout défaut, c'étaient les hommes honnêtes. La Chambre valait le ministère. Et l'on vit un jour l'étrange spectacle du président de la Chambre, sir John Trevor, convaincu d'avoir reçu mille guinées de la Cité de Londres pour faire passer une loi, mettant aux voix la proposition de l'exclure lui-même pour corruption et proclamant le résultat du scrutin qui le chassait de la Chambre (12 mars 1695).

Une autre accusation de même nature frappa plus haut. On avait remarqué que la Compagnie des Indes portait en dépenses des sommes considérables pour service secret. Une loi fut proposée pour que les

administrateurs de la Compagnie fissent connaître l'emploi de ces fonds. Le premier ministre Danby s'opposa à cette loi dans la Chambre des lords avec tant de chaleur et d'opiniâtreté qu'il s'avouait presque coupable.

La Chambre des communes sut bientôt en effet que pour le renouvellement du privilége de la Compagnie, Danby avait reçu cinq mille guinées et le Roi dix mille : elle voulut immédiatement mettre en accusation le premier ministre. Celui-ci, prévenu au moment où il soutenait une discussion dans la Chambre des lords, accourut aussitôt dans la Chambre des communes, demanda à se défendre, déclara que le don n'était pas pour lui, mais pour un ami, que d'ailleurs le même fait s'était déjà présenté sous le règne de Charles II. Son arrogance blessa la Chambre, mais le procès fut prolongé par des incidents de procédure; le Roi, qui s'y trouvait compromis, prononça la dissolution du Parlement, et écarta Danby, qui ne garda que les émoluments de ses places et vécut dès lors dans la retraite.

Le mécontentement s'accumulait contre le nouveau régime : le Roi, malgré ses prétentions sur l'art militaire, n'était pas heureux dans ses armées. Il avait sans doute vaincu les rebelles d'Irlande, mais il avait eu la douleur de voir Louis XIV enlever sous ses yeux l'imprenable place de Namur; puis il avait

été battu par le maréchal de Luxembourg dans les batailles de Steinkerque et de Nerwinde. Une expédition organisée contre la Bretagne venait de tourner en désastre ; on en sait la cause aujourd'hui : on a retrouvé la lettre écrite par Marlborough au roi Jacques, pour annoncer cette expédition sur Brest qu'il avait connue dans sa disgrâce par des indiscrétions de son ami le trésorier Godolphin. « Le succès, écrit Marl-
» borough, serait très-profitable à l'Angleterre, mais
» aucune considération ne peut et ne pourra jamais
» me détourner de votre service. Russel se défie de
» moi, et je ne lui crois pas de bonnes intentions
» pour le service de Votre Majesté. » Louis XIV, prévenu aussitôt par Jacques, se hâta d'envoyer à Brest Vauban avec quelques régiments; le corps anglais qui débarquait avec confiance comme pour une surprise, fut rejeté avec grand carnage dans la mer. On se perdit à Londres en conjectures sur les causes de cet événement, qui aggrava le malaise général.

Le ministère était toujours sans nuance politique. C'était moins un cabinet qu'une réunion d'hommes importants, pris dans tous les partis. Les plus considérables étaient lord Montague et Somers. Le Roi, qui avait l'instinct des ménagements et un tact remarquable pour éluder les difficultés, ne comprenait qu'à demi les exigences parlementaires : il n'attachait qu'une importance médiocre au choix de ses minis-

tres; il s'était réservé à lui seul la conduite des affaires militaires et diplomatiques; seul il négociait la paix de Ryswyk sans se préoccuper des responsabilités devant la Chambre, et ne voyait guère dans un ministère qu'une dignité qui pouvait lui rattacher des personnages influents et intrigants. C'est par cette pensée qu'on peut expliquer la singulière obstination avec laquelle il contraignit l'indécis Shrewsbury à rentrer dans le ministère; et la fantaisie plus étrange encore d'appeler dans le cabinet le renégat Sunderland, qui avait cessé d'être catholique depuis que Jacques avait cessé d'être roi.

La Chambre, au contraire, commençait à s'organiser d'une façon constitutionnelle. L'opposition, composée de presque tous les tories et de quelques mécontents, avait son chef et son but. Le chef, Harley, doué d'un grand talent d'intrigue et d'un véritable sentiment de la tactique parlementaire, fait exception à cette époque pour n'avoir jamais été sérieusement soupçonné de mettre la trahison parmi les moyens de satisfaire son ambition. Le but de l'opposition était de supprimer les soldats étrangers d'abord, et toute armée permanente ensuite.

Le Roi tenait beaucoup à ses soldats étrangers. Ses régiments de protestants français et de gardes hollandaises l'avaient amené en Angleterre et l'avaient suivi dans toutes ses batailles : pour eux, il était la

patrie même. Sunderland voulut défendre au Parlement les fidèles compagnons d'armes du Roi et attira subitement sur sa tête toutes les attaques de l'opposition. Voilà le troisième maître, disait-on, à qui il donne ses perfides conseils. On le voit toujours soutenir les moyens de tyrannie, jusqu'au jour des défections.

Le mépris pour lui fut porté à son comble par le rôle qu'il joua dans une aventure romanesque.

Il avait, quinze ans auparavant, marié sa fille au comte de Clancarty; la mariée était alors âgée de onze ans, l'époux de quinze. On avait séparé ces enfants le jour du mariage et ils ne s'étaient plus revus durant les révolutions et les guerres des années suivantes. Clancarty était devenu catholique, avait combattu en Irlande et en Écosse pour le roi Jacques. Pris les armes à la main, il avait été emmené à la Tour; après trois ans de captivité il avait pu s'enfuir, et s'était retiré à Saint-Germain. Lassé de cette cour de Saint-Germain, il se souvint de son mariage, partit secrètement pour l'Angleterre, réussit à pénétrer dans le château où se trouvait sa jeune femme, à se faire connaître d'elle, à la séduire. Mais leur bonheur ne dura que peu de jours. Une femme de chambre révéla le mystère au frère de sa maîtresse : celui-ci courut à Londres, obtint de son père un détachement de cavalerie, cerna son propre château et fit saisir le

comte de Clancarty. Sunderland faisait ainsi sa cour en livrant son gendre au Roi.

L'opinion publique fut indignée, surtout lorsqu'elle apprit que la jeune femme avait voulu accompagner son mari à la Tour, et que, désespérée de s'être vue repousser de la grille, elle s'était retirée chez lady Russel. Lady Russel était la veuve du ministre de Charles II qui avait été tué à la Tour dans la persécution contre les chefs whigs : l'élévation de son caractère, la noblesse avec laquelle elle avait supporté son malheur, sa piété touchante, faisaient de cette femme le chef réel des grandes familles nobles. Elle adopta la cause de la comtesse de Clancarty et obtint que le proscrit serait mis en liberté. Cette protection du jeune Jacobite par la veuve de la grande victime des haines de Jacques, et la clémence du Roi, firent contraste avec la honteuse délation de Sunderland. Une adresse de la Chambre des communes demanda son expulsion ; il se retira et mourut bientôt.

Le Parlement décida que l'armée serait réduite à dix mille hommes, et, encouragé par son succès contre Sunderland, commença les attaques contre Montague, le chancelier de l'Échiquier. Le Roi tenta l'expédient d'une dissolution. C'était assurément un procédé constitutionnel, mais l'intervention personnelle du Roi dans les plus importantes affaires

et le manque de cohésion du ministère maintenaient une situation fausse qui se compliqua de plus en plus. Les élections de 1698 se ressentirent de cette absence de principes généraux : les électeurs de Westminster et de quelques villes, éclairés par les conversations, les journaux et tous les reflets de la vie publique, appuyèrent le gouvernement, mais les campagnes furent en général dans l'opposition. Les tories y recueillirent les votes des Jacobites et ceux du clergé qu'irritait l'extrême tolérance religieuse du gouvernement. Harley se trouva dans la nouvelle Chambre à la tête d'une majorité opposante qui exigea le départ immédiat des gardes hollandaises. C'était attaquer personnellement le Roi par le point qui lui était le plus sensible. Guillaume s'irrita, comprit qu'il lutterait vainement, et résolut d'abdiquer.

On possède encore le manuscrit raturé qu'il rédigea pour adresser son abdication au Parlement. Somers parvint à le détourner de cet acte désespéré, mais il ne put encore le décider à abandonner ses vieux soldats. Le Roi hésitait dans de silencieuses colères. « Ils me bravent, dit-il un jour, mais dès » que ma tête sera sous la terre, ils souhaiteront la » ravoir, dussent-ils la déterrer avec leurs ongles! »

Cependant l'orage grossissait dans le Parlement. Ce n'était plus à l'inutile Sunderland qu'on s'atta-

quait actuellement, c'était à lord Montague, le fondateur de la Banque d'Angleterre, qui avait restauré les finances et rappelé le numéraire. Sa parole, qui était pleine d'autorité autrefois dans la Chambre, n'était plus écoutée dès lors, et Montague, avec tout son talent, ne savait pas encore qu'il aurait retrouvé toute sa force en cédant pour un temps la place à ses adversaires, en les combattant par une opposition loyale, et en se faisant réintégrer bientôt par la pression du talent et des circonstances.

Dans cette scission complète entre le ministère et la Chambre, Guillaume ne comprit pas non plus qu'il devait sacrifier le ministère; que le temps était passé des cabinets de transition et de conciliation; que les conseillers de la couronne devaient sortir de la majorité des Chambres. Il ne le comprit pas, mais il eut le sentiment des concessions, et il abandonna ses gardes hollandaises. Il se ravisa presque aussitôt, et cet épisode est curieux dans cette lente initiation aux mœurs parlementaires. Il fit dire à la Chambre des communes qu'il se soumettait en principe au départ des soldats étrangers, mais qu'il demandait comme marque de confiance qu'on l'autorisât à conserver ses gardes. « Assurément, répondit Harley, ce ne sont pas les ministres qui ont conseillé au Roi une pareille démarche. Or le Roi ne doit agir que sur le conseil de ses ministres. »

La demande royale fut rejetée, et les Hollandais quittèrent Londres.

« Vous êtes plus gras qu'en arrivant, dit un bourgeois à l'un d'eux tandis qu'ils défilaient.

— Vous feriez belle figure, répliqua le soldat, si nous n'étions pas arrivés ! »

Mais la situation comportait toujours les mêmes difficultés : les partis n'étaient pas classés, les institutions n'étaient pas comprises. La Chambre et le gouvernement s'usaient en mesquines manœuvres. Ainsi le Roi avait dit en ouvrant les Chambres (1699) :

« Ayons confiance les uns dans les autres. — Pourquoi ces paroles? demanda Harley; le Roi n'a-t-il pas confiance en nous, ou bien nous soupçonne-t-il de le tromper? » Puis la Chambre des communes usa son temps en enquêtes sur des questions sans importance où en récriminations contre les personnes qu'on savait aimées du Roi : l'évêque Burnett, le chancelier Somers. Bientôt elle se heurta à la Chambre des lords dans l'affaire des confiscations d'Irlande.

Des biens considérables avaient été rattachés au domaine royal en vertu de confiscations après la campagne d'Irlande. Le Roi les distribua à diverses personnes et ne fut pas toujours heureusement inspiré dans ses largesses. Des terres immenses furent concédées par lui à Bentinck, qu'il avait fait comte

de Portland, et qui était doublement haï des Anglais, comme étranger et comme favori du souverain. Un domaine avait été donné à Élisabeth Villiers, comtesse d'Orkney, ancienne maîtresse de Guillaume, et il était frappé de rentes en faveur de lady Bellassyse et d'Arabella Churchill, anciennes maîtresses de Jacques II. La Chambre des communes fit une enquête sur ces donations; elle en exagéra l'importance, fit enfermer à la Tour ceux de ses commissaires qui les justifiaient, et vota une adresse au Roi pour qu'elles fussent révoquées.

Le Roi répliqua imprudemment qu'il les avait conférées à ceux qui s'étaient distingués dans la guerre d'Irlande. Le lendemain les Communes votèrent que ceux qui avaient conseillé cette réponse du Roi étaient des ennemis de Sa Majesté, et annulèrent par une loi les donations. La loi fut repoussée par la Chambre des lords.

A cette nouvelle, la Chambre des communes sembla passer tout entière au parti tory par haine des lords whigs. Elle vota de nouveau sa loi par acclamation, et la fit reporter à la Chambre haute. Celle-ci accepta la lutte et maintint sa première décision à la majorité de quarante-sept voix contre trente-quatre.

C'est dans les crises de ce genre que le sens pratique du peuple anglais et le bienfait des institutions parlementaires vont se remarquer chaque fois qu'elles

se présenteront. Après qu'on a soutenu ses droits et ses convictions avec fermeté, on comprend que l'obstination ne peut amener que le désordre. Nul parti n'a intérêt à la désorganisation du gouvernement. Celui qui cède en un certain moment est celui qui se maintient le mieux dans la voie de la constitution; c'est aussi celui qui est le mieux accueilli par l'opinion publique, toujours portée en Angleterre à préférer les esprits sages aux meneurs turbulents. Alors se mettent en avant les vrais politiques.

Lord Montague, qui avait quitté le ministère, et Marlborough, intervinrent pour faire cesser le conflit. La loi fut soumise à une nouvelle délibération dans la Chambre des lords. Dans un premier tour de scrutin, les voix se trouvèrent également partagées : quarante pour accepter la loi, quarante pour la renvoyer à la Chambre basse. Cinq des évêques qui avaient voté avec ces derniers se retirèrent alors de la salle des séances, et la loi fut enfin adoptée. La Chambre des communes, satisfaite de son succès, mais effrayée des dangers qu'elle avait failli amener dans l'État, se laissa proroger sans murmure le lendemain.

Le fils de la princesse Anne, seul héritier de la ligne protestante, mourut en 1700. Le Parlement, convoqué de nouveau, eut à trancher régulièrement la question d'hérédité. Malgré ses affinités jacobites, la majorité tory ne se laissa pas ramener vers les

Stuarts ; elle fut entraînée par la passion religieuse à transporter les droits de succession dans la maison allemande de Brunswick-Hanovre. Mais elle ne fut pas davantage disposée à soutenir le gouvernement protestant. Oublieuse des leçons de l'année précédente, elle commença les attaques contre la couronne en contrecarrant la politique extérieure de Guillaume.

Le roi d'Espagne venait de mourir. En opposition aux goûts belliqueux du Roi, la Chambre semblait incliner vers une alliance française. Déjà on proposait une adresse pour reconnaître Philippe d'Anjou comme roi d'Espagne. « Demain, s'écria un membre, vous allez reconnaître à son tour le prétendu prince de Galles. » De tels mots rappelaient la Chambre à la politique nationale ; elle rejeta l'adresse, mais porta son mécontentement contre les ministres, dont elle mit les principaux en accusation : Somers, Portland, Halifax et Orford.

Ce fut un nouveau conflit avec la Chambre des lords. L'animosité se réveilla. Les députés tories, qui représentaient le parti des gentilshommes de campagne, ardents, exclusifs, tenaces, étrangers au mouvement des esprits, entraient volontiers en lutte avec les lords whigs qui avaient reçu les traditions libérales comme un héritage de famille, et qui étaient sérieux, pratiques, instruits. Ceux-ci recueillirent le fruit de leur sage retraite de l'année précédente : le

pays s'agita en leur faveur. Des pétitions furent adressées à la Chambre des communes pour qu'elle cessât d'être en lutte avec les autres corps de l'État. Mais la Chambre s'irrita davantage, et fit mettre en prison ceux qui lui apportaient les pétitions. La crise menaçait d'être dangereuse pour Guillaume. Fallait-il, après douze années d'essai, dans un pays si bien préparé, renoncer au régime parlementaire?

Ce fut l'ennemi implacable de Guillaume qui donna subitement la solution.

Louis XIV venait de proclamer roi d'Angleterre le prince de Galles, fils de Jacques II, près du lit de mort du vieux roi.

Cet affront exaspéra le patriotisme anglais. Ceux même qui regrettaient le plus les Stuarts ne voulaient pas se les voir imposer par la France. Les élections se firent au milieu de cette disposition des esprits; bientôt une forte majorité whig dans la Chambre des communes assura le concert des deux corps du Parlement. Le discours du trône fut accueilli avec enthousiasme, et les préparatifs d'une guerre contre la France rétablirent l'union entre les partis et rendirent la popularité au Roi. Guillaume mourut sur ces entrefaites.

Il laissait la constitution fortement établie, et le système nouveau consolidé par l'expérience des débats qui lui avaient donné tant de tourments de 1698

à 1701. Mais si cette expérience avait été rapidement conquise, si la majorité tory avait été subitement abandonnée du corps électoral, si le patriotisme s'était éveillé aux cris du héraut qui proclamait en trois langues un roi d'Angleterre à Saint-Germain, on le devait à une force nouvelle qui venait d'apparaître, la presse.

Au lieu des pamphlets violents et grossiers qui excitaient les luttes des partis, les journaux commençaient à se répandre : leur dévouement unanime au gouvernement de Guillaume, la modération de leurs allures, le talent de plusieurs rédacteurs, contribuaient à l'éducation constitutionnelle du pays et réagissaient sur le style des pamphlets, qui se trouvèrent contraints à plus de modération. La censure fut supprimée en 1695, et un grand nombre de journaux vinrent faire concurrence à la *London Gazette,* distribuée alors à huit mille exemplaires. La plupart s'imprimaient sur du papier grossier et ne paraissaient que deux fois la semaine, mais ils répandaient sur tout le pays les nouvelles qui avaient été jusqu'alors le privilége du bourg de Westminster, et avec ces nouvelles le goût et l'expérience des affaires publiques.

CHAPITRE III.

MARLBOROUGH ET BOLINGBROKE.

LUTTE ENTRE LES PARTIS.

Anne, la seconde fille de Jacques II, avait l'esprit étroit et l'intelligence bornée de son père, mais elle ne possédait aucun de ses instincts violents et cruels. C'était une honnête femme, d'allures un peu vulgaires, qui supportait docilement la domination de sa favorite, la duchesse de Marlborough.

Ces deux femmes étaient unies par une amitié d'enfance que troublaient seulement les colères de l'impérieuse duchesse; mais ces colères semblaient consolider son influence au lieu d'amener la lassitude; l'ambition froide, la fermeté altière, l'orgueilleuse avidité de la duchesse de Marlborough avaient dompté la princesse au point de la détacher du roi Jacques d'abord, puis de la reine Marie, et d'entraîner dans les conspirations et les intrigues son esprit indolent.

La Reine survécut aux dix-neuf enfants qu'elle avait eus de son mari George de Danemark, prince

4

insignifiant, et qui mena toujours une existence effacée et modeste.

Bien que la Reine fût d'opinion tory, elle dut prendre un ministère whig par docilité pour la hautaine duchesse de Marlborough autant que pour ne pas entrer en lutte avec l'aristocratie, dont l'influence venait de faire élire une chambre à majorité wigh.

La guerre contre Louis XIV et les victoires de Marlborough jetèrent un vif éclat sur cette première administration wigh. Mais la vie intérieure conserva ses luttes mesquines et ses difficultés pratiques. Les nouveaux rouages grinçaient tant que le frottement ne les avait pas polis.

Entre les deux Chambres renaissaient les conflits. Par zèle électoral, la Chambre des communes introduisit dans une loi de finances une clause contraire à la liberté religieuse. Les lords, qui ne voulaient point de cette restriction nouvelle, mais qui eussent compromis leur autorité s'ils avaient paru protéger des non-conformistes, saisirent, pour rejeter la clause, le prétexte qu'elle n'était pas de nature à entrer dans le budget. Les députés soutinrent sur le même terrain que la Chambre haute ne pouvait pas modifier les lois de finances.

La guerre de votes et de résolutions ainsi recommencée, se transporta bientôt sur les questions de personnes. Les anciens administrateurs que poursui-

vait une Chambre étaient défendus par l'autre. Les enquêtes étaient contredites. On ne songeait qu'aux priviléges et aux rivalités.

Dans ces débats le ministère s'abstint de prendre part. Il perdit beaucoup de voix aux élections de 1704 : la haine populaire contre le catholicisme était toujours exploitée au détriment des whigs et du gouvernement par l'union des tories et des Jacobites, mais, même dans la nouvelle Chambre, le parti whig avait encore quarante voix de majorité, et il était assuré du concours de la Chambre haute. Grâce à ce double appui, le ministère obtint après deux ans de luttes l'union intime avec l'Écosse. La situation religieuse de l'Écosse, où les dissidents formaient une énorme majorité, inquiétait l'Église anglicane et les tories ses représentants : ils combattirent par tous leurs efforts une union qui se faisait au détriment de leurs principes.

Harley était le chef des tories; mais la véritable influence dans le parti et à la Chambre appartenait à St-John, célèbre depuis sous le nom de lord Bolingbroke. Son éloquence a si vivement frappé ses contemporains, que les grands orateurs de la période suivante l'admiraient encore sur la foi de la tradition. Dans une réunion de lettrés qui déploraient la perte des ouvrages de Ménandre et de Tacite, le second William Pitt soutint que la disparition des

harangues de Bolingbroke était un plus grand malheur pour l'esprit humain.

Une loi ancienne interdisait, sous les peines les plus sévères, la reproduction des séances du Parlement et même des simples opinions qui y avaient été énoncées. Cette loi était une garantie nécessaire pour les temps où la colère du Roi ou le ressentiment d'un favori pouvaient atteindre un député et le punir de paroles trop consciencieuses : le secret était la condition de l'indépendance. On châtiait d'autant plus sévèrement les indiscrétions, que les délations eussent été plus dangereuses. Le changement dans les mœurs avait promptement rendu cette loi inutile; depuis la fuite de Jacques II, un député n'avait plus rien à craindre de la vengeance royale pour des opinions formulées à la Chambre. Mais on était tellement accoutumé à regarder la loi du secret comme une sauvegarde sacrée, qu'on la conserva avec jalousie quand elle eut tourné contre son but. Le jour où elle ne protégeait plus le député, elle lui devenait nuisible en l'isolant; elle le séparait du pays; elle étouffait la voix du Parlement et par conséquent son influence. Elle restreignait la liberté qu'elle avait voulu sauvegarder. Le respect pour les anciennes institutions la maintenait néanmoins.

Un député (sir Dering) en 1641 fut expulsé de la Chambre et enfermé à la Tour pour avoir publié un

recueil de ses discours, et le livre fut brûlé par le bourreau. Quelques membres livraient des notes à la publicité après la dissolution du Parlement, estimant que le délit ne serait pas poursuivi par le Parlement suivant, qui était considéré comme une autre individualité. C'est ainsi que l'on a le recueil de Grey de 1667 à 1694, et celui de Boyer de 1711 à 1738. Mais ces analyses sont fort sommaires, très-obscures, et ne désignent les membres du Parlement que par leurs initiales. Elles ont pu sauver le sens général des débats, conserver quelques traits heureux, quelques brusques apostrophes, elles ont pu laisser les raisonnements nus, mais elles ne donnent aucune idée du talent de Bolingbroke et n'expliquent en rien l'admiration des contemporains.

Le même sort a atteint les discours du premier Pitt, de lord Carteret et des autres orateurs jusqu'en 1771. Pour ces derniers même, on doit se défier des discours qui ont été publiés comme prononcés par eux : ils étaient rédigés le lendemain matin d'après les souvenirs de quelques membres, et souvent selon la fantaisie de l'écrivain. Le docteur Johnson s'est avoué l'auteur de plusieurs discours qu'il attribuait à William Pitt, dans son compte rendu des séances du Sénat de Lilliput publié dans le *Gentleman's Magazine.*

Telle était la rigueur contre les tentatives de pu-

blicité, que la Chambre des lords en 1729 n'hésita pas à faire détruire le journal de ses séances parce qu'une portion en avait été imprimée clandestinement. On sait d'ailleurs que les étrangers étaient sévèrement exclus de la salle des séances.

A défaut des discours on publia des pamphlets et des journaux. Il fut d'une grande importance pour les partis d'avoir un écrivain de talent. Les tories avaient le maladif, le mordant, le chagrin Swift, l'audacieux auteur des *Voyages de Gulliver;* le trésorier Godolphin fit entrer à la Chambre des communes Addison, qui devint promptement une des forces du parti whig.

Fameux de son vivant comme le plus séduisant des causeurs, Addison paraît n'avoir jamais pris la parole à la Chambre des communes, ou avoir tenté sans succès de le faire. Mais sa plume avait d'autant plus d'influence que les discours des orateurs étaient moins connus. Il tempéra le style plus grossier de Steele, le pamphlétaire whig, et fonda avec lui le *Tatler,* qui devint bientôt le *Spectator,* dont le recueil est encore un des monuments de la langue anglaise.

Le premier Parlement où assistèrent les députés de l'Écosse, et qui commence la série des réunions du Parlement impérial, fut assemblé le 23 octobre 1707. Les nouvelles accessions y portaient à cinq cent treize le nombre des députés à la Chambre des

communes. Les soixante-quatorze chevaliers du temps d'Édouard Ier étaient devenus deux cent vingt-quatre députés sous Henri VIII. Ce prince et ses successeurs accrurent jusqu'à trois cent soixante-dix-neuf le nombre des membres qui furent nommés par les provinces laissées jusqu'alors sans représentant, et le comté de Durham n'eut ainsi de député qu'en 1673.

L'union avec l'Écosse, qui ajoutait cent trente-quatre membres à la Chambre des communes, faisait entrer seize pairs représentatifs dans la Chambre des lords. Au Parlement de 1454, tenu dans les premiers temps de la guerre entre les maisons d'York et de Lancastre, cinquante-trois pairs furent convoqués. Il y en avait cinquante-neuf à la mort d'Elisabeth : les créations successives en ont porté le nombre à cent soixante-huit sous le règne de la reine Anne, non compris les seize pairs écossais.

La gloire de Marlborough semblait consolider l'autorité du parti whig; mais deux attaques se préparaient contre son influence, et les tories espéraient saisir le pouvoir en même temps à la cour et au Parlement.

Harley entreprit en effet de combattre le grand chef whig près de la Reine elle-même. La duchesse de Marlborough, devenue princesse du saint-empire après les victoires de son mari, gardait toujours le

titre de dame d'atour de la Reine, mais elle avait confié à une parente pauvre les fonctions les plus humiliantes de sa charge, qu'elle avait exercée depuis trente ans près de trois princesses. La jeune parente, Abigaïl Hill, chercha à supplanter sa redoutable protectrice : de douces flatteries, une souplesse de tous les moments, firent préférer par la Reine les soins soumis et délicats de la jeune fille aux emportements de sa chère Sarah. Sarah lutta six ans contre Abigaïl ; mais la duchesse fut vaincue par la coiffeuse. Elle voulut un jour l'écraser de son mépris et lui reprocher l'ingratitude avec laquelle elle l'avait supplantée près de la Reine. « La Reine, répondit l'insolente Abigaïl, vous a toujours aimée, madame, et je ne doute pas qu'elle ne vous continue sa protection. »

Si peu avancée était alors l'organisation de l'État, que cette méchante intrigue recélait toute une combinaison politique. Abigaïl était inspirée et conseillée par Harley, le chef des tories : le jour où elle pourrait faire chasser Sarah du palais, les whigs perdraient leur appui près de la Reine, et devraient sortir du ministère.

L'autre moyen de succès n'était guère plus parlementaire : on excita le menu peuple contre les dissidents et contre les whigs, qui les toléraient. Un prêtre exalté et inconséquent, nommé Sacheverell,

fit un sermon contre les catholiques, les presbytériens et le ministère. On eut le tort de le poursuivre. La Chambre rivalisa avec le ministère de zèle dans ce procès, qui eut pour premier résultat de rendre le prêtre intéressant, et qui bientôt fit tomber la Chambre dans la même impopularité que le ministère. C'est ce que voulaient les tories. N'ayant point la majorité, ils usaient la Chambre, afin de la remplacer par une autre Chambre qui serait élue au milieu de l'agitation qu'ils organisaient.

On s'occupa avec passion de ce Sacheverell; le vieux Danby lui-même, âgé de quatre-vingts ans, sortit de sa retraite pour parler en sa faveur. Des émeutes furent soulevées, le peuple prit le parti du persécuté; on parlait de martyre : le seul martyre qu'eut à subir Sacheverell fut une interdiction de parler en chaire durant trois ans.

Mais cette mansuétude dans la répression ne calma point les esprits. L'opposition jacobite s'allia à l'opposition tory : Harley promettait d'insister près de la Reine pour qu'elle désignât le jeune prince de Galles comme son héritier. La Reine en même temps se révoltait contre une dernière colère de la duchesse de Marlborough et la chassait. Le ministère donna sa démission, le Parlement fut dissous. Une femme de chambre et un jeune prédicateur venaient de renverser le parti whig.

De telles causes pour cette chute sont ridicules assurément, mais si l'on en recueille d'autres, elles sont à peine moins puériles.

Le pays commençait à se fatiguer de la guerre, et la guerre, qui augmentait l'importance et la gloire de Marlborough, ne pouvait cesser qu'avec l'autorité de son parti. Mais cette lassitude d'une guerre aussi favorable et aussi constamment heureuse était-elle réelle? L'impopularité qui accueillit la paix avec la France ferait croire au contraire que les tories voulaient faire cesser la guerre pour détruire le gouvernement whig, et non pas qu'ils renversaient le gouvernement whig pour éviter la guerre. La paix fut pour eux un moyen et non un but. Ils l'expièrent durement plus tard. Ils n'étaient cependant pas sans alliés dans leur attaque contre Marlborough. Un contemporain très-sérieux écrit gravement : « Le désir du vin français, qui était très-cher, détourna » beaucoup de monde de Marlborough. » L'opposition était ainsi grossie du parti de ceux qui n'aimaient pas le vin de Portugal; ils avaient pour chef le docteur Aldrich, doyen de Christchurch.

Le ministère seul se trouva dans la vraie pratique de la constitution. Entre les caprices de la Reine et les émeutes de la rue, il comprit qu'il devait céder la place à un cabinet tory.

Harley devenu lord Oxford et Bolingbroke furent

les chefs de la nouvelle administration. Leur influence, unie à celle de la Reine et du haut clergé, modifia les élections et amena une majorité tory. Ils usèrent avec imprudence d'un pouvoir acquis par des voies si peu régulières.

Ils durent commencer par signer la paix avec la France; la retraite de leurs armées fut assez opportune pour Louis XIV, que la coalition allait accabler. Puis ils donnèrent le dangereux exemple des persécutions. Deux membres du parti whig semblaient à craindre dans la Chambre des communes; c'étaient le pamphlétaire Steele, dont les écrits avaient souvent blessé les chefs tories, et sir Robert Walpole, qui s'était mis à la tête de l'opposition whig; on les expulsa sous d'injustes prétextes et on fit interdire leur réélection. Mais l'ennemi réel, la grande victime, c'était Marlborough.

On ignorait sa lettre du 3 mai 1694 à Jacques sur l'expédition de Brest, mais on lui reprochait sa duplicité, qui l'avait lié par sa femme à la reine Anne, et au roi Jacques par sa sœur, qui avait pour fils le maréchal de Berwick, bâtard de Jacques. On rappelait sa jeunesse dissolue, que s'étaient disputée le vicieux duc d'York et la duchesse de Cleveland. On l'accusa à la Chambre des lords d'avoir fait tuer à dessein les officiers anglais à Malplaquet, pour revendre leurs commissions, de s'être enrichi par des

voies criminelles, et d'avoir été associé avec Salomon Medina, fournisseur de pain de son armée. Bientôt il fut mis en accusation par la Chambre des communes.

Cette réaction contre les chefs du parti vaincu, ce retour à des mœurs politiques que l'on croyait oubliées, et surtout le mécontentement contre une paix qui était faite au moment où allait être abattu le vieil ennemi de l'orgueil anglais, introduisirent le malaise et l'aigreur dans les relations politiques. Les familles se divisèrent : les duels reparurent. La nuance whig regagna le terrain qu'elle avait perdu, et le pays se trouva de nouveau en désaccord avec la Chambre, parce qu'il avait suivi une évolution contraire.

Ce moment fut observé avec art par Bolingbroke; il espéra faire retomber une partie du mécontentement sur la tête de Harley, l'expulser, et se trouver le seul maître de la situation. Harley avait eu l'imprudence de prendre des engagements favorables à la succession jacobite et de faire des instances auprès de la Reine pour qu'elle adoptât son neveu, le jeune prince de Galles. On n'est pas flatté d'entendre parler de son héritage. La Reine évita de se prononcer sur ce sujet désagréable : elle feignit d'entrer dans les vues de Harley, et le laissa amuser les Jacobites par l'espoir qu'ils obtiendraient le trône sans conspiration et sans guerre civile; elle assura ainsi

la sécurité de ses dernières années. C'était pour Harley un jeu dangereux, qui lui fit des ennemis de tous les partisans de la succession protestante. Bolingbroke profita de son discrédit, le brouilla à propos avec Abigaïl, car Abigaïl avait encôre son rôle dans la politique, et le contraignit enfin à sortir du ministère.

Le nouveau cabinet se composa presque uniquement de Bolingbroke et de l'inquiet Shrewsbury, dans les mains duquel on réunit trois ministères. Mais son existence fut terminée en quelques mois par la mort de la Reine (30 juillet 1714).

Dans le conseil tenu le lendemain, Shrewsbury se trouvait à peu près seul pour soutenir que la couronne devait être conférée à l'Électeur de Hanovre, conformément à la loi votée par le Parlement depuis quatorze ans. Les partisans des Stuarts soutenaient le prince de Galles : au milieu de la discussion entra le duc de Somerset, qui avait été rayé par les tories de la liste des membres du conseil. Il reprit son siége avec autorité, et déclara fièrement qu'il allait soulever le pays et se mettre à la tête de tous les protestants si l'on hésitait à proclamer le roi George Ier. Son audace entraîna les indécis, et la couronne d'Angleterre passa définitivement à la dynastie de Hanovre.

CHAPITRE IV.

SIR ROBERT WALPOLE.

PRÉPONDÉRANCE DU PARTI WHIG.

On ne savait pas encore que la couronne doit être indifférente entre les partis et ne peut que recevoir les conseils de celui qui lui semble adopté par la majorité. Anne avait eu des opinions tories, George fut un whig ardent. Mais il n'ajouta au parti whig ni considération ni dignité.

Le désir du peuple anglais d'avoir un roi protestant venait d'appeler au trône constitutionnel un prince assez joyeux, qui arrivait avec tous les travers des petites cours allemandes.

Petit-fils de la princesse Sophie, fille de Jacques Ier, il avait été fiancé, en 1681, à sa cousine Anne; mais, soit que Jacques II se soit défié de cet Allemand incrédule et grossier, soit qu'Anne lui ait préféré le prince de Danemark, George fut assez rapidement renvoyé dans son Hanovre, où il épousa la belle Sophie Dorothée, fille de la Française Éléonore d'Olbreuse et du duc de Zell, l'un de ces princes qui

CHAPITRE IV.

SIR ROBERT WALPOLE.

PRÉPONDÉRANCE DU PARTI WHIG.

On ne savait pas encore que la couronne doit être indifférente entre les partis et ne peut que recevoir les conseils de celui qui lui semble adopté par la majorité. Anne avait eu des opinions tories, George fut un whig ardent. Mais il n'ajouta au parti whig ni considération ni dignité.

Le désir du peuple anglais d'avoir un roi protestant venait d'appeler au trône constitutionnel un prince assez joyeux, qui arrivait avec tous les travers des petites cours allemandes.

Petit-fils de la princesse Sophie, fille de Jacques Ier, il avait été fiancé, en 1681, à sa cousine Anne; mais, soit que Jacques II se soit défié de cet Allemand incrédule et grossier, soit qu'Anne lui ait préféré le prince de Danemark, George fut assez rapidement renvoyé dans son Hanovre, où il épousa la belle Sophie Dorothée, fille de la Française Éléonore d'Olbreuse et du duc de Zell, l'un de ces princes qui

ne mettait plus d'acharnement à obtenir la tête de ses adversaires; l'opinion publique, informée par les journaux des répressions trop cruelles, commençait à les réprouver. On était loin du temps où les habitants de villages entiers étaient égorgés ou vendus comme esclaves en Amérique, ainsi que cela s'était vu sous le règne de Jacques II, et du temps où un clan écossais était exterminé, hommes et femmes, comme Guillaume en avait signé l'ordre; bientôt le duc de Cumberland recevra pour sa vie entière le surnom de Boucher, parce que ses soldats, en poursuivant les rebelles vaincus à Culloden, auront tué quelques paysans qui les retenaient ou qui les regardaient.

Les chefs tories profitèrent de cet adoucissement des passions et furent mis en liberté au bout de peu de temps. Bolingbroke lui-même, malgré sa défection jacobite, put rentrer plus tard en Angleterre.

De même que sous Guillaume III, le gouvernement n'était sûr que de l'appui des dissidents. L'Église établie et surtout l'université d'Oxford faisaient une opposition bruyante. Pendant ce temps, le prétendant avançait en âge et renouait des relations avec les fidèles partisans des Stuarts. De ces menées diverses résulta pour le ministère la conviction que de nouvelles élections seraient dangereuses, et qu'on devait prolonger l'existence de la Chambre actuelle

jusqu'à ce que fût mieux consolidée la dynastie de Hanovre : dans cette Chambre, il était sûr de trouver une majorité whig et un esprit tolérant. Il proposa donc et fit décider que les sessions du Parlement dureraient sept années désormais. On les avait réduites à trois années, en 1689, pour empêcher que les députés se tinssent trop longtemps séparés de leurs commettants, et pour maintenir par des réunions fréquentes l'habitude des affaires publiques dans le corps électoral. Mais en 1716 on ne voulut pas risquer la majorité libérale dans une lutte qui menaçait de dégénérer en guerre civile.

Aux portes mêmes de la Chambre, le parti tory trouva une faible revanche. C'était l'usage depuis trente ans, parmi les laquais des membres de la Chambre des communes, qui attendaient leurs maîtres durant les séances, de se nommer un président, comme pour une imitation des grandes scènes de l'intérieur : seulement l'élection se faisait non avec des bulletins, mais avec des coups de poing. On raconte que le 2 avril 1715 la lutte commença entre les whigs, qui proposaient le valet d'un M. Strickland, et les tories, qui soutenaient le laquais de sir Thomas Morgan : la bataille resta indécise parce que la séance fut levée de bonne heure dans la soirée ; mais le combat reprit le lendemain, et après une longue résistance les whigs furent vaincus, et les tories por-

tèrent en triomphe leur président sur les épaules et firent trois fois le tour de la grande salle de Westminster, puis les vainqueurs et les battus allèrent dîner ensemble à la taverne voisine.

C'était une parodie, mais c'était la vie politique qui pénétrait dans la nation : c'était le peuple privé du suffrage qui apprenait ses institutions et qui s'y attachait.

Les conspirations jacobites finirent par détacher du ministère le duc de Somerset, celui qui par sa fermeté avait entraîné le conseil à appeler le roi George. Son gendre, sir William Wyndham, s'était engagé dans un complot pour rétablir la dynastie des Stuarts. Sa tête fut mise à prix; il vint se constituer prisonnier lui-même. Le duc de Somerset demanda en conseil la liberté de son gendre, et se déclara garant de sa conduite pour l'avenir. Lord Townshend insista pour qu'on enfermât le proscrit à la Tour. Le Roi était présent. Personne n'opinait. Dix minutes de silence montrèrent que nul dans le conseil n'osait offenser le redoutable Somerset et qu'on craignait son ressentiment autant que celui du Roi. Mais Townshend insista, recueillit les avis, et, à la grande satisfaction du Roi, emporta l'arrestation de Wyndham. Après cet échec, Somerset se retira de la vie politique.

Le cabinet se divisa en 1717. Walpole et Town-

shend refusèrent de s'associer aux précipitations et aux impatiences de leurs collègues. La politique se trouva alors dirigée par le comte de Sunderland, fils de l'ancien ministre de Charles II et gendre de Marlborough, et par lord Stanhope; ils avaient l'appui de la plume d'Addison et de la parole de Craggs, qui menait les débats à la Chambre des communes. Ils firent voter en 1719 le retrait des lois contre les dissidents. Ils devaient aux sectes religieuses cette récompense de leur dévouement pour la dynastie protestante dans les moments où la fidélité de l'Église établie était si douteuse.

Mais ils ne furent pas aussi heureux dans leurs entreprises financières. C'était l'époque où Law bouleversait la France et troublait toutes les fortunes par les prodiges de l'agiotage. Cette fièvre traversa la mer et saisit le ministère, la Cité, le pays tout entier. L'acte de la *Mer du Sud*, voté malgré l'opposition de Walpole, leva les digues aux débordements de la spéculation. Ce fut merveille au début ; comme en France, les actions de la Société de la Mer du Sud décuplèrent de valeur : la rue Quincampoix eut un pendant dans Threadneedle street. Les voitures des ducs et des prélats se pressaient également dans les deux rues; même confusion des rangs, même fureur aux portes des comptoirs qui distribuaient d'abord des dividendes de cinquante pour cent, et qui se fermè-

rent au bout de quelques mois devant la ruine publique.

En un jour des milliers de familles se trouvèrent sans ressource et firent remonter la cause de leur misère au ministère et au Roi. Les deux Chambres s'emportèrent. Tandis que la Chambre des communes voulait que les directeurs de la Compagnie de la Mer du Sud fussent cousus dans un sac et précipités dans la Tamise, la Chambre des lords écoutait le duc de Wharton comparant lord Stanhope à Séjan et George à l'empereur Claude. Ce souvenir pédant frappa au cœur lord Stanhope; il poussa quelques cris de colère, voulut parler, s'affaissa, et mourut le lendemain. D'autres ministres étaient personnellement compromis dans le trafic des priviléges de la Compagnie. Le cabinet dut se retirer tout entier.

Sir Robert Walpole, qui avait retrempé sa popularité dans l'opposition et qui avait vivement attaqué l'agiotage au moment où tout le monde en était le plus dupe, se trouva premier ministre et maître souverain des Chambres et de l'État.

Sir Robert Walpole était assez ignorant de ce qui s'apprend dans les livres, mais il était passé maître dans tout ce qui s'acquiert par l'observation : il savait à fond la cour, la Chambre et le peuple anglais. Le parti whig possédait d'autres hommes d'un grand talent, mais Walpole, qui n'avait ni la largeur

de vues de Carteret ni la délicatesse de goût de lord Chesterfield, était le chef qui convenait aux mœurs de l'époque et aux caractères que tant de révolutions avaient amollis. Robuste, laborieux, rompu à la tactique parlementaire, plein d'un mépris indulgent pour toutes les faiblesses, il était l'homme le plus propre à grouper une majorité dans cette Chambre où les passions s'étaient assoupies, où la crainte du trône avait disparu sans que le respect de l'opinion publique se fût éveillé, où les nuances politiques se fondaient dans une sorte de pacifique tolérance. Les défauts mêmes du ministre ajoutaient à sa force : plus brillant, il eût excité l'envie et blessé les vanités; plus scrupuleux, il eût repoussé avec dégoût au lieu d'étudier avec curiosité l'effroyable spectacle de corruption secrète qui n'était visible que pour lui. Son avidité maladive de pouvoir lui laissait assez d'indifférence pour l'argent, mais ses orgies bruyantes et vulgaires, et les fêtes d'été à son château de Houghton, étonnaient ses contemporains mêmes, à une époque où la dépravation était générale et excusée.

Le secret de sa force entre le trône et le Parlement qui lui permettait d'imposer silence aux tracasseries de la Chambre et aux caprices du Roi, était surtout dans l'art des temporisations. Il avait pour devise : *Quieta non movere.* Sans résoudre les questions, il les ajournait. Pour ne pas céder aux demandes gênantes,

il reculait la réponse, il éludait les dangers par des expédients provisoires. Il comprit que le nouveau régime s'affermissait, mais que l'on se trouvait encore dans une période de transition, et que toute année qui serait gagnée accoutumerait le pays à la vie politique et résoudrait les difficultés pour ainsi dire par prescription.

Elles étaient accumulées cependant, et redoutables. Aux émeutes du règne précédent avaient succédé de réelles insurrections en faveur des Stuarts. La haute Église était toujours mécontente. Le Roi était sans cesse en instance pour que l'Angleterre intervînt dans les conflits des États allemands, dans les querelles du Hanovre avec la Suède, et surtout pour que le budget anglais fût chargé de subsides en faveur des faméliques souverains de l'Allemagne. La France et l'Espagne étaient menaçantes, et il fallait tout le tact diplomatique d'Horace Walpole, frère du ministre, pour maintenir la paix avec la maison de Bourbon.

Mais aucune de ces affaires ne donna autant d'embarras à Walpole que l'amour jaloux avec lequel il défendait sa toute-puissance. Tous les adversaires ne pouvaient se laisser séduire, et Walpole était bien décidé à ne pas employer le moyen de séduction qui lui eût attiré les principaux personnages, c'est-à-dire le partage du pouvoir. Plutôt que d'affaiblir son autorité, il aimait mieux fortifier l'opposition :

un ennemi était préférable pour lui à un trop puissant allié ; tout ministre devait céder à sa suprématie ou se retirer du cabinet.

Il perdit dès le début le plus considérable et le plus honnête des députés qui l'avaient soutenu dans son opposition aux précédents cabinets. Pulteney, qui par son éloquence et son dévouement au parti whig se trouvait un rival sérieux, se vit refuser l'entrée du nouveau ministère : on lui offrit seulement un siége à la Chambre des pairs. Il comprit qu'on voulait éteindre son influence, et resta dans la Chambre basse, où il rallia autour de lui un groupe de mécontents. Ainsi se trouvait divisé le parti whig. Cette division fut sans danger, car les tories abdiquaient presque au même moment et pour la plupart se ralliaient au parti des Stuarts et disparaissaient dans les séditions.

Mais la nouvelle opposition se grossit bientôt. Carteret, l'un des hommes les plus savants de son temps et qui connaissait le mieux les cours de l'Europe, gênait Walpole dans sa politique extérieure : il excitait surtout sa jalousie par l'amitié que lui témoignait le Roi. Seul des ministres il pouvait converser en allemand avec George : les collègues ne voyaient pas sans effroi ces conversations mystérieuses, durant le conseil, dans une langue inconnue. Malgré le Roi, qui ne pouvait parler qu'en latin avec Walpole, Car-

teret dut résigner ses fonctions, et il porta à l'opposition sa science des lois, sa fermeté de caractère, sa rare présence d'esprit et son talent oratoire.

Walpole ne put tolérer la compétition même de son plus vieil ami, de son beau-frère Townshend. Ils étaient intimement unis depuis le collége. Ensemble ils avaient fait leurs débuts politiques; ils avaient été persécutés ensemble par les ministres tories de la reine Anne; ils s'étaient retirés en même temps du premier cabinet whig sous le règne de George, et ils venaient de fonder le second; mais ils ne purent y conserver leur accord. Leurs discussions prirent de l'aigreur et dégénérèrent en querelles. Un jour ils se saisirent au collet, tirèrent leurs épées, et il fallut que des amis les séparassent. Townshend se retira des affaires, et ce fut un nouvel affaiblissement pour l'administration.

Le plus acharné des adversaires de Walpole devint tout à coup son plus solide appui en 1727. Le prince de Galles, qui avait encouragé l'opposition tant que régna George Ier, devint subitement le partisan du ministère quand il monta sur le trône à la mort de son père.

George II avait aussi peu de prestige que son père. Petit et replet, incrédule et violent, il adorait sa femme et remplissait sa cour de maîtresses allemandes qu'il détestait. Il voulait imiter le roi de

France, paraissait costumé en Turc dans des ballets, et avait une grande répugnance pour toute lecture et toute application d'esprit. Aussi demeura-t-il étranger à la politique et se soumit-il à l'influence de sir Robert Walpole.

Mais les dépenses publiques s'accroissaient outre mesure. Les pensions payées aux princes de Hesse, de Wolfenbuttel et autres, pour soutenir en Allemagne l'influence de la maison de Hanovre, un peu aussi les fonds employés en Angleterre pour le service secret, c'est-à-dire pour influencer les électeurs et surtout les élus, avaient épuisé le trésor. Sir Robert Walpole voulut imposer des droits sur la consommation, dits *droits d'excise*. Cette tentative souleva les populations. Les habitants de Londres se portèrent en masse autour du palais du Parlement, insultèrent la voiture du ministre, et proférèrent des menaces contre les députés de la majorité. Walpole, inquiet de ce rassemblement qui pouvait si aisément dégénérer en émeute, et irrité de l'appui que cette manifestation apportait aux adversaires de ses plans, s'emporta jusqu'à dire : « L'opposition nomme ces » gens des suppliants, mais la loi pourrait bien les » appeler effrontés gueux (*sturdy beggars*) ! »

« Ce sont d'honnêtes marchands, répondit sir John » Barnard, député de la Cité ; ils viennent solliciter la » Chambre contre une loi ruineuse : ce ne sont pas

» plus d'effrontés gueux que le très-honorable mi-
» nistre ou que toute autre personne. »

Walpole comprit que l'obstacle ne serait pas franchi sans danger. Il recula. Cette science des concessions faites à propos est la vraie force des hommes d'État anglais. La loi fut retirée, mais elle le fut avec dépit, et la colère du ministre tomba sur ceux qui lui avaient fait subir cet échec. Lord Chesterfield, dont les frères avaient combattu la loi dans la Chambre basse, fut arrêté sur l'escalier de Saint-James, et dut rendre les insignes de sa dignité dans la maison du Roi. Sept lords opposants furent après lui exclus de leurs charges à la cour.

Les gens de talent et les chefs des grandes familles se réunissaient peu à peu dans l'opposition. Walpole restait seul en face de tant d'influences groupées contre lui; seul avec son frère Horace, avec Henry Pelham et Fox; mais Henry Pelham et Fox étaient des amis douteux et ambitieux. Toutefois le *service secret* maintenait au ministre une majorité docile.

On n'a jamais produit un exemple bien incontestable d'un député qui ait cédé son vote pour une somme d'argent. Le jeune Sandy, à qui son infatigable ardeur contre Walpole valut bientôt le surnom de *faiseur de motions*, demanda en 1730 que l'on contraignît les députés de jurer qu'ils ne recevaient pas une pension secrète du gouvernement. Cette

vilaine loi, comme l'avait surnommée Georges II, fut adoptée silencieusement par les Communes, mais rejetée par la Chambre des lords. Les lords, inaccessibles à la corruption, n'étaient pas insensibles à l'influence que le service secret pouvait donner sur les Communes; par lui on évitait les conflits entre les Chambres, et on assurait l'autorité des grandes familles du parti whig qui entouraient le pouvoir, et qui ne risqueraient plus de se le laisser enlever par des élections tories.

Il y avait ainsi une sorte de complicité de tous les corps de l'État pour ces tristes manœuvres. Sandy lui-même, l'auteur de la motion, usa à son tour du service secret lorsqu'il fut chancelier de l'Échiquier en 1742.

Walpole acquit dans ces pratiques un singulier mépris de lui-même et de ses semblables. Son expérience des hommes se traduisait en sarcasmes contre le dévouement. « La reconnaissance, dit-il un jour, est le vif sentiment des faveurs qu'on peut recevoir encore. » Il garda sur toutes ces misères une discrétion absolue; mais ses réflexions amères décèlent ses pensées intimes, et l'on cite encore de lui cette ironie sur les membres du Parlement : « Tous ces gens ont leur prix. »

En 1731, l'opposition redoubla d'efforts au Parlement, et fut appuyée par le prince de Galles, fils de

George II. Pulteney et Carteret étaient plus à redouter. Ce prince de Galles, détesté à la fois de son père et de son fils, paraît avoir été d'humeur assez malfaisante, aussi bien que sa femme. Mais ce fut sous chaque règne une vive tentation pour l'héritier du trône de s'entourer d'une cour de mécontents. Avec les ministres, ils n'avaient qu'une attitude effacée et une position secondaire; ils devenaient importants, au contraire, quand ils servaient d'appui à une opposition tout heureuse de garder les apparences de la loyauté dans ses plus vives attaques contre le pouvoir. Le moyen d'appeler séditieux un député qui était le confident de l'héritier de la couronne, ou son valet de chambre, comme William Pitt!

Chaque année cependant Walpole faisait voter docilement l'adresse en réponse au discours royal, le budget et la loi militaire. Cette dernière loi restait comme un monument de la défiance de la nation contre la monarchie et de l'antipathie contre les armées permanentes : c'était la loi qui prescrivait l'obéissance des soldats à leurs officiers et les maintenait sous les drapeaux; elle était annuelle, de sorte qu'il eût suffi que la Chambre la rejetât pour que toute discipline disparût aussitôt et pour que l'armée s'évanouît entre les mains du prince qui eût voulu en faire un instrument de despotisme.

Les sessions se bornaient si régulièrement à ces

trois lois, régulièrement votées, que Pulteney désespéra un moment de l'opposition, et sortit avec ses adhérents de la salle des séances pour ne plus reparaître de toute la session.

Mais les déprédations des corsaires espagnols, la mollesse du gouvernement dans les relations diplomatiques, le mécontentement croissant de l'opinion publique rendirent un nouveau courage aux ennemis du ministre : William Pitt, à peine sorti de l'Université, se distinguait déjà dans les rangs de l'opposition; comme Walpole lui reprochait avec dédain son ton de déclamation théâtrale et son extrême jeunesse :

« Je ne sais, répliqua Pitt, si la jeunesse est » une cause de reproche. Mais je sais bien que le » malheureux à qui l'âge n'ajoute que l'aveugle- » ment dans ses erreurs et l'obstination dans ses » fautes devient un objet de mépris. Il doit être » détesté, celui qui vieillit en se démoralisant dans » le pouvoir et devient plus dépravé avec moins » de tentations; qui amasse par ses crimes un ar- » gent dont il ne peut plus jouir; qui use les der- » niers restes de son existence pour la ruine de son » pays. »

Le danger grossissait. Une guerre avec l'Espagne conduite sans vigueur avait ajouté au mécontentement général, et l'insuccès des armes anglaises augmentait l'impopularité du ministre. Mais la lutte fut

courtoise encore. A la session de 1741, Sandy prévint le ministre qu'il ferait une motion pour que le Roi l'éloignât de ses conseils. Walpole, étonné de cette attaque directe, répondit que sa conscience était nette et qu'il saurait se défendre; puis il ajouta cette citation d'Horace :

Nil conscire sibi, nulli pallescere culpæ.

« La citation est fausse », interrompit Pulteney. — Et les deux adversaires, oublieux un moment de leurs divisions, firent un pari sur l'exactitude de la citation. Horace avait écrit : *Nulla pallescere culpa.*

Walpole ne s'en défendit pas moins en tacticien consommé : il fit faire par Henry Pelham la réplique à Sandy. Pulteney vint renouveler la lutte et amena enfin à la tribune le premier ministre lui-même : mais la nuit s'avançait : Walpole parlait avec une lenteur calculée et ne négligeait point les détails; vers trois heures du matin, soixante membres de l'opposition s'étaient retirés. Walpole quitta alors la parole et fit mettre aux voix la motion : elle fut rejetée. Le même jour, à la Chambre des pairs, lord Carteret demanda qu'une adresse au Roi fût votée, afin que Sa Majesté voulût bien faire la grâce de renvoyer pour toujours de sa présence et de ses conseils le très-honorable sir Robert Walpole. Il le peignit comme l'instrument de la France, le ministre

oppresseur qui accablait le pays d'impôts. Mais il ne put rallier les voix des tories ni des Jacobites. Ceux-ci savaient bien que le pouvoir resterait aux whigs après la chute du ministre; trop faibles pour en hériter, ils furent assez forts pour faire échouer la motion des whigs mécontents : ils n'avaient nul intérêt à remplacer Walpole par Carteret.

Ces débats furent racontés dans le pays, et l'agitèrent au moment même des élections. Le prince de Galles unit son influence à celle des grandes familles whigs; l'argent jouait à cette époque un moins grand rôle que la violence dans les élections, à en croire les caricatures du temps. L'Écosse et le Cornwall n'élurent que des opposants à Walpole.

Dès les premières séances (janvier 1742), on se plaignit de la guerre, qui n'était faite que dans l'intérêt du Hanovre. Un député, nommé Shippen, s'écria qu'il avait vieilli dans la Chambre, mais que trente années n'avaient pas altéré ses convictions; que ses prédictions s'étaient réalisées, et que l'intérêt du Hanovre était contraire à la prospérité de l'Angleterre, que les maximes des Hanovriens étaient contraires à la constitution du royaume. L'impopularité du ministre rejaillissait ainsi jusque sur le trône. Gibbon critiqua la guerre d'Espagne, et dit qu'elle était une erreur du ministère. « Dites une trahison du ministère », s'écria Pulteney.

L'opposition échoua cependant; mais quand aux séances suivantes Sandy reprit sa motion de l'année antérieure, le ministre n'eut plus que trois voix de majorité.

L'heure était venue de céder. Autant par amour du pouvoir que par dédain de ses adversaires, Walpole avait soutenu la lutte. Il connaissait les mobiles mesquins qui dirigeaient la plupart de ses ennemis : désir des honneurs chez plusieurs, envie de son autorité chez d'autres; quelques-uns lui reprochaient d'être le seul membre de la Chambre des communes qui eût reçu l'ordre de la Jarretière. — « Des pa- » triotes, disait Walpole, j'en ai créé beaucoup. » Refusez une demande ridicule, et voilà un patriote » qui naît. » Il donna sa démission et accepta un siége à la Chambre des pairs, sous le nom de lord Orford.

Après vingt années d'un pouvoir souverain, régulièrement acquis, mais conservé par des moyens déshonnêtes, Walpole laissait le pays sûr de sa dynastie et de sa constitution. On connaissait dès lors le régime parlementaire, on savait diriger les attaques et préparer les ripostes, on avait appris le maniement des esprits et la discipline des partis. Une forte génération d'hommes d'État s'était formée dans ces derniers débats : déjà entraient dans la vie publique les grands orateurs, les sages ministres,

les vigoureux esprits qui ont fait la gloire et la grandeur de l'Angleterre. On ne verra plus des temps de disette intellectuelle comme ceux de la Révolution. Les grandes familles whigs ont compris leur fonction prédestinée de guides politiques du pays; de leur sein vont sortir tous les talents de l'époque suivante. Mais en même temps s'est fondée, s'est rompue déjà aux idées parlementaires la classe moyenne, cette bourgeoisie pratique et patriote qui s'incarne dans William Pitt, qui crée la popularité vraie, et dont la raison solide résistera aux séductions révolutionnaires.

Cette maturité du régime politique est due aux temporisations de Walpole. Placé entre le Roi et le pays, il a modéré les attributions et les usurpations des deux : il a préparé cet effacement du bon plaisir royal qui exigera tant de guerres dans les autres États. Osera-t-on dire que les moyens honteux par lesquels il s'est soutenu ont eu leurs avantages aussi? Assurément ils ont ôté toute animosité aux luttes politiques : des consciences qui se sont livrées n'osent plus être rigides; elles ne sont plus capables de colères. Walpole fut le premier à recueillir les fruits de cet adoucissement des passions. Il ne fut même pas mis à la Tour : jamais ministre n'était sorti du pouvoir avec autant d'ennemis ni autant de tranquillité. Mieux eût valu cependant l'ancienne

cruauté; mieux eût valu même la barbarie de Jacques II, et que l'on ne léguât pas aux administrations suivantes cette lamentable habitude de la corruption.

CHAPITRE V.

LES PELHAM ET WILLIAM PITT.

PRÉPONDÉRANCE DES GRANDES FAMILLES.

Dans un des discours prononcés durant les débats qui précédèrent sa chute, Robert Walpole évaluait les forces de l'opposition et la divisait en trois corps : les tories menés par Wyndham, les whigs mécontents dirigés à la Chambre des communes par Pulteney et Sandy et à la Chambre des lords par Carteret, enfin ceux qu'il appelait les enfants. Ces enfants étaient William Pitt, Henry Fox, George Grenville, tous les hommes de la nouvelle période; ils arrivaient à la Chambre brillants, ardents, enthousiastes: le vieux ministre comprenait mal cette génération naissante qui essayait sur lui ses forces et acquérait de l'expérience en le combattant.

Aucun d'eux ne pénétra encore dans le nouveau ministère, ou plutôt il n'y eut pas de nouveau ministère. Les collègues de Walpole se contentèrent de sacrifier leur chef et demeurèrent au pouvoir : ils appartenaient au parti whig comme la majorité

du Parlement, leur maintien était donc régulier : il y avait parmi eux les deux frères Pelham, qui tenaient avec acharnement à la stabilité d'une administration dont ils faisaient partie.

L'aîné des deux frères Pelham, le duc de Newcastle, était le digne élève de Walpole pour son amour du pouvoir. Il chérissait le pouvoir comme un avare son trésor; il redoutait non pas seulement le partage, mais la simple convoitise de son autorité. C'était un homme fantasque, distrait, bruyant, au visage grotesque, aux manières extravagantes : tantôt caressant pour un inconnu, tantôt impertinent pour un ami, riant sans cause, proie vivante pour les pamphlets et les caricatures. Mais il était expert dans toutes les ruses : sous ses airs de bouffon il jouait ses ennemis comme ses partisans. Il se maintint solidement au ministère et demeura presque toute sa vie le chef des grandes familles.

Son frère, Henry Pelham, était conciliant, affectueux, modeste, et avait réussi à ne pas ruiner son influence à la Chambre des communes tout en défendant Walpole.

A la grande joie du Roi, les deux frères s'associèrent lord Carteret. On fit entrer aussi dans le cabinet Pulteney, qui devint lord Bath. Mais il se passa ce fait singulier que non-seulement les ministres anciens ne perdirent rien de leur autorité à

conserver le pouvoir après la chute de leur chef, mais que tout le discrédit et toute l'impopularité tombèrent au contraire sur les deux nouveaux membres du cabinet.

Pulteney s'effaça entièrement dans la Chambre haute. Carteret était sans contredit l'une des plus hautes capacités de l'Europe entière. Mais il avait trop d'honneur et trop de confiance dans son talent pour pratiquer la corruption : il abandonna aux Pelham le patronage de l'Église et de la Chambre; c'était malheureusement leur abandonner tout le pouvoir, et ils n'étaient pas gens à méconnaître ou à mépriser un tel instrument de domination.

Un jour le chief-justice demanda à lord Carteret un bénéfice pour un de ses protégés : — « J'ai trop de soucis avec la politique du continent pour m'occuper de bénéfices, répondit Carteret. — Fort bien, fit le chief-justice, ceux qui veulent des places iront aux ministres qui ont plus de loisirs. »

Pitt se trouvait parmi les opposants du nouveau ministère : dans le commencement il voulut le contraindre à des poursuites criminelles contre Walpole; mais les commissaires nommés par la Chambre des communes ne purent soutenir aucune attaque précise, et les lords acquittèrent promptement leur nouveau collègue.

Contre Carteret lui-même Pitt se tourna alors. Car-

teret devint le ministre malfaisant, odieux, exécrable, tout ce qu'avait été Walpole; les Pelham voyaient volontiers cette nouvelle victime qui détournait de leur tête les coups des adversaires. Ils laissaient Carteret s'user lentement et s'associaient des alliés pour le moment où ils jugeraient opportun de recueillir sa succession.

De sa retraite, Walpole comprit la situation et donna comme avertissement une de ses phrases ironiques à Carteret. C'était en juillet 1742; les ministres avaient dîné à Claremont, chez le duc de Newcastle. Quand ils voulurent rentrer à Londres, tous les cochers étaient tellement ivres qu'on dut emprunter celui de Walpole, dont le château était voisin. Lorsque Carteret remercia son rival de ce service : — « Je serais heureux de pouvoir vous obliger, ré» pondit Walpole, aussi souvent que le duc vous » mettra dans l'embarras. »

Le Roi mettait aussi dans l'embarras son ministre préféré, par ses exigences pour les troupes hanovriennes et les parents pauvres d'Allemagne. L'Angleterre avait à sa solde seize mille Allemands mercenaires, dont les officiers étaient fort arrogants et fort dédaigneux pour les officiers anglais. Lord Sandwich (1743) fit observer que de vrais soldats anglais rendraient plus de services que ces étrangers. Mais il n'en fallait pas moins payer des subsides aux Électeurs de

Mentz, de Wolfenbuttel, et à d'autres Allemands; le mécontentement fut sagement ménagé par les intrigues des Pelham et contraignit Carteret à quitter le cabinet.

Comme il avait gaiement combattu l'opposition de ses collègues, ce savant supporta sa retraite sans amertume; il oublia la politique dans l'étude des lettres, de l'archéologie, et peut-être aussi des vins de France.

Les Pelham étaient les maîtres de la situation, mais ils avaient à compter avec William Pitt, dont la position s'accroissait chaque jour et qu'on commençait déjà à appeler le grand député (*great commoner*). Les vieux députés étaient morts ou étaient entrés dans la Chambre haute : Pitt n'était plus un enfant. Un événement assez singulier vint attirer davantage l'attention sur lui et lui assurer en même temps une certaine indépendance de fortune. L'année même de la retraite de Carteret (1744), mourut l'ancienne amie de la reine Anne, la hautaine duchesse de Marlborough : son testament portait un legs considérable en faveur de Pitt, qu'elle n'avait jamais vu. Cette sorte d'adoption par la veuve de l'illustre général, cette union de la gloire nationale de Marlborough et de la gloire naissante de Pitt, frappa vivement l'opinion publique.

Aussi l'adroit duc de Newcastle eut grand soin de

ménager cette puissance nouvelle. L'opposition que Pitt avait faite à Carteret, et surtout sa place dans la maison du prince de Galles, lui avaient valu l'aversion du Roi. Il sera également détesté plus tard de George III, probablement par souvenir de cette même intimité avec ce prince Frédérick dont la bruyante nullité se complaisait dans de stériles intrigues. L'antipathie du Roi ne permit pas de donner à Pitt un siége dans le ministère, mais ne put l'empêcher d'y faire entrer ses amis et d'assurer ainsi son appui à Newcastle.

Cette association ne porta point bonheur à l'État. Ce fut l'année suivante (1745) que le roi Louis XV et le maréchal de Saxe remportèrent sur l'armée anglaise la victoire de Fontenoy. Bientôt le Prétendant débarqua en Écosse et s'avança sur Londres.

Le Roi voulut se défaire de ce ministère néfaste et appela son ami Carteret. Mais Carteret n'appartenait pas au parti des grandes familles dont Newcastle commençait à devenir le chef; le nouveau cabinet ne put s'assurer l'appui que de trente lords et de quatre-vingts députés : il fallut qu'il renonçât à son projet et que le Roi se soumît aux conditions que lui imposait le duc de Newcastle. L'une de ces conditions fut l'entrée de Pitt au cabinet (1746), comme payeur général des forces.

Les difficultés s'aplanirent comme par enchantement. La défaite de Culloden venait de mettre fin

pour toujours aux insurrections en faveur des Stuarts. Les élections de 1747, savamment ménagées par l'habile main du duc de Newcastle, assuraient une forte majorité au ministère : les lords opposants, Sandwich et Bedford, étaient gagnés à la nouvelle administration. La paix d'Aix-la-Chapelle fut bientôt signée avec la France (1748).

La seule opposition n'était plus que chez le prince de Galles, qui ne pardonnait pas à Newcastle de lui avoir enlevé les élections dans les bourgs de Cornwall et se laissait conseiller par le vieux Bolingbroke revenu d'exil. On ne peut appeler opposition les taquineries mesquines par lesquelles se manifestait le mécontentement des derniers partisans des Stuarts : ils chassaient avec des chiens vêtus du plaid écossais un renard couvert d'un uniforme rouge ; ils portaient le costume des fidèles Highlanders et cachaient sur eux le portrait du Prétendant : ils huaient aux courses les partisans connus de la maison de Hanovre, et les fouettaient quelquefois. Ces petites colères, où les femmes mettaient le plus de passions, n'étaient plus un danger : la faction s'éteignait.

Le prince de Galles débarrassa par sa mort, en 1751, le ministère du dernier foyer d'opposition. Aussi la Chambre, qui n'avait plus de luttes politiques, détourna son activité dans des querelles presque aussi puériles que les agitations des Jacobites. Elle s'acharna

contre un candidat nommé Murray, qu'on accusait d'avoir introduit du désordre dans les élections de Westminster. Quand il comparut devant la Chambre, on voulut le faire agenouiller : il refusa et fut mis en prison. Rendu à la liberté à l'insu du Parlement, lorsque la session se termina il put s'enfuir, et fut attaqué de nouveau à la session suivante.

La concorde fut troublée par un événement bien insignifiant en lui-même, la mort de Henry Pelham (1754), mais qui mit en éveil toutes les ambitions. — « Désormais je ne serai plus tranquille, » dit George II quand il apprit cette mort.

Le duc de Newcastle prétendit être le seul héritier politique de son frère et réunir sous son autorité toutes les forces du ministère : il voulait des instruments et non des collègues. L'habile fourbe n'avait que deux hommes à craindre : il résolut de séduire Henry Fox. Pitt était en ce moment sous le coup de la bizarre maladie qui le frappait périodiquement et éteignait ses forces et même ses facultés. Dès l'enfance il avait été sujet aux attaques de goutte. Plus tard ces attaques parurent altérer son intelligence et lui interdirent tout travail. Il ne put en ce moment que quitter le cabinet.

Henry Fox occupait dans le ministère des Pelham une place subalterne. Elle n'avait rien ôté à sa puissance sur la Chambre des communes, et son carac-

tère n'était pas encore compromis par les attaques qui l'entamèrent plus tard.

Bien vu du Roi et du duc de Cumberland, laid, modeste, ami de la bonne chère et de la vie facile, Henry Fox était un maître consommé dans l'art de diriger des débats et d'improviser des répliques; il n'a été surpassé que par son fils dans la rigoureuse déduction des raisonnements; sa logique serrée faisait contraste à la déclamation un peu vague et aux affirmations un peu tranchantes de Pitt. Seulement Fox sous la douceur de son commerce cachait des passions ardentes. Son amour du plaisir et sa tolérance pour les pratiques de Newcastle repoussèrent la faveur publique, qui se trouvait attirée par l'austérité de Pitt et la régularité de sa vie de famille.

Fox venait d'accepter le titre de secrétaire d'État avec la direction des débats de la Chambre des communes. Newcastle se réservait, en sa qualité de premier lord de la Trésorerie, les soins du service secret; toutefois il avait promis à Fox de lui donner la liste des pensions, et de lui faire connaître toutes les faveurs qui seraient accordées aux députés.

« C'est un rival, se dit tout à coup le fantasque duc, quelle imprudence de l'élever moi-même! » Et il fit rappeler Henry Fox. « Lorsque mon frère était à la » Trésorerie, lui dit-il, il n'a jamais fait connaître à » personne l'emploi des fonds secrets; n'innovons

» point. Je suis décidé à n'en point parler non plus.
» — Mais, répondit Fox, Henry Pelham n'avait point
» à en parler, puisque c'est lui qui menait les dé-
» bats en même temps; il connaissait ceux qui jouis-
» saient des pensions et ceux qui recevaient des
» faveurs; ceux qui disposaient des places et ceux
» qui acceptaient des présents. Il faut bien que j'en
» sache à mon tour au moins assez pour m'empêcher
» d'être ridicule quand je parlerai aux députés. —
» Ils viendront à moi, fit Newcastle. — Puis, continua
» Fox, qui désignera les députés aux électeurs des
» bourgs ministériels ? — C'est mon affaire, » répli-
qua Newcastle.

Fox n'y put tenir davantage. Il se retira du cabinet, s'unit un moment avec Pitt pour combattre la faible administration de Newcastle, se laissa gagner de nouveau par l'astucieux duc, et prit enfin la direction des débats à la Chambre des communes.

Les sessions de 1755 et de 1756 se passèrent tout entières en duels oratoires entre Pitt, qui combattait les subsides donnés aux princes allemands, l'insuffisance des préparatifs dans la nouvelle guerre contre la France, l'incapacité du cabinet, et Fox qui soutenait l'administration. A défendre ainsi le pouvoir, Fox accumula sur sa tête toute l'impopularité du ministère, tandis que Newcastle ménageait son influence et se réjouissait d'user ce trop puissant allié, comme

il avait usé Walpole et Carteret. Il ménageait ainsi sa permanence dans le cabinet en rejetant l'odieux des mesures et la fatigue de la lutte sur ceux à qui il prétendait survivre.

La crise fut précipitée par les débuts peu heureux de la guerre contre la France. L'amiral Byng se retira des eaux des Baléares devant la flotte française et permit ainsi au maréchal de Richelieu la conquête de Minorque.

En vain le ministère crut satisfaire le mécontentement général en sacrifiant l'amiral Byng. La mort de ce marin ne fit qu'irriter davantage contre ceux qui dirigeaient la guerre, et Fox, sous les traits du renard, paraît dans toutes les caricatures politiques de l'époque avec l'amiral Anson, que l'on représentait par une oie.

Un changement d'administration devenait urgent. Le duc de Newcastle offrit à Pitt l'entrée du cabinet; mais Pitt, qui se sentait poussé par l'opinion publique et par la Chambre, refusa la suprématie du duc de Newcastle et la collaboration de Fox. On forma alors un ministère qui, sous la direction du duc de Devonshire, eût compris Pitt avec ses deux beaux-frères, Grenville et Temple. On l'annonça dans les journaux; mais George II ne put vaincre ses répugnances contre Pitt; il refusa de le recevoir et fit rappeler le duc de Newcastle. A cette nouvelle, les habitants de Lon-

dres vinrent acclamer Pitt, le portèrent en triomphe au sortir du Parlement, et lui conférèrent régulièrement les droits de la Cité. La Chambre en même temps mit en accusation le duc de Newcastle et son ancien cabinet.

Il y avait ainsi une lutte ouverte entre les forces de l'État. D'un côté, le Roi avec l'ancien ministère et toutes les influences de la Chambre des lords; de l'autre, Pitt appuyé par la Chambre des communes et l'opinion publique. Mais le duc de Newcastle avait encore une grande puissance sur les Communes; il obtint de faire rejeter les poursuites décidées contre lui, sans réussir toutefois à faire approuver son administration. Cet interrègne de onze semaines où la formation d'un cabinet était impossible mérite d'être remarqué comme un épisode curieux de cette histoire. Les forces commençaient à s'équilibrer; l'influence des grandes familles whigs, qui avaient fait la révolution, qui avaient appelé la dynastie de Hanovre, et qui tenaient le pouvoir depuis quarante ans, trouvait en ce moment devant elle une puissance nouvelle : la bourgeoisie anglaise.

En Angleterre, le nom de famille est le véritable signe de noblesse; il est le patrimoine de tous les membres, tandis que les titres n'appartiennent qu'à un petit nombre d'entre eux. L'importance et l'unité de la famille se trouvent dans ce nom; on est consi-

dérable parce que l'on est le chef des Seymour, et non parce que l'on est duc de Somerset; le chef des Spencer, et non parce que l'on est comte de Sunderland. Or, depuis la restauration de Charles II, toute la vie politique s'était concentrée dans quelques familles : les Osborne, les Spencer, les Seymour, les Cavendish, les Talbot, les Grosvenor et autres, auxquelles se joignirent avec le temps les familles des grands personnages qui s'agrégeaient à l'aristocratie (comte de Portland, duc de Richmond, duc de Grafton). Les divers membres de ces maisons occupaient les siéges des deux Chambres et les grands offices de la couronne; leur protection était presque nécessaire pour arriver à la Chambre des communes. De là cette unité de vues politiques, cette vigueur subite du parti whig et cette permanence des administrations. Depuis l'avénement de George Ier jusqu'en 1756, durant plus de quarante ans, il y a eu à proprement parler un seul ministère que Walpole a fondé, puis combattu, puis dominé jusqu'à ce que les inimitiés créées par son caractère envahissant et sa longue toute-puissance l'en aient fait sortir pour y laisser l'autorité au duc de Newcastle. L'esprit souple et peu scrupuleux du duc le rendait très-apte à ménager les amours-propres et à satisfaire les avidités des puissants membres de la coalition qui le reconnaissait pour chef. Tout à coup le chef d'un parti

rival se dressait à ses côtés. Va-t-il lutter contre lui et s'en défaire, comme il a réussi à annuler lord Carteret?

Si la guerre n'eût dépendu que de Newcastle, il l'eut tentée vraisemblablement; mais de plus hauts intérêts étaient en jeu. Cette bourgeoisie qui manifestait sa vie et sa volonté, c'était la coalition même des grandes familles qui l'avait créée, et le but de la politique avait été de la créer. On devait maintenant l'admettre au pouvoir en pleine égalité, comme la plus heureuse des conséquences de la révolution, comme le plus solide des appuis donnés à la constitution.

De son côté, cette classe moyenne, représentée en ce moment par William Pitt, ne songea pas à entrer en lutte avec les institutions auxquelles elle devait son avénement et son instruction. Quarante ans de gouvernement parlementaire avaient, à la populace pillarde et incendiaire que soulevaient si aisément sous la reine Anne les prédications d'un clergé fanatique, substitué des hommes laborieux et riches qui s'occupaient des affaires de l'État.

L'intérêt du pays et l'attachement à ses institutions amenèrent entre les chefs une transaction qui fut une véritable alliance des deux classes, et comme la fusion de leurs intérêts. Un seul personnage resta étranger à ce qui se passait durant cet arrêt des

rouages administratifs prolongé onze semaines, ce fut le Roi. Mais il ne faut pas être injuste pour cet Allemand sans méchanceté, dont on faisait taire si aisément les résistances par quelque argent donné à ses compatriotes; il prétendit que le duc de Newcastle lui avait promis fréquemment de ne jamais s'associer avec Pitt, murmura que les ministres faisaient de lui leur valet de chambre, et se laissa enfin baiser la main par le nouveau ministre : Pitt était secrétaire d'État de la guerre (1756).

L'un des compétiteurs au ministère, l'avide et froid Murray, fut satisfait par le titre de chief-justice; Henry Fox reçut la place lucrative de payeur de l'armée : les Grenville et les Bedford entrèrent dans le nouveau cabinet. Toutes les forces étaient agglomérées, toutes les oppositions étaient ralliées. Ceux qu'eussent blessés le ton hautain, les répliques méprisantes, les durs refus et l'affectation d'honnêteté de Pitt, se laissaient gagner par les airs insinuants, les caresses familières, les séduisantes promesses du duc de Newcastle. C'était l'alliance de la tradition aristocratique et de la popularité envahissante : d'un côté toutes les ressources de la corruption, de l'autre toutes les dignités du génie. Jamais ministère ne fut plus puissant, plus constamment aimé, ni plus glorieux.

Un grave échec pour les armes anglaises le fit cependant débuter sous de tristes auspices. Le duc

de Cumberland, frère du Roi, manœuvra si malheusement devant l'armée française, qu'il se laissa cerner à Closterseven et dut mettre bas les armes avec quarante mille hommes. Ce succès du maréchal de Richelieu fut plus glorieux que profitable, car les Allemands qui composaient cette armée furent mis en liberté sous la condition de ne plus porter les armes contre la France, et ils furent aussitôt incorporés avec d'autres troupes. Le roi George eut toutefois la nouvelle humiliation d'apprendre la dévastation de ses provinces de Hanovre. C'était pour lui plus irritant que ruineux. Il était furieux de voir piller ses provinces héréditaires, pour lesquelles il eût volontiers sacrifié toute l'Angleterre : mais le pillage de pays aussi misérables ne dut guère enrichir le vainqueur. On a beaucoup reproché aux armées françaises d'avoir saccagé les pays germaniques : mais les habitants affamés de ces provinces, qui ne savaient vivre qu'en se vendant comme soldats mercenaires pour rapporter un pauvre butin, n'avaient rien qui pût tenter les armées envahissantes.

Bientôt la marine anglaise vengea les affronts de l'armée de terre : le Canada et les Antilles furent conquis; Clive et Hastings étendirent sur d'immenses empires la domination de la Compagnie des Indes; les rencontres navales avec les Anglais nous furent presque constamment contraires, et les corsaires

français, traqués sur toutes les mers, furent aussi maltraités que les vaisseaux du Roi. De 1758 à 1760, la France vit couler ou prendre par les Anglais près de cent navires portant plus de quatre mille deux cents canons, tandis que les Anglais ne perdaient sur mer que huit cent soixante canons.

Aussi le peuple anglais se passionna pour la guerre, et vit sa confiance, sa vigueur et sa prospérité grandir avec les succès. Dès qu'un navire abordait dans un port anglais, c'était la nouvelle d'une victoire lointaine, d'une île conquise, d'un fort pris d'assaut; c'était une riche prise que l'on convoyait, des drapeaux que l'on adressait à Londres, des tributs qu'on versait dans les caisses de la Compagnie des Indes. C'était un aliment nouveau pour l'enthousiasme national et pour la popularité de Pitt. Si l'on éprouvait des revers, comme la défaite et la capitulation de Minden, on s'en prenait au général, George Sackville, qui s'était laissé battre par les Français; mais l'on n'accusait en rien la prévoyance, l'activité, la ténacité de l'ardent secrétaire d'État de la guerre.

Au milieu de cette gloire navale, de cet élan populaire, de cette réunion des partis, le Parlement n'avait plus de rôle que pour féliciter l'administration et rédiger les lois qui favorisaient l'étonnante expansion que prit alors l'Angleterre. Le commerce et l'industrie étaient en pleine activité durant cette

guerre, et recevaient un développement qu'on n'eût pu prévoir quelques années auparavant. L'ardeur des affaires et la confiance dans l'avenir portèrent le pays à un degré inespéré de prospérité.

A cette richesse et à cette grandeur est indissolublement lié le nom de William Pitt.

William Pitt était une longue figure aux traits maigres et osseux, qui prenaient aisément l'expression du dédain. Son œil était si plein de feu que les plus entreprenants de ses adversaires en supportaient l'expression avec gêne. Souvent un seul de ses regards arrêta et troubla un orateur. Son attitude était naturellement hautaine, et il s'était étudié à la rendre dédaigneuse. Son ton déclamatoire, son geste préparé, sa voix souvent mourante et qu'il savait rendre assez forte par moments pour qu'elle fût entendue jusque dans les escaliers, jusque dans les cours de Westminster, tout décelait en lui l'artiste qui n'est sûr de ses effets que parce qu'il les a savamment étudiés. A considérer attentivement l'ensemble de sa vie, on ne peut guère se défendre de la croire tout entière aussi artificielle que le jeu d'un acteur sur une scène. Sa mort même sera théâtrale.

Ose-t-on pénétrer dans les secrets d'un talent aussi consacré par l'admiration des hommes, et chercher les petitesses d'un caractère qui se présente si impo-

sant? Est-ce qu'il n'y a pas assez de faiblesses et de ridicules, est-ce qu'il n'y a pas assez d'hommes vulgaires, sans qu'on aille chercher les défauts cachés qui ramènent au niveau commun ceux qu'avait élevés le culte des générations ? Mais où serait la leçon de l'histoire si elle ne montrait pas les moyens souvent grossiers qui captent ce culte, et les causes souvent mesquines qui donnent l'autorité sur les nations? Tel resterait comme un modèle de passion généreuse et de noble dévouement s'il était mort avant ses défections, et tel entrerait dans l'histoire comme le plus sage des politiques et le plus consommé des hommes d'État, s'il était mort avant ses fautes.

On ne peut contester que William Pitt ait uni deux talents tout contraires, celui de l'orateur et celui de l'administrateur. Mais tandis que celui de l'orateur, qui est ordinairement naturel, était perfectionné par le travail au point de devenir presque factice, le talent d'administrateur se trouvait instinctif chez lui au lieu d'être acquis, comme d'habitude, par l'expérience. Il connaissait peu les lois et pas du tout l'économie politique, mais il avait l'art d'utiliser les hommes selon leurs aptitudes, de sentir la solution juste des questions qui lui étaient soumises, et de précipiter cette solution; il avait surtout l'énergie qui fait obéir, l'activité qui fait savoir si on est obéi, le calme de tête qui fait donner des ordres

concordants, et la rapidité de conception qui les fait donner à propos.

Nul ne pénétrait dans sa chambre : aucune affaire d'État ne l'en eût fait sortir avant son heure, et il n'apparaissait que paré et poudré : à partir de cet instant, il se plaçait sur la scène et était tout entier au rôle étudié. Cette tension d'esprit le mit dans un mélodrame continuel et brisa ses nerfs ; une effroyable maladie, qui le tint trois ans enfermé et solitaire, semble avoir été la simple fatigue d'un cerveau épuisé de cette perpétuité d'efforts pour être fidèle, sans une minute de défaillance, à l'impression imposée. Pitt s'était réconcilié avec le duc de Newcastle en venant, dans la discussion sur la mise en accusation du cabinet, voter en sa faveur, appuyé sur des béquilles et les jambes entourées de flanelle. Il eut recours plusieurs fois à cette manière de frapper l'attention. En le regardant parler, on oubliait le discours, a dit un contemporain, pour admirer l'orateur.

Mais plus ses effets étaient médités, et plus il affectait de ne pas être maître de sa parole, et de se laisser déborder par ses émotions, comme si ces émotions n'avaient pas été une longue étude. On a presque toujours le défaut dont on se défend avec trop de soin. Pitt se plaignait d'être emporté par son improvisation et de dire souvent ce qu'il aurait voulu

taire : tout ce qu'il avait dans la tête jaillissait, prétendait-il, lorsqu'il était à la tribune, et il s'abstint un jour de prendre part à un débat par peur de laisser échapper un important secret d'État qui le préoccupait vivement : « Je dois rester assis, dit-il à » lord Shelburne, car si je me lève sous cette émo» tion, toutes mes pensées vont éclater. »

Ses discours, il est vrai, s'égaraient parfois hors de la discussion, et suivaient un cours inattendu : mais on ne saurait prétendre qu'il n'ait jamais été contraint d'improviser; les nécessités de la réplique le forçaient quelquefois de prendre subitement la parole, et quelques-unes de ses répliques ont été très-heureuses. Elles étaient le plus souvent décousues et mal raisonnées; sa vraie force était dans l'exposition. Il aimait à commencer les débats avec un discours irrésistible, où l'invective, le sarcasme, les appels à la passion, la pompe des phrases tenaient souvent la place des arguments.

Les discours de Pitt sont presque aussi complétement perdus que ceux de Périclès et de César. De tous ceux qui lui étaient prêtés le lendemain des séances par les gens de lettres à ses gages, il n'a jamais pris la peine d'en revoir qu'un seul durant la discussion sur la guerre d'Amérique. Le loisir lui manquait pour répéter les phrases qu'il avait longuement méditées, mais qu'il n'avait pas écrites : sa

pensée était déjà emportée le lendemain par les exigences des nouvelles affaires. Peut-être aussi craignait-il pour son éloquence les surprises de l'impression. L'art même qu'il consacrait à son débit et le soin avec lequel il mesurait ses gestes et nuançait sa voix, devaient le rendre défiant pour l'effet que produirait sa parole jetée toute morte sur un papier.

Sa voix surtout semble avoir été une grande partie de son talent : lord Brougham paraît ajouter foi sur cette étrange influence de la voix de Pitt à une anecdote qui semblerait mieux placée dans Rabelais que dans un de ses graves ouvrages. Un jour, dit-il, Pitt débuta ainsi à la tribune : « Le sucre, Monsieur le Président... » Et comme la Chambre se prenait à rire, il répéta trois fois le même mot avec des intonations si irritées et si véhémentes, que la Chambre se laissa gagner à l'émotion et applaudit à cet étrange essai des puissances physiques de la voix humaine. Quoi qu'il faille croire de ce récit, on doit reconnaître, d'après ce qui reste des discours de Pitt, qu'une affirmation énergique, répétée avec conviction et formulée avec éloquence, était la principale force de ses démonstrations. D'après la manière dont ses discours ont été traduits, il n'aurait dû en rester que la chaîne des raisonnements et les tirades les plus brillantes : or le raisonnement n'existe presque jamais. Ses tirades les plus heureuses sont de la seconde époque

de sa carrière, lorsqu'il s'opposait à la guerre contre l'Amérique. On peut citer la suivante, qui appartient à un des discours qu'il prononça durant son premier ministère : « Le plus pauvre homme, dans sa chau-» mière, peut défier toutes les forces de la couronne. » Le toit peut s'effondrer; le vent peut arracher les » fenêtres; la pluie peut entrer; l'ouragan peut en-» trer : le roi d'Angleterre ne peut pas entrer. La » propriété est ouverte par toutes ses ruines : ses » ruines ne peuvent être franchies par la puissance » royale. »

Pitt avait ses deux beaux-frères dans le ministère : l'un, lord Temple, était la seule personne qui eût de l'influence sur lui. C'était un homme vaniteux qui se donnait de l'importance; il ne manquait pas de talent, mais son talent s'employait à critiquer les idées des autres; il était doué d'activité, mais son activité s'appliquait à annuler les efforts des autres

Le second beau-frère, Georges Grenville, qui avait été lord de l'amirauté à trente-deux ans, dès 1744, avait autant d'orgueil que Pitt et lord Temple. C'était un homme laborieux, exact, opiniâtre, un cœur sec et dévoré d'ambition.

Au milieu de cette tranquillité politique et de cette prospérité, mourut George II, en 1760.

CHAPITRE VI.

LUTTE DE GEORGE III CONTRE LES GRANDES FAMILLES DU PARTI WHIG.

George III, que son long règne rend presque un contemporain, est le trait d'union entre les deux mondes que sépare dans notre histoire la Révolution française. Il se détache du monde ancien, dont il garde la foi étroite et l'esprit d'autorité, et il pénètre jusque dans notre milieu par toutes les réformes préparées de son temps et achevées dans le nôtre.

Son avénement seul était une révolution dans la vie politique de l'Angleterre. Aux vieux princes hanovriens qui régnaient depuis près d'un demi-siècle, confinés dans leur cour allemande, ignorants de la société, des mœurs et même de la langue anglaise, incapables de comprendre ni les institutions, ni les débats du Parlement, assez indifférents pour céder aux ministres la plénitude du pouvoir et faire ainsi une réalité de la responsabilité ministérielle, à ces étrangers, à ces usurpateurs, succédait, le 25 octobre 1760, un jeune prince de vingt-deux ans, Anglais,

et formé par des précepteurs anglais, qui ajoutait de sa propre main, dans son premier message au Parlement : « Né et élevé dans ce pays, je suis fier de » me dire Anglais. »

La maison de Hanovre devenait maintenant la dynastie nationale et légitime. Les Stuarts se trouvaient à leur tour les étrangers et les ennemis de la paix du pays. Le vrai Prétendant, c'était actuellement le jeune Roi.

Personne n'avait conspiré contre le prince, personne n'était en disgrâce; les derniers chefs jacobites, le comte de Lichfield et sir Walter Bagot, se firent présenter à la cour. Les tories se rapprochaient du ministère, où Pitt réclamait leur appui contre les excentricités du duc de Newcastle, trop puissant sur les whigs. Le Roi accueillait tout le monde; il avait toute l'affabilité d'un chef de parti.

Avec un sincère désir du bien, une grande application au travail et une réelle honnêteté, George III était d'un esprit obstiné, étroit, et pour ainsi dire comprimé par le joug un peu dur de sa mère. Cette princesse, avide de domination et d'intrigues, après avoir excité l'esprit d'opposition de son mari, le prince Frédéric, dut, quand elle le perdit, amener ses huit enfants à George II et se réconcilier avec son beau-père. Sous quelle rude tutelle elle tint ses enfants, on peut le penser d'après cette réponse que lui

fit un jour l'un d'eux, le petit duc de Glocester, à qui elle demandait pourquoi il se tenait silencieux : « Je pense, répondit l'enfant. — Et à quoi pensez-vous, monsieur? — Je pense que si j'ai jamais un fils, je ne le rendrai pas aussi malheureux que vous me rendez malheureux. »

Elle regrettait la toute-puissance des petites cours allemandes. « George, sois roi! » répétait-elle à son fils. En réalité, ce premier roi anglais avait été nourri dans la haine des institutions anglaises. On lui avait appris que l'honneur de la nation dépendait de l'accroissement des prérogatives de la couronne. Il allait consacrer ses cinquante ans de règne à combattre celles des familles gouvernantes.

Une pareille entreprise ne pouvait être conçue que par une femme ignorante et un jeune roi présomptueux. Affronter une organisation aussi vigoureuse et aussi consolidée par la prospérité n'était pas courage, c'était simple inintelligence.

Dans cette sorte de conspiration, George III s'obstina sa vie entière; il y fut introduit par la princesse douairière, qui était elle-même sous l'influence de lord Bute.

Lord Bute, valet de garde-robe du Roi, était un seigneur écossais très-brillant, mais qui ne s'était fait connaître que comme courtisan heureux et comme acteur très-applaudi dans des comédies de

salon. Il passait pour être aimé de la princesse douairière. La prodigieuse rapidité de sa fortune politique fut expliquée par ces liens. Un jour que la princesse reprochait avec sa dureté habituelle à miss Chudleigh, une de ses filles d'honneur, qui fut depuis duchesse de Kingston, une intrigue galante : « Madame, répondit la jeune fille en français, chacune a son but. »

La malignité publique se saisit de cette imputation dès que lord Bute eut été introduit dans le cabinet, cinq mois après l'avénement du Roi, comme secrétaire d'État.

Le nouveau ministre n'avait aucune influence apparente dans les Chambres et aucune alliance avec les familles parlementaires. Newcastle subit cette accession et fut peut-être tenté de s'en réjouir quand il vit que les efforts du nouveau collègue se tournaient contre Pitt, que l'on cherchait à isoler dans le ministère.

Pitt sentit tout à coup une sorte d'inertie autour de lui et comme un vide mystérieux. Un parti nouveau se créait en réalité, parti tout artificiel, obscur encore et insaisissable, qui s'appela bientôt le parti des amis du Roi. Il comprenait quelques inconnus qui venaient d'être élus au nouveau Parlement, presque à l'insu du ministère, sur des lettres que lord Bute avait écrites au nom du Roi; manœuvre incon-

stitutionnelle, mais qui semblait si inoffensive que les ministres ne paraissent même pas en avoir été blessés.

Le noyau du nouveau groupe se composait surtout de Jacobites ralliés. En changeant leur religion politique, ils gardaient leur ancien culte. On croirait que certains esprits sont prédestinés à l'obéissance et à la crédulité. Placez-les dans un milieu de liberté, ils y introduisent leurs maximes et leurs préjugés. C'est ainsi que les compromis entre les chefs de parti ne sont pas des solutions; les chefs s'unissent, mais leurs adhérents entrent dans cette union avec leurs préventions et leurs passions. Quand on vit les Jacobites acclamer George III, on put croire à une conversion : ils transportaient seulement du Stuart indigne et éloigné, sur le prince brillant et défenseur de la foi, leur loyauté chevaleresque, leur amour de la monarchie absolue et de la religion intolérante, tous les sentiments des vieux Cavaliers qui avaient environné la dynastie des Stuarts de tant de généreux dévouement, d'élégante corruption, de nobles prouesses et de malheurs mérités.

La lutte était donc déjà commencée par le Roi, et ce début dénotait une certaine habileté. On s'était entouré d'un groupe d'adhérents, d'autant moins redoutés qu'ils paraissaient plus obscurs. A peine le ministère whig se doutait-il de cette petite coalition

agglomérée autour de la cour que déjà Pitt était battu en brèche; Pitt, c'est-à-dire le génie et la popularité du ministère : mais on se gardait bien d'attaquer encore le duc de Newcastle; c'eût été heurter de front toute l'aristocratie anglaise dans sa force et dans son orgueil. Bien au contraire, Newcastle était presque dupé; on l'appuyait contre la domination d'un rival; contre le rival l'orage grossissait, et déjà l'on désignait le futur successeur, Bute, cet Écossais dont Newcastle comptait se défaire à son tour comme de tous ses précédents compétiteurs.

Dès le premier jour le Roi consultait ses confidents, et résistait aux avis des ministres. Il avait son cabinet intérieur qu'inspiraient la princesse douairière et lord Bute, et qui organisait et encourageait le parti des *amis du Roi*. Aux Jacobites, qui ne comptaient plus comme adversaires depuis la bataille de Culloden, mais qui avaient retrouvé toute leur force derrière le trône, se ralliaient les tories découragés, tout le parti de la petite noblesse et des gentilshommes de campagne; cette classe envieuse de la grande noblesse, réduite par elle à ne plus comprendre que des clients soumis ou des mécontents dans l'inaction, s'agita quand elle vit le Roi lui-même invoquer son concours.

William Pitt s'impatientait de ces tracasseries, et méditait de vastes entreprises.

Il devinait le pacte de famille qui venait d'être conclu entre les Bourbons de France et d'Espagne, et prétendait frapper l'Espagne avant que ses préparatifs de guerre fussent achevés et que l'union avec la France fût rendue publique. La guerre contre l'Espagne était inévitable, elle éclata quelques semaines plus tard; mais c'est sur ce projet que la cour voulut diviser le ministère et amener la retraite de Pitt. Elle fut servie par l'esprit étroit et les vues courtes de Grenville, qui se détacha de son beau-frère, se laissa séduire par les déclarations pacifiques de lord Bute, et déclara que la guerre d'Espagne serait ruineuse pour les finances, que le budget ne pouvait suffire à tant de dépenses et que la dette publique s'accroissait hors de proportion.

Ainsi se trouva décomposé ce ministère qui avait fait taire toute opposition, qui unissait toutes les forces du pays, et qui avait été favorisé d'une prospérité inouïe. Dès son réveil, la royauté se trouvait égale à toutes les puissances qui s'étaient coalisées durant son assoupissement. Tant la couronne a de ressources, même au sein du régime parlementaire qui semble le mieux organisé!

Pitt ne fut soutenu que par lord Temple; il s'emporta, il déclara qu'il avait été amené au conseil par la voix du peuple et qu'il ne conserverait pas la responsabilité d'une politique dont il n'avait plus la

direction. Le Roi accepta avec empressement la démission ainsi offerte, et conféra à Pitt une pension de soixante-quinze mille francs ainsi que les honneurs de la pairie à sa femme, qui prit le titre de baronne de Chatham. Pitt n'entra pas encore à la Chambre des pairs : il resta au milieu de son royaume véritable, la Chambre des communes. Mais George III dut croire qu'il l'avait séduit par sa pension et la pairie de sa femme, s'il est vrai que Pitt lui ait répondu, comme le rapporte Grenville : « J'avais » trop de raisons pour craindre la disgrâce de Votre » Majesté : je ne m'attendais pas à cet excès de bonté » qui m'accable, qui m'écrase... » Et il aurait fondu en larmes.

Mais en public il fut moins humble, et comme le discours du trône affirmait que le roi d'Espagne avait désavoué ses officiers pour les actes que Pitt eût voulu faire servir de prétexte aux hostilités, le grand député répliqua dans la discussion de l'adresse : — « Il n'y a jamais eu plus odieuse, plus infâme » fausseté imposée à une grande nation. Elle dégrade » le Roi, elle outrage le Parlement. Sa Majesté a reçu » le conseil d'affirmer une absolue fausseté. Je vous » demanderai votre attention et j'espère être com- » pris quand je répète que c'est une absolue, une » palpable fausseté. »

Cette retraite de Pitt confirma sa popularité. L'en-

thousiasme fut général et sans bornes. Ceux que le peuple estime, il les adore. Les villes lui envoyaient le droit de cité : des souscriptions publiques lui amassaient des témoignages d'admiration plus solides. Devant le Roi, toutes les acclamations furent pour Pitt dans les rues de Londres, et George III put déjà entendre quelques cris : « A bas Bute ! » qui furent si fréquemment proférés plus tard.

Bute devint le ministre prépondérant : il s'était réservé la direction des débats à la Chambre des lords, mais il usurpait surtout la précieuse prérogative de distribuer les faveurs, dont Newcastle avait conservé la longue jouissance avec un soin si jaloux. La protection du vieux duc ne servait plus qu'à faire exclure de toute position. Sans le consulter, le Roi créa sept pairs. Il fallut enfin céder : après avoir subi beaucoup de petites avanies, le duc de Newcastle se retira du cabinet. « Jamais homme n'a été ainsi » renvoyé », écrivait-il à lord Rockingham.

En mai 1762, lord Bute se trouva donc placé seul à la tête des affaires, et prit le titre que possédait Newcastle, de premier lord de la Trésorerie. En treize mois, de simple valet de garde-robe d'un prince de Galles, il était devenu premier ministre et chevalier de la Jarretière. La noblesse s'était même indignée de l'avoir vu recevoir l'Ordre dans la même cérémonie que le jeune frère du Roi.

Il avait accumulé sur sa tête le fardeau de la haine publique dans toute l'Angleterre. Depuis le temps de la persécution de Sacheverell, jamais la passion populaire n'avait été aussi excitée. On aimait la guerre actuellement, en haine du ministère qui voulait conclure la paix. La guerre venait d'éclater avec l'Espagne, et c'était le tour des colonies espagnoles d'être conquises, des vaisseaux espagnols d'être pris ou coulés par la marine britannique; mais tout l'honneur était encore attribué à Pitt, qui avait prévu et préparé cette guerre : chaque nouvelle d'un succès ravivait les regrets de sa disgrâce dans une population nerveuse et irritée. Les pamphlets travestissaient tous les mots de lord Bute : « Je veux, avait-il dit, n'avoir sur mon tombeau que cette inscription : *Il conseilla la paix.* » Un écrivain demanda : « Quand l'Angleterre sera-t-elle heureuse et libre? — Quand on lira l'épitaphe : *Il conseilla la paix.* »

Les relations prétendues du ministre avec la princesse douairière furent l'occasion des plus cruelles caricatures et des plus grossières allusions. Le pays fut inondé de gravures de ce genre. D'autres dessins tournaient en ridicule la nationalité de lord Bute : on représentait les Écossais déguenillés, qui accouraient avec leurs chardons; il les enrichissait après les avoir vêtus. Lui-même n'était figuré que sous

le costume écossais, et près des jupes de sa protectrice.

Lord Bute avait été le premier à user de ce genre d'attaques. Il avait gagné le peintre Hogarth, et Hogarth consacrait son crayon nerveux, chagrin, inspiré par une humeur spirituelle avec mélancolie, et morale avec âpreté, son crayon qui traçait des chefs-d'œuvre, à rendre ridicule la longue face et la large perruque de William Pitt. Au milieu de sa gloire, le grand homme était livré au rire, maigre, anguleux, roide et faisant contraste à la fameuse ligne de beauté d'Hogarth et à ses courbes d'une harmonie un peu prétentieuse. Mais la satire est mieux inspirée par l'indépendance que par les subventions. Hogarth fut lui-même victime de ses propres armes : il fut accablé d'épigrammes et de caricatures, ne put supporter le supplice qu'il savait si bien infliger aux autres, et mourut de dépit.

Lord Bute sut aussi se défendre dans la guerre des pamphlets. Il avait à ses gages le correct mais pesant Smolett, qui publia le *Briton* pour soutenir le nouveau cabinet; à ce journal, froid et peu lu, répondit le *North Briton* de Wilkes, qui ne valait pas beaucoup mieux, mais dont on s'arrachait les numéros : au bout de quelques mois nous le verrons amener une lutte véritable entre le peuple et le Parlement. Le ministre était aussi appuyé par le doc-

teur Johnson; mais son véritable soutien, qui partagea toute son impopularité, ce fut Henry Fox.

Mal vu à la cour, en butte depuis longtemps aux attaques de l'opinion publique, Fox se laissa tenter par les difficultés de la cause dont on lui confiait la défense, par sa rivalité avec Pitt qu'il allait trouver comme adversaire, et par le charme souverain pour tout homme d'État de diriger au nom du gouvernement les débats d'une Assemblée. Tentative audacieuse mais imprudente que Fox avait déjà risquée avec le duc de Newcastle; véritable défection qui rattachait aux adversaires du parti whig son orateur le plus puissant, le plus libéral, le plus convaincu. Cette tâche ingrate paraît n'avoir été acceptée par Fox qu'avec des mobiles désintéressés et des sentiments qui n'ont rien de méprisable. Mais les merveilles de son talent n'ont pu faire oublier cette inconsistance politique qui le mêlait tantôt aux intrigues comme celles de Newcastle, tantôt aux luttes contre son propre parti, et toujours aux procédés du service secret. Ses besoins d'argent étaient grands et les imputations contre sa probité ont été bruyantes, mais rien ne prouve que l'élévation de son caractère ne l'ait pas maintenu au-dessus des corruptions amoncelées autour de lui, et ne lui ait pas interdit toute autre faiblesse qu'un trop grand attachement pour les places chèrement rétribuées.

La querelle entre le ministère et le Parlement se vida sur la question de la paix avec la France et l'Espagne. Avant que la discussion fût ouverte aux Chambres, on n'oublia rien pour influencer le vote : l'autorité du Roi fut employée tout entière pour accabler les opposants et intimider ceux qui eussent hésité. Plus la résistance venait de haut, plus la colère royale avait d'éclat. Le duc de Devonshire refusa d'assister au conseil où la paix fut résolue, il se vit refuser l'entrée de la chambre du Roi, et dut résigner sa charge de lord chambellan : quelques jours après, le Roi effaça de sa propre main le nom du duc sur la liste du conseil privé. Depuis plus de cinquante ans on n'avait fait subir cet affront à aucun membre du conseil, si ce n'est à lord Bath qui faisait une opposition violente, et à lord Sackville après sa défaite de Minden.

A cette nouvelle, lord Rockingham donna la démission de sa charge dans la maison du Roi; le Roi répondit en destituant de la lieutenance dans leurs comtés les chefs du parti whig, lord Rockingham et les ducs de Newcastle, de Grafton et de Devonshire. Mais l'orage ne resta pas sur ces sommets. On rechercha dans toutes les administrations les noms des gens qui devaient leurs places à la protection des nouveaux opposants : on les révoqua sans pitié; les plus subalternes ne furent pas épargnés, et la

persécution royale alla frapper jusqu'au moindre douanier, jusqu'aux concierges. La veuve d'un matelot fut privée de sa pension parce qu'on la crut parente d'un membre de la famille Cavendish. La lutte était ouverte entre la monarchie et les grandes familles, et le Roi commençait les hostilités avec vigueur et énergie.

Il ne négligeait pas les moyens plus conciliants. Les amis du Roi reçurent pour leurs protégés les places dont on dépouillait les favoris des whigs : le nombre de ces amis dut s'accroître beaucoup, car lord Bute dépensa, du 29 mai au 25 octobre 1762, plus de deux millions de francs pour le service secret, qui n'avait coûté qu'un million quatre cent cinquante mille francs durant toute l'année 1761. George III avait vite compris la force que donnait ce chapitre de dépense, et sa conscience timorée et scrupuleuse ne faisait aucune difficulté d'y recourir.

Le jour de la grande discussion arriva enfin. Pitt était malade. Un membre proposa l'ajournement jusqu'au retour du grand orateur : la motion fut rejetée. Le vote de la paix était assuré, mais le ministère préférait qu'il eût lieu sans bruit et sans discussion. En évitant l'éclat, il espérait calmer l'opinion publique. Soudain on entend au loin un bruit confus, comme un roulement de vagues. Le bruit se rapproche, des acclamations éclatent au dehors, la

porte s'ouvre, et l'on voit entrer Pitt, pâle, porté par ses secrétaires, et poussé jusqu'au seuil de la Chambre par le flot populaire. Ses amis l'entourent aussitôt; il se tient debout, appuyé sur sa béquille, il parle. Il parle quatre heures contre la paix.

La paix fut votée par les deux Chambres. — « Maintenant, dit la princesse douairière, mon fils est Roi. »

Maintenant, George III venait d'ébranler l'édifice constitutionnel si magnifiquement consolidé par les précédentes générations. Son succès d'un moment venait de coaliser contre lui une redoutable opposition : de la lutte du Roi contre cette opposition vont résulter tous les malheurs de la guerre d'Amérique.

Inutile pour empêcher la paix, la théâtrale opposition de Pitt avait surexcité la passion populaire. Lord Bute fut hué dans les rues, et sa voiture fut assaillie à coups de pierres. Après onze mois de toute-puissance, il donna subitement sa démission.

Cette retraite en plein triomphe a toujours été un problème pour les historiens. Le ministre a-t-il craint que son impopularité ne rejaillît jusqu'au trône? A-t-il été effrayé par les dangers que pouvaient lui faire courir tant de haines, et le souvenir de Strafford a-t-il frappé son esprit? Fuyait-il, comme on l'a dit, l'inimitié du duc de Cumberland, l'oncle du Roi, qui soutenait à la cour la politique de Pitt,

ou voulut-il se ménager une retraite provisoire, pour laisser user les oppositions et revenir ensuite au milieu de circonstances moins contraires?

Toutes ces hypothèses out été discutées. On a pensé aussi qu'arrivé sans transition et sans effort au faîte des honneurs, il s'était trouvé fatigué subitement de cette élévation : son ambition se serait trouvée assouvie et lassée par l'excès des grandeurs.

Peut-être pourrait-on attribuer cette décision étrange à une subite aversion du Roi. Il est impossible que le Roi n'ait pas connu les allusions aux liens qui unissaient sa mère avec lord Bute. La haute conception qu'il se faisait des personnes royales lui aura fait profondément ressentir l'injure. Il aura conseillé au ministre, peut-être avec dureté, une retraite nécessaire à la dignité royale.

Si cette hypothèse était exacte, il s'ensuivrait que lord Bute aurait été banni non-seulement du pouvoir, mais de la Cour même, où le Roi n'aurait plus pu le voir qu'avec malaise, avec répugnance, et peut-être avec honte. Durant l'année qui suivit sa retraite, lord Bute passait pour continuer à inspirer la politique royale, et le premier ministre, lord Grenville, dut exiger du Roi la promesse que lord Bute serait renvoyé de la Cour. Mais d'un côté, on n'a pas de preuve bien évidente de la continuation de cette influence secrète de lord Bute : le caractère chagrin et envieux

de lord Grenville a pu la lui faire soupçonner injustement. D'autre part, le Roi refusa de revoir son ministre, même par hasard, après qu'il eut donné cette promesse à lord Grenville, et même plusieurs années après que la mort de lord Grenville et le changement de l'administration l'eurent dégagé de sa parole. Une de ses tantes, la princesse Sophie, entreprit de le réconcilier avec lord Bute. Un jour que le Roi était à son château, elle le mena dans le parc, promettant de lui montrer une personne qu'il n'attendait guère. En s'avançant sur la pelouse, le Roi aperçut le ministre disgracié qui hésitait à s'approcher : il tourna le dos subitement et déclara d'un ton blessé à la vieille princesse qu'il ne retournerait plus jamais chez elle, si elle tentait de nouveau de le faire rencontrer avec ce lord. La vue de cet ancien ami devait lui rappeler en effet de pénibles souvenirs.

Le départ de lord Bute fut suivi de celui de Fox, qui entra dans la Chambre des pairs avec le titre de lord Holland. Le cabinet nouveau fut dirigé par George Grenville avec l'appui des Bedford (les lords Rigby et Sandwich).

Grenville ne prétendait pas plus être le chef des amis du Roi, que se trouver un simple instrument entre les mains du Roi ou d'une coterie. C'était une tête vaine et obstinée : il s'était renfermé dans ses

idées sans remarquer avec quel danger elles désorganisaient son parti : il s'était séparé de Pitt par résistance à la guerre, et allié avec Bute parce que les idées pacifiques de Bute étaient en harmonie avec ses propres plans de finance. Mais il était un whig sincère; il crut dans son orgueil avoir fait de sages manœuvres, lorsqu'il se vit premier ministre; et il essaya de se coaliser avec le Parlement contre la couronne. Malheureusement le Parlement n'était plus un point d'appui : il était déjà désorganisé par le parti occulte des amis du Roi, qui y constituaient une force inerte. De plus, à manœuvrer ainsi, sans souplesse et sans talent, entre le Roi et la Chambre, Grenville mécontenta bientôt les deux.

La même roideur dogmatique et la même résistance à tolérer des compromis, il les apporta dans l'administration et souleva des orages qui durèrent plus que lui. C'est à l'impéritie hautaine et à l'orgueil aveugle de Grenville que sont dus les deux événements qui troublent le plus la vie politique des années suivantes : l'agitation démocratique, et la guerre d'Amérique.

Le *North Briton,* publié par Wilkes contre lord Bute et un peu aussi contre la famille royale, faisait paraître son quarante-cinquième numéro au moment où Grenville devenait le chef du ministère. Ce numéro quarante-cinq n'était ni plus factieux ni plus inno-

cent que les précédents, mais le tact de l'homme de cour avait empêché lord Bute de réprimer des articles de journaux qui n'avaient ni valeur ni autorité.

Wilkes rappelle assez Mirabeau par sa laideur imposante, par sa vie troublée, par ses mœurs cyniques, par son influence sur les masses, par ses vices, par ses défauts, mais non par son talent. Il n'était ni écrivain ni orateur. Mais il fut attaqué si mal à propos, et poursuivi avec un acharnement si révoltant, qu'il devint en un instant le symbole des vieilles libertés anglaises et l'idole du peuple, et que Pitt lui-même dut défendre ce factieux vulgaire.

Le numéro quarante-cinq fut tout à coup adopté par la nation; il servit d'enseigne aux magasins et de qualification aux modes : on vendait encore il y a peu d'années un mélange de tabac à priser qui s'appelait le numéro quarante-cinq. Cette poursuite ainsi ordonnée sans motif sérieux, et continuée avec passion, causa un ébranlement profond. L'agitation démocratique qui en résulta dépassa de beaucoup la durée du ministère de Grenville et troubla la vie politique du Parlement durant plusieurs années : ses diverses phases seront exposées dans un seul récit quelques pages plus loin.

L'autre faute de Grenville fut plus durable encore et plus ruineuse pour la puissance anglaise. Il voulut imposer des taxes sur les colonies d'Amérique, au

profit de la métropole, et sans le consentement des pays soumis à l'impôt. La révolution qui en fut la conséquence fit perdre dans les années suivantes plus que ce qu'avaient acquis les victoires de l'administration de Pitt : ces taxes furent rapportées, puis exigées de nouveau, et donnèrent lieu dans le Parlement à de longues discussions qui seront résumées tout à l'heure.

George III a sa part dans ces deux fautes de son ministre : on peut même dire que ce sont les deux seuls actes de lord Grenville qu'il ait approuvés. Il haïssait cet homme froid et dédaigneux qui le menaçait sans cesse du Parlement; il lui parlait avec dureté : «Monsieur Grenville, lui écrit-il le 21 mai 1765, » je suis surpris que vous ne soyez pas encore venu, » quand vous savez que je vous avais donné ordre de » vous présenter ce soir. Je compte que vous allez » vous rendre immédiatement ici. »

Grenville n'était pas moins détesté dans le Parlement. Non pas toutefois qu'il se privât des vieux moyens d'influence. Il remit par exemple un jour trois cents livres dans la main de lord Says, qui les prit, se repentit sans doute en rentrant chez lui ou reçut des conseils de quelques amis, et les renvoya le lendemain en écrivant : « Je vous rends le billet de » trois cents livres que vous m'avez fait l'honneur de » me donner. Le bon ton ne me permettait pas de le

» refuser quand il était offert par vos mains. Comme
» un bon cheval n'a pas besoin d'éperons, je n'ai
» besoin d'aucune *douceur* pour être dévoué au Gou-
» vernement. »

Ce qu'on appelait du mot français *douceur* était complété par des rigueurs contre les opposants. On priva de leurs commandements militaires les membres du Parlement qui blâmèrent les taxes sur l'Amérique : parmi eux étaient le général Conway et le colonel Barré : ils devinrent les chefs aimés de l'opposition. De même, dans les débats de l'affaire Wilkes, Grenville fit noter les opinions et les votes des membres contraires aux sévérités illégales, grave violation du secret des séances faite dans un sens qui semblait une justification tardive de cette loi surannée.

Une nouvelle étrange se répandit sourdement : le Roi était sous le coup d'une maladie du cerveau ; bientôt on n'en put douter quand on vit Grenville proposer à la Chambre une loi de Régence. Il est probable que ce premier accès fut de peu de durée et n'altéra pas complétement les facultés du Roi. En tout cas le Roi, revenu à la santé, ne pardonna plus à Grenville le peu de tact qu'il avait montré dans la discussion de la loi de Régence, ni les attaques dont ces débats avaient été le prétexte contre le caractère de la princesse douairière : on voulait exclure du conseil de régence la mère de George III.

Le duc de Cumberland fut chargé par le Roi d'offrir à Pitt le titre de premier ministre. Si fier d'avoir écarté l'aristocratie whig, le Roi en était déjà réduit à invoquer le concours du grand orateur whig. Malheureusement Pitt était malade à son tour : il paraît avoir subi à cette époque une première attaque de la maladie qui frappa son cerveau d'immobilité quelques mois plus tard. Les négociations furent rompues et reprises plusieurs fois. Le duc de Cumberland y mettait beaucoup d'ardeur. Ce vieux soldat allemand, un peu lourd, avait été adopté par l'aristocratie whig : il prétendait qu'on lui avait toujours rendu justice, en exagérant également outre mesure ses mérites à la victoire de Culloden, et ses fautes à la capitulation de Closterseven, de sorte que les deux exagérations donnaient une moyenne exacte. Il avait vu sous le règne de son frère George II s'établir régulièrement la constitution anglaise, et il s'effrayait des attaques imprudentes que faisait contre elle son jeune neveu. Mais Pitt fut inflexible. D'un autre côté, Grenville, qui était au courant de ces négociations, mettait de plus en plus de roideur dans ses rapports avec le Roi : il se sentait nécessaire et le faisait comprendre.

Le Roi fit céder avec dépit ses haines de principe à ses antipathies contre les personnes. Pitt et Grenville lui étaient devenus également si à charge,

qu'il se jeta dans les bras de cette aristocratie whig dont l'expulsion lui avait donné tant de joie. La royauté était vaincue cette fois par les grandes familles; elle les rappelait à elle, mais avec l'arrière-pensée de renouveler bientôt la lutte.

Le marquis de Rockingham fut premier ministre : il eut dans son cabinet les ducs de Newcastle et de Grafton, et les nouvelles influences du parti whig, le général Conway et sir John Cavendish.

Rockingham s'attacha comme secrétaire et fit entrer au Parlement un jeune Irlandais, ascétique et timide, à qui on donna dès ses débuts le surnom de jésuite qui lui resta toute sa vie : c'était Edmond Burke : il fut bientôt une des gloires du parti whig.

La nouvelle administration débuta en juillet 1765. Mais elle était entourée d'obstacles et de défiances. A la cour, on ne l'acceptait que comme un expédient provisoire, et l'on avisait aux moyens de la remplacer; au Parlement, Pitt accusait les ministres, dans les débats de l'adresse, d'être les subordonnés des amis du Roi. — « Je ne sais rien de cela, ré» pondit honnêtement le général Conway, je n'en » crois rien. Je le nie en ce qui me concerne, et je » crois pouvoir le nier également pour les autres » ministres. »

Mais la force secrète qui avait étourdi Pitt et ren-

versé Newcastle accablait de toutes parts le nouveau cabinet. Il voyait ses mesures contestées et ses ordres différés par les favoris de lord Bute et par les Jacobites convertis à qui on avait confié toutes les fonctions. La Chambre et les services publics offraient également une résistance. Le Roi semblait la désavouer. « Patientez, disait-il à ses ministres, ils se convertiront ; je leur parlerai : n'agissez point contre eux. »

Il défendait contre le cabinet les dignitaires mécontents et les courtisans avisés qui sentaient que la défaite de la couronne était momentanée, et que ce serait plaire au Roi que de se mettre en opposition contre les ministres de l'aristocratie whig : ce que le Roi voulait, ce n'étaient pas les représentants d'un parti ou d'une majorité, c'étaient des agents de sa volonté. Il s'opposa en conseil, et souleva tous ses adhérents contre le retrait des lois de timbre sur l'Amérique : il voulait écraser les premières révoltes que ces lois avaient soulevées, et retrouva dans le Parlement le concours de Grenville, qui s'obstinait dans l'amour de son œuvre fatale. Malgré le Roi, malgré Grenville, malgré le parti anonyme de la cour, le marquis de Rockingham persista dans le retrait de l'impôt du timbre d'Amérique : il avait le concours de Burke, et il trouva l'appui de Pitt. Les taxes furent annulées. « Si elles étaient à créer,

» dit Grenville après le vote, je les établirais encore. »

Mais le patriotisme de Pitt se borna à cet effort : au lieu de continuer son appui au cabinet whig, il se mêla aux intrigues de la cour. Il avait été toujours très-sensible aux séductions du pouvoir et aux charmes du palais. Il s'agenouillait pour parler d'affaires à George II : aux levers du Roi, il s'inclinait si bas, dit un pamphlétaire, que l'on voyait entre ses jambes le bout de son nez crochu. Que d'hommes sont arrivés au pouvoir avec des vues droites et des intentions libérales, qui se laissaient gagner aussitôt par cette étrange fascination de la royauté! Ils voulaient être honnêtes, et la cour leur faisait pratiquer la corruption; ils étaient partisans de la paix, et pour complaire au souverain, souvent même pour se faire agréer de ses plus humbles flatteurs, ils acceptaient la guerre. L'on a de telles dispositions à s'imprégner du milieu dans lequel on se trouve placé, que l'entourage d'un souverain entraîne dans les concessions et les complaisances pour les caprices des favoris, tout comme l'on se relâche dans l'opposition jusqu'à se compromettre avec les factieux les plus exagérés.

Un caractère solide se défend contre ces impressions. Mais Pitt traversait alors la grande crise qui sembla jeter un voile sur ses facultés. Déjà il fuyait le bruit et le travail : il achetait les maisons de ses voisins pour s'isoler, il se ruinait en dépenses capri-

cieuses. Il eut désir de la pairie. Il se laissa séduire par la couronne.

En juillet 1766, durant l'absence du Parlement, le marquis de Rockingham fut invité par le Roi à donner sa démission avec ses collègues, et Pitt forma un nouveau cabinet, juste une année après que les whigs étaient revenus au pouvoir.

Pour faire excuser un acte aussi inconstitutionnel que le renvoi d'un ministère qui jouissait de la confiance et était assuré de la majorité des Chambres, il ne fallait rien moins que la popularité de Pitt. Cette popularité couvrit le caprice royal, mais elle s'usa en un seul jour. Avec elle, Pitt perdit le moyen de la regagner; il quitta la Chambre des communes, il reçut un siége à la Chambre haute et le titre de lord Chatham. Il fut lord du sceau privé : le premier ministre était le duc de Grafton.

Quelles promesses le Roi avait-il reçues de lord Chatham pour faire cette sorte de coup d'État en faveur de gens qu'il n'aimait point? Le Roi écrivait le 29 juillet 1766 : « Je sais que lord Chatham » donnera son concours pour détruire les distinctions » de parti et restaurer la subordination au gouverne- » ment. » Et le 2 décembre 1766 : « Pour rompre » les habitudes actuelles de s'unir en partis. »

Le Roi essayait de nouveau ce qu'il avait tenté avec lord Bute, ce qu'il regardait comme un devoir

rigoureux, comme une mission à laquelle il était prédestiné, la suppression de tous les partis par l'autorité royale. Dans son opinion, le Roi et non la majorité de la Chambre choisissait les ministres. La théorie constitutionnelle était remise en question tout entière; on renonçait au progrès et à l'expérience du siècle écoulé.

Jusqu'à quel point la conscience de lord Chatham fut-elle complice de ses projets, on ne peut le savoir, car son entrée au ministère compléta l'éclipse de son génie. Il disparut moralement durant plus de deux ans. Invisible, pleurant sans cause, parlant de tous avec aigreur, s'emportant lorsqu'on lui parlait de travail, il n'échappa à ce naufrage que par les soins de lady Chatham. En octobre 1768 il retrouva assez d'énergie pour dicter sa démission à sa femme, qui la fit remettre au Roi; elle était ainsi conçue :

« Dans ce malheur, je ne désespère pas du par-
» don de Votre Majesté, je la supplie à genoux de ne
» pas me tenir en disgrâce, et j'implore bien hum-
» blement la royale permission de Votre Majesté de
» résigner les sceaux. »

Le ministère, durant la longue retraite de son principal membre, se trouva sans direction, sans unité, et pour ainsi dire affolé entre les whigs qui le reniaient et la cour qui ne l'acceptait que comme une transition à un cabinet plus docile encore.

Son chef nominal, le duc de Grafton, petit-fils de Charles II et de la duchesse de Cleveland, offrait, comme les premiers Stuarts, un étrange contraste de faiblesses et de sentiments généreux. L'un des chefs de l'aristocratie whig, il avait visité Wilkes dans sa prison et était entré au pouvoir avec le marquis de Rockingham. Maintenant il venait d'abandonner son parti et d'être séduit avec Pitt par le mirage de la faveur royale. Distrait et paresseux, il ne renonçait à ses chasses que pour se rendre aux courses de chevaux, où ses paris le rendaient fameux. A le voir, avec ses grandes manières, son élégance souveraine qui décelait le sang des Stuarts, son costume austère de quaker et ses seize enfants, on l'eût pris pour un grand seigneur et un homme à principes sévères : mais il s'était en même temps déconsidéré par des scandales que pardonnaient difficilement même les mœurs relâchées de l'époque. Les journaux racontaient qu'il avait joué avec le duc de Cumberland, frère du Roi, et perdu un siége au Parlement. Le jeune prince lui avait rendu le siége sous la condition qu'il ne jouerait jamais plus de cent livres à la fois. Il faisait voir à sa table, dans son hôtel et avec ses invités, la belle courtisane Nancy Parsons, qui avait une autorité absolue sur son esprit; il la conduisait dans sa loge à l'Opéra, même en présence de la Reine.

Sans énergie contre l'influence royale, il laissa

reprendre les taxes sur l'Amérique, auxquelles il était opposé, et les poursuites contre Wilkes, qu'il avait défendu autrefois. Cette dernière mesure commença la désorganisation de son cabinet. Le chancelier lord Camden se prononça en pleine Chambre des pairs contre le ministère, et dut donner sa démission. Grafton ne put lui trouver de successeur. Il avait réussi à faire accepter ce titre de chancelier à Charles Yorke, qu'il détachait du parti de Rockingham, mais les whigs reprochèrent cette défection avec tant d'âpreté à Charles Yorke, que le malheureux se tua au bout de deux jours. L'opposition était violente. Lord Chatham, qui venait de recouvrer subitement ses facultés, s'était réconcilié avec le marquis de Rockingham, et tous deux dirigeaient de formidables attaques contre le gouvernement, et étaient soutenus à la Chambre des lords par les ducs de Richmond, de Portland et de Devonshire. A la Chambre des communes, Burke soutenait par la magie de son éloquence la résistance froide du colonel Barré, homme à la tête carrée, aux principes fermes. Après lord Camden, le marquis de Granby quitta le ministère pour entrer dans l'opposition, et renonça à son titre de commandant en chef de l'armée. La situation ne pouvait se prolonger, et le duc de Grafton donna sa démission.

Lord North reçut alors le pouvoir des mains du

Roi, le 28 février 1770, et le garda douze ans.

S'il put se maintenir si longuement à travers les désastres qui accablèrent alors l'Angleterre, et contre l'opposition de toutes les supériorités du génie ou de la naissance, lord North le dut à la souplesse de son talent, qui le laissait toujours plein de présence d'esprit contre les attaques les plus brusques, de bonne grâce devant l'opposition la plus violente, d'urbanité exquise et d'éloquence onctueuse au milieu des débats les plus turbulents. Sans volonté, sans caractère, sans passion, il était tout conciliation.

D'autres causes malheureusement furent trop actives pour le conserver. Le service secret était encore en usage, et le Roi écrit le 1er mars 1781 : « M. Ro-» binson m'a envoyé la liste des orateurs de la der-» nière séance. Je lui ai remis six mille livres » (150,000 francs) pour qu'il en fît le même usage » que de la somme déjà donnée le 21 août dernier. » En outre, George III était un prince économe; il n'employait qu'en cas de nécessité ces procédés, qui d'ailleurs n'eussent pas réussi avec tout le monde. Mais son influence personnelle et son intervention active s'exerçaient sans relâche pour adoucir les mécontents, attirer les douteux, effrayer les timides. Il écrit le 26 février 1772 : « Je me souviendrai des » opposants », et le 14 mars suivant : « Donnez-moi » les noms de ceux qui ont passé à la minorité, j'ai

» besoin de les connaître avant de les recevoir au
» lever de demain. »

Que ces moyens eussent un plein succès, on peut le supposer d'après cette lettre du 26 juin 1774 : « Je crois que la couronne pourra toujours faire » rejeter une loi par les deux Chambres. »

Non-seulement le Roi voulait connaître les discours et les votes, mais il savait tenir compte même des abstentions; le silence devait être interprété; une absence même pouvait être utile, et le Roi écrivit, le 15 novembre 1776, à lord North de présenter le plus d'affaires possible à la Chambre des communes durant un voyage que faisait en France l'un des plus redoutés des opposants, et celui qui possédait le mieux la tactique parlementaire, Fox.

Ce n'était plus le Fox qui avait manié des millions comme payeur général durant les gueres contre Louis XV et s'était retiré à la Chambre des pairs sous le nom de lord Holland, c'était son second fils. Il avait le même amour du plaisir que son père, mais un talent incontestablement supérieur et une merveilleuse aptitude au travail.

« Le talent de Fox, écrivait en avril 1772 Horace
» Walpole, le fils de l'ancien ministre, est prodi-
» gieux pour sa jeunesse et sa vie dissolue. Il arri-
» vait de Newmarket, avait passé en orgie toute la
» nuit précédente et ne s'était pas couché, et il frappa

» tout le monde par la mâle logique de ses raisonne-
» ments. »

Malgré cette facilité merveilleuse, il n'acquit que lentement sa plus redoutable force, celle qui fit de lui un *debater*, c'est-à-dire l'art d'introduire, de diriger, de faire avorter à propos ou de faire éclater une discussion. Il attribue lui-même sa science dans cette tactique à la patiente expérience qu'il accumula en s'astreignant durant cinq sessions à prendre la parole dans toutes les séances. « A toutes sauf une,
» et mon seul regret, ajoutait-il, est d'avoir manqué
» celle-là. C'est aux dépens des auditeurs qu'on de-
» vient maître dans cet art. »

Dès l'âge de vingt et un ans il était lord de l'amirauté; lord North avait voulu s'assurer son concours. Mais Charles Fox comprit aussitôt que cette tâche ne lui acquerrait que l'impopularité de son père. Son teint plombé et sa forte corpulence, qui faisaient contraste avec son extrême jeunesse, servaient déjà de thème à la satire. Il se retira au bout de peu de temps dans l'opposition, surtout lorsqu'il vit que le cabinet voulait pousser le Parlement dans des voies peu libérales, ce qui menaçait de rendre complète la scission entre la constitution et l'opinion publique.

Les poursuites contre Wilkes étaient reprises en effet avec une nouvelle vigueur.

Wilkes avait été arrêté en avril 1763 pour la publi-

cation du numéro 45 du *North Briton*, où était critiqué le discours du Roi à l'ouverture du Parlement. Il se prévalut de son privilége de membre de la Chambre des communes, fut remis en liberté et se tint caché. Mais la Chambre se hâta d'autoriser les poursuites, et prononça même l'exclusion de Wilkes comme indigne. Ainsi avait été exclu, sous la reine Anne, Steele, le pamphlétaire whig.

La Chambre alla plus loin encore, elle décida que le numéro 45 était un libelle scandaleux, et qu'il serait brûlé par la main du bourreau. Il semble que l'ouvrage incriminé étant déféré aux tribunaux, on devait attendre leur arrêt et ne pas égarer la Chambre dans une poursuite criminelle. Le zèle des amis du Roi n'attendit pas que l'autorité judiciaire se fût prononcée, et crut intimider le peuple par une exécution publique de l'œuvre, à défaut de l'auteur. Mais la population se souleva, détruisit le bûcher, saisit les exemplaires qui devaient être consumés, et les emporta triomphalement dans l'enceinte privilégiée de la Cité. A partir de ce jour, la Cité de Londres s'instituait en défenseur de la légalité et rompait avec le Parlement.

La Chambre des lords ne voulut pas abandonner la Chambre basse dans ce conflit, ou prétendit lutter avec elle de docilité pour complaire aux intentions du Roi. Un de ses membres, lord Sandwich, déféra

aux pairs un ouvrage immoral de Wilkes et s'indigna du libertinage de ce chef populaire.

Mais lord Sandwich était non-seulement de mœurs aussi dissolues que Wilkes, c'était aussi son compagnon de débauche. « Périrez-vous par la corde ou » par l'amour? demanda-t-il un jour à Wilkes. — Il » en sera selon que j'embrasserai vos principes ou » votre maîtresse, » répliqua Wilkes.

Au milieu de ces habitudes de familiarité, lord Sandwich avait entendu la lecture de l'ouvrage qu'il incriminait; il avait su qu'on l'imprimait à treize exemplaires, et s'était procuré l'un de ces exemplaires en séduisant un employé de l'imprimerie.

Les pairs condamnèrent ce livre, qui paraît avoir été une assez pauvre production, mais cet acharnement eut l'effet contraire à celui que l'on souhaitait. Au lieu de déconsidérer l'écrivain sans dignité, elle le fit prendre en intérêt comme la victime d'une persécution illégale. Quelque méprisable que fût le livre, il est certain qu'il n'avait reçu aucune publicité, qu'on se l'était procuré par des moyens peu avouables, et qu'enfin ceux qui le condamnaient n'avaient ni la pureté de mœurs de moralistes ni le caractère de juges. Tout au plus eût-on pu le déférer aux tribunaux. Ces réflexions furent générales dans un peuple qui a le sentiment de la légalité. L'injustice irrite davantage lorsqu'elle s'exerce avec passion

et qu'elle peut être soupçonnée de servilité. Wilkes acquit en quelques jours une popularité sans bornes; ces chefs de faction ont rarement de la valeur par eux-mêmes; ils sont trop souvent créés par la maladresse de leurs ennemis, et désignés au culte de leurs adhérents par la violence même avec laquelle on les combat.

Non content de poursuivre Wilkes par ses votes, un député nommé Martin le provoqua en duel. C'est probablement le même que celui dont parle Horace Walpole dans une de ses lettres comme tenant *la boutique* où se payaient les votes des députés (lettre de décembre 1762). Wilkes eut la hardiesse de sortir de sa retraite; il se battit avec Martin et fut grièvement blessé. On l'emporta mourant en France.

Il fut condamné par contumace à une forte amende et à l'exposition au pilori. Toujours audacieux, il se présenta pour purger sa peine, et fut lié au pilori le 1er mars 1765, mais il fut entouré des acclamations populaires. On lui mit une branche de laurier dans la main, et lorsque l'exécuteur le détacha, il fut porté triomphalement à travers les rues de Londres. Une souscription nationale paya son amende et ses dettes, et lui laissa des sommes considérables. Plus on cherchait à l'user dans la honte, plus l'on ajoutait à sa puissance.

Aux élections de 1768, il fut envoyé à l'unanimité

par le Middlesex au Parlement : Londres célébra son succès par des illuminations et se couvrit de vitraux qui représentaient en couleur le numéro 45. Poussé par tant de succès, il s'attaqua hardiment au chancelier lui-même, lord Mansfield, et demanda qu'il fût mis en accusation pour avoir dilapidé les deniers de l'État en les employant à corrompre son imprimeur, et pour avoir faussé les pièces de son procès.

Alors fut donné un singulier spectacle d'intolérance; les manœuvres de George III pour dissoudre les partis avaient affaibli l'esprit politique dans la Chambre et substituaient des courtisans passionnés à des hommes d'État bien avisés. La Chambre des communes prononça l'exclusion de Wilkes, malgré les efforts de Burke. On voulait montrer avec éclat que la faveur populaire était dangereuse et impuissante, et que la faveur du Roi était seule solide. La popularité devenait sédition.

Les électeurs du Middlesex acceptèrent la lutte, et renvoyèrent à l'unanimité leur député à la Chambre. La Chambre le lendemain décida que son exclusion le rendait incapable de siéger jamais dans le Parlement.

Mais elle dut convoquer les électeurs du Middlesex, afin de ne pas les laisser sans député : pour la troisième fois le Middlesex réélut le même Wilkes, qu'aucun concurrent n'osait combattre.

Une troisième fois l'élection fut annulée, et alors l'administration suscita un concurrent au candidat obstiné, concurrent sûr d'être nommé, puisque l'on devait annuler toutes les voix qui seraient conférées à Wilkes. Cet adversaire fut un Irlandais, le colonel Luttrell : « Que croyez-vous? lui demanda Wilkes à Brentfort sur la plate-forme durant la lutte électorale; parmi mes partisans y a-t-il un plus grand nombre de fous ou de coquins? — Je vais leur répéter ce mot, dit Luttrell, et c'en est fait de vous. — Je vous en défie, répliqua Wilkes; je nierais, et ils vous mettraient en pièces comme un imposteur. »

Voilà les héros que créent ces agitations malheureuses. De ces luttes sereines au milieu desquelles s'était établi le régime constitutionnel, nous tombons dans ces troubles sans principe et sans but qui fatiguent le peuple comme une fièvre. George III avait voulu rompre les partis, il créait les factions. Il combattait l'autorité de l'aristocratie, mais c'était pour ébranler la populace.

Les onze cent quarante-trois voix données à Wilkes furent annulées, et le colonel Luttrell entra au Parlement avec deux cent quatre-vingt-seize voix. Burke voulut vainement empêcher cette insulte au droit électoral, une majorité de soixante-neuf voix à la Chambre des communes confirma l'élection de Luttrell.

La protestation contre cette illégalité se fit simultanément dans la Cité de Londres et à la Chambre des pairs. La Cité choisit Wilkes comme alderman, et lui permit de braver ainsi sur son siége de Mansion-House l'exil dont le frappait Westminster. Lord Chatham proposa une motion contre le ministère qui avait soutenu cette violence illégale devant la Chambre des communes. « Où cesse la loi, commence l'oppression », dit-il en achevant.

Cette motion amena un incident inattendu. A peine lord Chatham venait-il de formuler cette attaque contre le cabinet qu'il avait fondé, que l'un des principaux membres du même cabinet, le chancelier lord Camden, se leva du sac de laine d'où il présidait la Chambre des pairs et déclara qu'il avait gardé trop longtemps le silence et trop longtemps subi la pression des autres ministres : il voulait parler enfin en faveur du droit injustement violé. Il soutint énergiquement la motion de lord Chatham, et accusa les ministres de conspirer contre les libertés publiques.

Nouvel exemple des inconvénients de l'intervention du Rôi dans les affaires politiques : quand les ministres n'étaient pas intimidés par la pression royale, ils ne sanctionnaient point en silence des actes injustes, et n'avaient pas à faire scission avec une vivacité qui amenait sinon du scandale, au moins

un désordre constitutionnel. Si le chancelier avait été libre de défendre Wilkes dans le cabinet, devant le Roi, il n'eût pas eu à subir cette explosion de sa conscience devant les pairs et à sortir du cabinet avec tant d'éclat.

Lord Mansfield défendit le ministère en soutenant que l'exclusion avait été prononcée par la Chambre des communes dans la plénitude de ses pouvoirs; que nul n'avait le droit de critiquer ses votes ni d'intervenir dans ses décisions souveraines; qu'il n'était pas possible à la Chambre des pairs de violer les priviléges de l'autre Chambre.

Mais lord Chatham ne pouvait se laisser persuader ce prétendu droit à l'injustice qui eût créé la tyrannie par une Chambre. « Quel est donc, répliqua-t-il, » ce pouvoir mystérieux, qu'aucune loi ne définit, » qu'aucun sujet ne connaît, ni ne nomme sans res- » pect, ni ne contemple sans terreur, qu'aucun » homme ne discute, et auquel se soumettent tous les » hommes? Les députés ont trompé leurs commet- » tants, ils ont violé la constitution, ils se sont faits » législateurs et juges. »

La motion de lord Chatham fut rejetée, mais cette nouvelle défaite ajouta encore à la puissance de Wilkes, qui organisait déjà de son siége d'alderman de nouvelles attaques contre la servilité de la Chambre.

On commençait en effet à supporter avec ennui la loi du secret des séances. Plusieurs imprimeurs la bravaient ouvertement, et Wilkes résolut de leur prêter et son crédit de tribun et son autorité d'alderman.

La Chambre des lords fut la première qui insista en faveur de la loi du secret : le 10 décembre 1770, le duc de Manchester présenta une motion sur les préparatifs de la guerre avec l'Espagne : il fut interrompu par lord Gower, qui réclama l'expulsion de tous les étrangers sous le prétexte qu'il pouvait y avoir parmi eux des espions de l'Espagne. Le duc de Richmond voulut en vain protester, la Chambre devint tumultueuse et comprit que le mot d'ordre parmi les amis du Roi était le secret : elle refusa d'écouter lord Chatham, qui se retira avec colère, suivi de dix-huit pairs : tous les étrangers furent aussitôt renvoyés, et même des membres de la Chambre des communes qui apportaient une loi.

Mais ce n'était pas aux lords que Wilkes voulait s'attaquer; il eut presque en même temps l'occasion d'un vote de la Chambre des communes ordonnant des poursuites contre un grand nombre d'imprimeurs.

Bien que les comptes rendus publiés par ces imprimeurs ne fussent ni fidèles, ni exacts, ni surtout bienveillants pour les amis du Roi, cette motion de

poursuites générales ne fut obtenue que par une majorité de vingt-trois voix. Quelques imprimeurs se soumirent aussitôt : ils furent réprimandés à genoux ou condamnés à la prison. Mais il y en eut trois qui refusèrent de reconnaître à la Chambre la compétence judiciaire. La Chambre fit une faute : elle donna pouvoir de les arrêter à tout sujet anglais, et promit une récompense en argent pour leur capture.

C'est le moment que Wilkes attendait. Wheble, l'un de ces imprimeurs, se mit d'accord avec un de ses ouvriers, nommé Carpenter, se fit arrêter par lui et conduire devant l'alderman : Carpenter devait faire constater sa prise par ce magistrat et établir ses droits à la prime votée pour l'arrestation.

L'alderman, c'était Wilkes. Il déclara que l'arrestation était illégale, que Wheble était libre et aurait une action criminelle contre Carpenter pour séquestration arbitraire. Le lendemain le lord maire rendit un arrêt identique dans une comédie du même genre jouée devant son tribunal par un second imprimeur.

Sous George II, la Chambre eût compris ce qu'offrait de dangers pour sa dignité cette lutte avec le corps municipal de la Cité. Mais les gentilshommes campagnards, dont George III avait rempli la Chambre, accoutumés à leurs petits priviléges, s'entêtèrent dans leurs prérogatives. On ne peut s'expli-

quer les puérilités violentes de cette querelle qu'en se rappelant que la majorité de cette Chambre était formée par les amis du Roi, c'est-à-dire par la petite noblesse de province, qui pénétrait à peine dans la vie politique où elle voulait supplanter l'aristocratie.

La Chambre crut faire cesser la lutte en faisant arrêter le troisième imprimeur par son propre huissier, Whittam. Wittham se rendit à la demeure de l'imprimeur et voulut l'appréhender, mais là encore une petite comédie avait été organisée : l'imprimeur appela un constable, fit arrêter Whittam, l'huissier de la Chambre, et le fit conduire devant le lord maire. « Êtes-vous officier de paix? lui demanda le magistrat ; avez-vous prêté serment de constable? Avez-vous au moins soumis l'acte de la Chambre et l'ordre de son président à un magistrat de la Cité pour qu'il le rendît exécutoire? Non, vous n'êtes qu'un huissier de la Chambre, donc je donne une action contre vous pour tentative de séquestration illégale. »

La décision fut signée par le lord maire et les aldermen Wilkes et Oliver. Elle eut un grand succès dans Londres. Le contraste entre le respect qu'on avait toujours pour la puissance attaquée, et l'exiguïté des moyens d'attaque, n'étaient pas à l'honneur du Parlement. Toutefois il ne pouvait plus reculer.

Il céda sur les poursuites contre son messager :

elles avaient été judiciairement et légalement ordonnées par le lord maire; en réalité, du reste, elles n'eurent point lieu. Mais on cita le lord maire et les deux aldermen à comparaître devant la Chambre. « Y aurai-je mon siége comme député du Middlesex ? » demanda Wilkes. Et il refusa de se rendre à la séance.

Le lord maire Brass-Crosby et l'alderman Oliver furent accompagnés et acclamés par une population immense : la foule était si compacte que les députés pouvaient à peine entrer dans la Chambre, et si turbulente qu'elle insulta ceux qu'elle reconnut pour être du parti des amis du Roi, et qu'elle maltraita lord North, dont la voiture fut brisée. Les deux magistrats furent condamnés à être enfermés à la Tour, mais on eut la singulière faiblesse d'oublier Wilkes et son insultante absence, soit remords de son exclusion injuste, soit lassitude d'une lutte contre un adversaire si tenace.

A la sortie de la Chambre, le lord maire fut enlevé par le peuple, qui déclara ne pas vouloir le laisser mener à la Tour, détela ses chevaux, l'emporta à Mansion-House, et ferma derrière lui Temple-Bar, la porte symbolique des priviléges de la Cité. Mais le lord maire se constitua le lendemain prisonnier à la Tour avec l'alderman Oliver : toute l'aristocratie et tous les corps de métiers les y visitèrent; toutes les

villes leur envoyèrent des adresses; leur détention fut un long triomphe.

Les esprits s'exaltaient déjà à porter la santé d'Oliver en le nommant Oliver II, comme un futur successeur de Cromwell. Mais la détente se fit par l'achèvement de la session. Les magistrats de la Cité furent remis en liberté après six semaines de prison. A partir de ce jour, la presse devint libre de publier les débats de la Chambre, car on n'osa plus recommencer une pareille lutte.

Il y a bien eu quelque peu d'émeute dans cette affaire; mais ce que l'on y peut remarquer avec instruction, c'est cette fermeté dans les principes qu'on veut défendre, et cette unanimité dans l'opinion publique qui groupe une ville entière derrière ses magistrats, qui use de moyens aussi légaux que possible, du moins en apparence, qui fait disparaître les sujets obscurs de la lutte, c'est-à-dire les imprimeurs, pour ne laisser en avant que les magistrats. Cette ténacité à peu près pacifique assure les vrais progrès. Chacun sait ce qu'il veut défendre, chacun sait ce qu'il veut gagner.

Cette agitation ne fit pas oublier la cause de l'élection de Wilkes; elle était ramenée chaque année. « Vous avez trahi vos commettants », dit un jour sir George Savile; et comme on le menaçait de le condamner à la Tour pour insultes à la Chambre, il

répéta le mot avec audace. « La colère l'égare, » fit lord North pour l'excuser... « Ma colère, reprit sir George Savile, dure depuis l'instant de ce vote fatal, et durera jusqu'à ce qu'il soit rapporté. »

L'influence du Roi fit toujours rejeter ces propositions jusqu'à la dissolution du Parlement en 1774. Wilkes fut nommé lord maire de Londres, et réélu député par le Middlesex en 1775. Il consacra tous ses efforts à faire annuler sur le journal les décisions qui le condamnaient : il y réussit en 1782. Mais dans l'intervalle il avait perdu toute sa popularité, au point d'être représenté par des caricatures se jetant dans les bras du Roi. Cet ancien souverain des électeurs, ce défenseur de leurs franchises, échoua aux élections de 1790 et mourut dans l'obscurité et l'oubli. Ainsi finissent ces courtisans de la multitude qui ne justifient la popularité ni par les bonnes actions ni par les grandes pensées.

Les envahissements de la couronne et les docilités de la Chambre étaient l'objet d'autres résistances dans le pays. En avril 1770, la Cité de Londres envoya le lord maire et les aldermen présenter au Roi une pétition en forme de remontrances contre l'intervention inconstitutionnelle du Roi dans les affaires publiques. On demandait aussi la dissolution du Parlement.

Le Roi répondit dédaigneusement qu'il s'étonnait

qu'aucun de ses sujets ait été assez malavisé pour lui apporter une adresse dont les termes étaient injurieux pour le Parlement et inconvenants pour lui-même, et il tonrna le dos à la députation.

La Chambre des communes blâma la conduite de la Cité, la déclara contraire à la paix du royaume, et vota une adresse au Roi. Mais à la Chambre haute, lord Chatham proposa la motion « que le conseil » donné au Roi de faire sa réponse à la Cité tendait » à nuire au droit de pétition. » Il maintint que les sujets avaient le droit de porter leurs plaintes au Roi, et qu'ils s'étaient plaints avec justice. Sa motion fut rejetée; il la reprit au bout de quelques jours et voulut faire annuler l'adresse au Roi de la Chambre des communes, parce qu'elle était contraire au droit de pétition : les lords ne pouvaient se taire sur cette violation sans en être complices. Mais la Chambre haute était aussi soumise que l'autre aux désirs du Roi. George III a créé sous son règne près de deux cents pairs, tous pris dans la petite noblesse, et il avait ainsi formé une majorité contre l'aristocratie.

L'*Oxford Magazine* d'avril 1770 représente le Roi répondant à la députation de la Cité : « Moi » écouter vos remontrances! Voyez plutôt les jolis » boutons que je sais faire. » Plus tard encore les dessins populaires le montreront répondant à ceux qui lui annoncent les désastres de la guerre d'Amé-

rique : « Oui, mais il n'y a pas un souverain en » Europe qui sache faire d'aussi jolis boutons. » Comme Louis XVI se consacrait à la serrurerie, George III fabriquait des boutons, et était livré à la plaisanterie pour cette manie. La satire commençait déjà à attaquer la maison royale : en ouvrant la session de 1770, au milieu des plus graves complications constitutionnelles, le discours royal s'était borné à parler d'une maladie des bêtes à cornes. Les pamphlets s'exercèrent d'autant plus à l'aise sur cette phrase maladroite que le frère du Roi, le jeune duc de Cumberland, venait d'être surpris à Saint-Alban dans une intrigue avec lady Grosvenor.

Mais une attaque plus sérieuse et qui agita la nation plus profondément encore que l'opposition de Wilkes, fut la série de pamphlets célèbre sous le nom de *Lettres de Junius*.

La première parut le 19 décembre 1769, dans le *Morning Advertiser*. Les poursuites n'arrêtèrent pas la violence de ces attaques anonymes, dont le recueil est regardé comme un monument de la littérature anglaise. A tort, car en se dégageant du préjugé que donne l'admiration des générations antérieures, on ne trouve dans cette œuvre ni talent ni courage. Les termes sont d'une violence souvent grossière, les imputations sont fausses, les attaques sont universelles. De tous les personnages de l'époque, on ne

voit guère que lord Temple qui ait été épargné.

Pour les œuvres de cette catégorie, le succès est presque toujours assuré : la malignité publique savoure ces aliments. Elle s'y complaisait surtout à une époque où la littérature politique naissait à peine. Mais ce succès n'est pas une preuve de valeur. Il n'y a rien de pratique, il n'y a rien de sérieux dans de telles œuvres. L'histoire les juge au-dessous de sa dignité, et les relègue parmi les vulgaires instruments des factions.

La dernière lettre de Junius est de 1773 : vers cette époque reçut un siége au Conseil des Indes sir Philip Francis, que lord Brougham et lord Macaulay considèrent comme l'auteur anonyme de ce pamphlet. Sir Philip Francis, toujours bilieux et toujours envieux, qui attacha sa haine à la gloire de Hastings, le conquérant des Indes, comme le traître s'attache dans un drame au héros, est bien digne en effet d'avoir écrit ces lignes amères, injustes, que l'on admire encore par convention, mais que l'on s'est bien gardé d'imiter dans les luttes suivantes, et qui n'apportent ni force ni honneur dans les débats politiques.

Voilà les querelles qu'amenait l'intervention de la royauté dans la vie constitutionnelle. Nous sommes loin des pacifiques discussions du régime parlementaire : la violence est rentrée dans la politique, le respect de la légalité est ébranlé. Ce ne sont plus ces

conquêtes calmes qui amènent l'affermissement des institutions, c'est une guerre acharnée où l'on songe aux intérêts à soutenir plus qu'aux droits à maintenir.

Quelques hommes défendaient cependant les droits. A leur tête se tenait le vieux lord Chatham, qui était devenu le véritable chef de l'aristocratie whig. La part qu'il prit aux affaires politiques durant les dernières années de sa vie fut surtout l'opposition à la guerre d'Amérique.

Dès l'origine, il avait critiqué le droit de timbre que Grenville imposait aux colonies. « Quand dans cette Chambre nous votons une taxe, nous votons sur ce qui nous appartient, disait-il; pour l'Amérique, que faisons-nous? Nous, les communes d'Angleterre, nous donnons les biens des communes d'Amérique. »

Il avait appuyé le retrait de ces taxes par le cabinet Rockingham, mais durant sa maladie, le chancelier de l'Échiquier Charles Townshend avait fait imposer des taxes sur le verre, les couleurs, le papier et le thé.

Lord North recula d'abord devant la résistance des colons, et ne maintint les droits que sur le thé. L'orgueil du Roi, déjà blessé de cette concession, s'irrita en apprenant que les habitants de Boston s'étaient mis en insurrection contre ces droits, et avaient jeté à la mer le thé qu'on apportait pour leur être chèrement vendu. Cet esprit honnête mais ma-

ladif s'exaspérait devant ce qu'il croyait une atteinte à ses prérogatives. Il regardait sa dignité royale comme un sacerdoce, et intéressait sa conscience à ne pas laisser profaner ses honneurs. Par son ordre, lord North soumit au Parlement une loi qui mettait en interdit le port de Boston (1774) : tous les citoyens de Boston étaient condamnés à une ruine immédiate et à une sorte d'emprisonnement dans leur ville, reconnue tout entière criminelle de lèse-majesté; on supprimait en même temps la constitution libérale et puritaine du Massachusets.

Burke à la Chambre des communes et lord Chatham à celle des lords combattirent en vain cette loi fatale; elle fut adoptée et donna le signal de la guerre civile. « Vous la rapporterez, cette loi, disait bientôt » lord Chatham, vous le devez, vous le ferez. Je m'y » engage moi-même; j'y mets ma réputation; je veux » être pris pour un incapable si vous ne la rapportez » pas... » Puis, prévoyant les désastres de cette politique, il ajoutait : « ... Si les ministres continuent à » tromper le Roi, je ne veux pas dire qu'ils écarteront de sa couronne les affections de ses sujets, » mais j'affirme que la couronne ne vaudra plus la » peine d'être portée. Je ne dis pas que le Roi est » trahi; je dis que le royaume est perdu. »

Le royaume perdait en effet ses immenses possessions d'Amérique dans une guerre désastreuse.

« Heureuse rébellion, disait plus tard lord Chatham » avec amertume. Félicitons-nous de cette rébellion, » car si trois millions d'hommes avaient été assez » morts à toute pensée de liberté pour supporter la » tyrannie que vous vouliez leur imposer, ils ne pou- » vaient plus être que des instruments pour nous » asservir nous-mêmes... Si l'Amérique tombe, elle » tombera comme le Fort qui saisit les piliers du » Temple : elle vous écrasera tous sous les débris. La » voilà donc votre paix qui met vos épées non dans le » fourreau, mais dans le sein de vos compatriotes! »

Dans une de ces longues discussions à la Chambre des pairs, il prononça le seul discours qu'il ait jamais corrigé de sa main. Le gouvernement employait contre les Américains l'alliance des tribus sauvages, et un lord avait blâmé cet emploi des Indiens contre des chrétiens. Lord Suffolk soutenait la mesure en disant que pour vaincre les rebelles on pouvait user de tous les moyens qu'offraient Dieu et la nature. Lord Chatham se leva alors. « Je suis étonné, dit-il, je suis » blessé d'entendre prononcer de tels principes, de » les entendre avouer dans cette Chambre, dans cette » nation, principes également opposés à la constitu- » tion, à l'humanité, à la religion.

» Je n'aurais pas voulu m'imposer de nouveau à » votre attention, mais je ne peux retenir mon indi- » gnation. Je me sens emporté par le devoir même.

» Comme membres de cette Chambre, comme hom-
» mes, comme chrétiens, nous devons protester
» contre de telles doctrines, qui se tiennent près
» du trône, qui souillent les oreilles du Roi. Tous
» les moyens qu'offrent Dieu et la nature! Je ne
» sais quelle idée se fait l'honorable lord de Dieu
» et de la nature, mais je sais que de tels principes
» sont également en horreur à la religion et à
» l'humanité. Quoi! donner la sanction sacrée de
» Dieu et de la nature aux massacres que font des
» Indiens, des sauvages qui torturent, qui scalpent,
» qui égorgent, qui dévorent! oui, lords, ils dévo-
» rent les victimes dans leurs barbares batailles. »

Quand on répétait au Roi ces indignations de l'illustre vieillard, ces affirmations répétées, les appels au banc des évêques et les éclats de cette voix qui mourait, George III redoublait de haine contre l'incorrigible whig. On avait demandé un jour au Roi de reverser la pension de lord Chatham sur la tête de son fils. « Sa conduite politique est si abandonnée, écri-
» vit-il, cette famille est tellement ingrate, que je ne
» veux rien faire jusqu'à ce que la décrépitude ou la
» mort empêchent cet homme de compter comme
» trompette de sédition. »

L'esprit médiocre de ce prince, Allemand de race, avait une aversion naturelle contre toute supériorité. Il détestait également lord Chatham et Fox, l'amiral

Nelson et le peintre Reynolds. Borné et lourd, il avait, comme tous les gentilshommes campagnards, la haine du papisme et de la France, et il était aimé pour de telles passions; il était soutenu d'ailleurs par l'amour-propre national dans cette guerre impie contre l'Amérique. Car, il faut le dire, le peuple anglais aimait la guerre d'Amérique comme les peuples aiment toujours ce qui les écrase, comme la France aima la Saint-Barthélemy et la révocation de l'édit de Nantes, comme l'Espagne aima l'Inquisition. C'est la fascination de la ruine.

Lord Chatham succomba enfin dans ces débats. On discutait encore sur l'opportunité de faire des concessions; le grand orateur se leva, murmura quelques paroles et tomba. Il mourut quinze jours après.

Mais les désastres s'accumulaient. Le général Burgoyne capitulait à Saratoga le 17 octobre 1777; il rentrait à la Chambre la tête haute et accusant le ministre de la guerre. Par une triste coïncidence, ce ministre était George Sackville, le vaincu de Minden, qui s'appelait alors lord Germaine, et apportait d'autant moins de crédit au cabinet que les principaux chefs de la guerre d'Amérique, l'amiral Keppel et le général Howe, rejoignirent le général Burgoyne dans l'opposition.

Non moins antipathique que lord Germaine était le chancelier lord Thurlow. C'était un homme solennel

et prétentieux. Il se levait avec dignité du sac de laine, s'avançait lentement, puis énonçait d'un ton dogmatique des aphorismes rebattus; il blâmait, il tranchait, il jugeait; il avait toujours à la bouche de grands mots, et évoquait à tout moment les scrupules de sa conscience. On riait souvent de son affectation pédante, et l'on citait sa phrase d'une séance d'apparat où les deux Chambres étaient réunies : « Moi, j'oublierais mon Roi! puisse Dieu » m'oublier plutôt! — T'oublier? murmura Wilkes » assez haut, il aura soin de te damner d'abord. »

Le ton hautain de ce personnage déplaisait particulièrement à l'aristocratie whig; il s'avouait l'ennemi personnel de lord Chatham, et commandait à la Chambre des lords le parti des amis du Roi. Son attitude déplut tellement un jour au duc de Richmond, que ce grand seigneur parla avec dédain de la basse naissance de lord Thurlow. C'était imprudent, car on substituait une lutte de caste à un débat politique; c'était inconstitutionnel, car tous les pairs avaient les mêmes droits, quelle que fût leur naissance, et lord Thurlow présidait la Chambre haute comme chancelier; c'était surtout maladroit, car le duc de Richmond n'était que l'arrière-petit-fils de Charles II et de Louise de Quérouailles. Lord Thurlow fut pesant dans sa réponse, mais elle mérite d'être citée pour montrer comment les nouveaux pairs entrent

de plain-pied dans l'aristocratie anglaise et en deviennent partie intégrante. « Je suis étonné de l'at» taque du noble duc. Oui, lords, dit-il en élevant » fortement la voix, je suis étonné du discours de Sa » Grâce. Le noble duc ne peut jeter les yeux dans » cette enceinte sans voir un noble pair qui doit son » siége dans cette Chambre à l'honneur acquis dans » la profession des lois, profession à laquelle j'appar» tiens. Oublie-t-il qu'on est aussi fier de le devoir à » l'honneur acquis qu'aux hasards d'un accident » dans un accident? A tous ces nobles lords le lan» gage du noble duc peut s'appliquer aussi bien qu'à » moi, il les outrage autant que moi. Mais je ne ré» ponds que pour moi. Personne n'honore la pairie » plus que moi; mais, lords, c'est la pairie qui » m'est venue trouver. Avec toutes mes dignités, » j'ai droit à autant de respect que tous les nobles » lords qui sont assis sous ma présidence. »

Avec de tels alliés, lord North dut redoubler de tact pour se soutenir. Son calme faisait face à la coalition des plus grandes familles et des plus grands talents. Il s'était endormi un soir durant une attaque contre lui. « Tandis qu'il consomme la ruine de son » pays, il s'endort, s'était écrié l'orateur avec indi» gnation. — C'est cruel, reprit lord North douce» ment et sans se déconcerter, de me refuser la con» solation qu'on accorde aux autres criminels, on les

» laisse dormir la veille de l'exécution. » Puis se réveillant tout à fait, il ajouta avec malice : « Pourquoi » d'ailleurs me refuser l'usage du remède que l'honorable orateur m'administre depuis une heure? »

De telles saillies dites avec bonne humeur et une certaine ampleur de geste calmaient parfois la Chambre. Mais on reprochait surtout au cabinet de s'effacer entièrement devant la volonté du Roi, et le 4 décembre 1778, Fox osa dire aux Communes « que Sa » Majesté était son propre ministre, ministre, hélas! » bien malavisé. »

Ce n'était point une imputation injuste d'un adversaire. Lord North avait réellement la faiblesse de rester au ministère tout en condamnant la politique du Roi. Il l'exécutait par obéissance, et quand il vit son collègue lord Gower se retirer du cabinet parce qu'il était opposé à la continuation de la guerre d'Amérique, lord North lui écrivit, en octobre 1779 : « Lord North a dans son cœur, et il l'a depuis trois » ans, la même opinion que lord Gower. »

Le régime parlementaire était étrangement entamé. Des ministres suivant, par soumission au Roi, une politique qu'ils réprouvaient, le prince cherchant à se faire chef de parti, et perpétuant une guerre injuste et ruineuse, le Parlement soumis aux influences de la cour et restant sourd aux arguments de l'opposition. La solution sortit des rangs du pays;

mais non pas de la partie de la population qu'on entraîne facilement aux émeutes. Lord Gordon l'essaya en 1780. Il avait soulevé quelques mouvements populaires, et une cocarde bleue était le signe de ralliement. Le colonel Herbert, député de Wilton, vit lord Gordon qui entrait dans la Chambre des communes avec sa cocarde bleue. « Je ne siégerai certainement pas, dit-il, dans une Chambre où un » honorable membre a l'insigne de l'émeute à son » chapeau, et je déclare que je vais traverser l'hémicycle pour l'arracher. » Lord Gordon fit disparaître sa cocarde, et ne réussit qu'à s'attirer de la déconsidération par les agitations qu'il avait voulu soulever.

Mais la véritable opposition sortit du sein de la bourgeoisie, et se manifesta sous la forme légale de pétitions au Parlement. La Chambre des communes semblait sortir de la tutelle du parti royal, et se constitua en comité pour examiner ces pétitions. Une première résolution fut adoptée par une majorité de dix-huit voix; elle affirmait que « l'influence » de la couronne s'était accrue, qu'elle s'accroissait » encore, et qu'elle devrait être amoindrie. »

La seconde résolution était d'une nature plus délicate : elle avait trait à la liste civile. Les dépenses énormes et les dettes accumulées du Roi semblaient peu en rapport avec les goûts parcimonieux, les habitudes frugales et la vie laborieuse de George III.

Mais ce qui avait ouvert le déficit, c'étaient les abus des pensions, et les suppléments au service secret. Le Roi demandait que la Chambre assurât le payement des dettes de la liste civile et accrût les allocations annuelles : on profita de la discussion pour faire quelques allusions malveillantes aux corruptions, et on vota les fonds sans empressement.

La troisième motion portait que le devoir de la Chambre exigeait qu'elle pourvût le plus complétement et le plus promptement possible aux abus signalés dans les pétitions.

Après que le comité se fut prononcé avec cette énergie, le rapport fut rédigé, soumis à la Chambre, et adopté aussitôt. Une députation porta au Roi les trois résolutions, et en les remettant, le président, sir Fletcher Norton, dit à George III : « Les Com» munes ont largement accru les revenus de Votre » Majesté, au delà de tout précédent connu, au delà » des plus larges besoins de Votre Majesté. »

Rien de plus illégal que cette expression d'une opinion personnelle par le président : le président ne peut que prononcer ce que la Chambre a décidé. Sir Fletcher Norton fut vivement attaqué le lendemain : mais, défendu par Fox, il obtint un vote favorable de la Chambre. Le Roi ne lui pardonna jamais ces paroles inconstitutionnelles, et lui fit perdre son siége de président à la session suivante.

Les lords voulurent soutenir la Chambre basse dans cette réaction contre le gouvernement personnel, mais les opposants ne purent réunir la majorité, et subirent la vengeance royale. Le marquis de Carmarthen et le comte de Pembroke furent destitués de leurs charges de lord-lieutenant dans leurs comtés. Par une habile manœuvre, on soumit à la Chambre haute la motion de demander au Roi s'il avait reçu de quelque ministre le conseil de révoquer des pairs de leurs emplois pour leur conduite dans le Parlement : mais on ne put réunir un nombre de votes suffisant pour faire réussir cette nouvelle attaque.

Un vaste plan de réforme s'élaborait pendant ce temps. Ce plan, connu sous le nom de réforme économique, fut préparé par Burke, et rédigé en cinq projets de loi, que l'on présenta en 1780. Burke demandait une réduction générale des places, des dépenses, et une modification complète des rouages administratifs. Les pensions, selon lui, devaient être à la charge du budget, et non de la liste civile. Plusieurs de ces pensions, d'ailleurs, devaient être abolies comme rémunérant des offices inutiles ou des charges gothiques dans la maison royale, charges et offices remplis par des députés qui aliénaient leur indépendance pour un titre ridicule, mais richement rémunéré : il cita pour exemple la charge de

tourne-broche du Roi qui était conférée à un membre du Parlement.

Le premier de ces projets fut combattu par lord North et rejeté par la Chambre. Burke le présenta de nouveau l'année suivante, et fut soutenu par le jeune William Pitt, le second fils de lord Chatham, qui faisait, sous les auspices de Burke, ses débuts dans la vie politique. Pour la première fois aussi prirent la parole dans cette discussion Sheridan et Wilberforce. Ceux que Walpole appelait les enfants étaient vétérans ou morts, et déjà se levait la nouvelle génération des orateurs, derrière Burke et Charles Fox. Heureuse organisation politique qui permettait la formation et l'essor des jeunes talents et ne laissait jamais le pays vide regarder avec inquiétude et défiance l'incapacité ou la médiocrité de ceux qui aspiraient à le conduire. A ceux qui avaient vieilli dans la pratique des affaires et l'expérience des débats, succédaient de jeunes têtes, et le champ politique se couvrait ainsi de nouvelles moissons plus prospères et plus dorées à chaque génération.

Comme leurs devanciers avaient essayé leurs forces contre Robert Walpole, les jeunes whigs acquirent leur expérience contre lord North. La chute du cabinet devenait imminente, ou plutôt il n'y avait plus de cabinet. On voit par la correspondance de George III avec lord North, que les ministres se con-

formaient aux ordres du Roi pour la politique étrangère aussi bien que pour l'administration intérieure : les titres, les pensions, les grades de l'armée, les places dans l'Église, les siéges au Parlement, étaient abandonnés au Roi. C'est une époque de régime arbitraire : si l'on ne peut dire que l'on est sous une monarchie absolue, c'est que le Roi prend encore la peine de diriger des débats dans le Parlement, de faire proposer des motions : il s'occupe de la tactique parlementaire. Aussi le duc de Richmond pouvait dire à la Chambre des lords : « que le » pays était gouverné par des commis, confinés cha- » cun dans son office; sans responsabilité, sans unité, » sans concert, ils ne montraient que dissension, » faiblesse et corruption. »

Les conséquences de ce régime furent les malheurs de la guerre d'Amérique : l'esprit étroit et obstiné de George III ne se laissait abattre ni par les désastres militaires ni par l'accroissement redoutable de la dette publique. Mais la majorité gouvernementale diminuait à la Chambre. A une motion faite le 22 février 1782 par le général Conway, le ministère n'eut qu'une seule voix de majorité. Cinq jours après la même motion fut reprise : lord North demanda un délai pour la discuter, et le délai fut refusé à dix-neuf voix de majorité. Immédiatement la Chambre vota une adresse au Roi pour que l'on

mît un terme à la guerre d'Amérique. Elle sortait enfin de sa longue tutelle, et effrayée des maux amenés par le Roi, à qui elle avait permis de gouverner, elle se rejetait vers l'aristocratie whig.

Mais le Roi essaya de manœuvrer contre cette majorité naissante, et l'on vit un fait singulier. Le doucereux lord North vint annoncer à la Chambre que, devant ce blâme de sa politique, il ne se retirait pas, non, mais qu'il changeait sa politique pour la conformer à l'opinion de la majorité.

Fox voulut faire remarquer ce qu'avait d'inconstitutionnel cette déclaration d'un ministre qui restait en place pour appliquer, contre ses convictions, contre sa conscience, les opinions de ses adversaires. Mais lord North répliqua qu'il maintiendrait son cabinet tant que la Chambre ne formulerait pas nettement sa volonté de le renverser.

Le Roi voyait avec effroi approcher le pouvoir de cette aristocratie whig qu'il combattait depuis vingt ans et qu'il croyait avoir vaincue. Il eut un moment de désespoir, et menaça d'abdiquer et de se retirer en Hanovre. Bizarre prétention, colère vaine. Guillaume d'Orange pouvait rentrer dans sa Hollande avec gloire, et, s'il eût déposé la couronne d'Angleterre, il eût laissé le pays en proie à l'anarchie et aux querelles religieuses. Sa tête seule pouvait établir la paix intérieure et l'unité anglaise. De son

départ l'Angleterre seule eût souffert. Mais ce pauvre George III, qui, avec toute son application au travail, venait de voir détacher de la mère patrie les plus puissantes colonies du monde, qui, après avoir reçu de Pitt la plus formidable marine, ne pouvait plus que lutter à chances à peine égales avec les flottes de Louis XVI, n'aurait emporté d'Angleterre que la pitié pour ses éclipses mentales et se serait trouvé étranger dans son Hanovre misérable, tandis que l'aristocratie whig eût reconstitué la liberté et l'unité en Angleterre.

Il renonça bientôt à ses puériles pensées d'abdication. Soit qu'il ait eu assez de sens pour comprendre que le parti anonyme des amis du Roi n'aurait ni autorité, ni capacité, ni existence légale, soit que le jeune Pitt lui ait suggéré un nouveau plan, il se décida à subir pour un temps le joug des whigs et le pouvoir d'un ministère réel; il renonça à son ancienne tactique, et connaissant par cette expérience la puissance formidable de la constitution dans laquelle il se trouvait saisi et se débattait vainement, il se prépara à en faire manœuvrer les rouages au profit de ses idées.

Durant ces hésitations, l'assaut du ministère se donnait avec vigueur. Le 8 mars, lord John Cavendish proposa de voter que l'incapacité du ministère était la cause des maux de la guerre. Sa motion fut

rejetée par une majorité de dix voix seulement. Le 15 mars, il y avait encore neuf voix de majorité pour rejeter une proposition de déclarer que la Chambre n'avait plus confiance dans les ministres. Le 20 mars l'attaque recommençait, lorsque lord North annonça qu'il venait de donner sa démission.

Le Roi confia avec découragement et dépit la formation du nouveau cabinet au marquis de Rockingham, qu'il avait si durement renvoyé douze ans auparavant.

La tâche était pénible pour Rockingham. En face d'un monarque malveillant, d'un Parlement rempli de lords et de députés dévoués à la politique personnelle du roi, d'un pays ruiné par une guerre funeste, et de colonies dont il fallait consacrer la séparation par un traité humiliant, lord Rockingham trouvait la division dans le parti whig qui devait être son appui. Avec lui marchaient Fox, Burke et l'amiral Keppel; mais moins avancés, et déjà prêts à se laisser dominer par l'influence de la cour, étaient Pitt, le colonel Barré et lord Shelburne. Enfin, il était forcé, pour complaire aux exigences de George III, de conserver dans son cabinet le chancelier lord Thurlow, qui y apporta les traditions de l'ancien ministère.

Eut-il le tort de ne pas y comprendre Pitt, ou bien le jeune ambitieux refusa-t-il de se compro-

mettre en acceptant une place de second ordre dans une administration à laquelle l'antipathie du Roi ne pouvait permettre une longue durée? Autant Burke était tory d'instinct, autant Pitt était whig par toutes ses aspirations; mais les hasards de la politique firent du premier l'un des plus brillants appuis du parti whig, et de Pitt le réorganisateur du parti tory. Tous deux souffrirent de cette violence faite à leur tempérament. Burke va rompre bientôt avec ses amis et se retirer dans le découragement, tandis que Pitt se laissera emporter à des projets de réforme et ne se défendra pas toujours contre les défiances du Roi.

De mars à juillet 1782, le ministère, composé d'hommes qui appartenaient à toutes les nuances d'opinion, fut dirigé par lord Rockingham et Charles Fox. Ils se sentaient minés sourdement par l'opposition de la cour. Sûrs de succomber dans cette lutte discourtoise, ils ne s'occupèrent qu'à prévenir pour l'avenir les ingérences de la couronne. « Nous resterons » toujours assez longtemps, écrivait Fox le 28 avril » 1782, pour porter une rude atteinte à l'influence » du trône. »

Afin d'amoindrir ces empiétements, ils réduisirent l'importance des charges qui plaçaient leurs titulaires dans la dépendance du Roi; ils firent déchirer sur le journal des Communes les feuilles où était

rédigée la proscription de Wilkes, que le Roi avait fait consacrer avec tant de persévérance. Ils préparaient de nouvelles réformes, quand la mort subite de lord Rockingham vint mettre un terme à l'existence du cabinet, au bout de quatre mois.

Le Roi résolut de reprendre le pouvoir; il choisit lord Shelburne comme premier ministre, et l'entoura de ses créatures. William Pitt, âgé de vingt-trois ans, entra dans ce cabinet comme chancelier de l'Échiquier. Le morcellement des partis était extrême. Le duc de Portland, Fox, Burke et Sheridan ralliaient l'opposition whig. Lord North cherchait à reconstituer autour de lui un parti tory. Il n'y avait plus de parti, partant plus de majorité, plus d'administration durable.

Lord Shelburne disposait d'environ cent quarante voix dans la Chambre des communes; lord North en avait cent vingt, et Fox quatre-vingt-dix. Les autres membres étaient ou indifférents ou inexacts aux séances. Les nécessités politiques amenèrent une réconciliation et bientôt une coalition contre le ministère entre les deux hommes qui s'étaient mutuellement combattus et renversés : Fox et lord North, coalition très-impopulaire et que peu de personnes crurent de bonne foi. «Nous nous sommes toujours » estimés dans nos luttes, disait lord North. — Les » haines cessent, l'estime reste », ajoutait Fox. Coa-

lition très-habile qui unissait les débris du vieux parti whig au jeune parti tory, reconstitué par l'ingénieuse souplesse de lord North pour opposer toute la vieille force constitutionnelle de l'Angleterre aux innovations de la royauté.

Mais lord North n'avait pas la vigueur d'un chef de parti. Il montra seulement à Pitt et à George III les ressources que l'on pourrait trouver dans cette résurrection des tories. Pitt, dont le principal talent était une merveilleuse rapidité de conception, comprit quelle force on pourrait avoir en s'appuyant sur la royauté pour devenir le chef des tories, plaire à George III en combattant l'aristocratie whig, et ramener ainsi le pays dans les voies constitutionnelles. Il se détacha doucement de lord Shelburne et évita de se compromettre dans les luttes qui suivirent, au milieu du parti bâtard des amis du Roi, irrévocablement condamné dans son esprit. Cette heureuse évolution ne se fit ni sans crise ni sans violences, mais elle ramena en peu d'années la balance des partis.

L'union des whigs avec lord North dépopularisait l'opposition. Les journaux ne tarissaient pas en satires contre la coalition. Un dessin représente la forte Albion qui écrase d'une main lord North et de l'autre Fox et les brandit avec fureur. A la Chambre même les reproches ne manquaient pas. « Je voudrais, dit » un membre, que l'on plaçât près de la tribune un

» héraut qui criât d'instant en instant : Infâme coali-
» tion ! — Mais, interrompit lord North, ce serait
» une dépense inutile, car l'honorable membre rem-
» plit avec zèle ces fonctions. »

Les mots de lord North plaisaient toujours à l'humeur anglaise. Il fut interrompu un jour par un chien qui se mit à hurler au début d'un de ses discours. Après qu'on eut chassé l'animal : « Comme le nouveau membre, dit lord North, a terminé sa harangue, je vais commencer la mienne... » Depuis lors les caricatures le représentent volontiers en habit de cour, avec son grand cordon, le geste arrondi, et suivi d'un chien. Burke, devenu très-impopulaire depuis son entrée dans la coalition, était figuré en jésuite avec le bonnet carré, un corps anguleux et de grosses lunettes. La plupart de ces dessins étaient commandés par la cour au crayon de Gillray, dont les œuvres, nationales en Angleterre, sont tout aussi recherchées et imitées qu'à l'époque où elles parurent.

Dans la Chambre, la coalition réunit bientôt une puissante majorité. Dès le 5 décembre, lord John Cavendish voulut en essayer les forces et introduisit une motion où l'on blâmait quelques détails des préliminaires de la paix avec l'Amérique. La discussion se prolongea toute la nuit, et ne se termina qu'à huit heures du matin par un vote où le ministère eut contre lui une majorité de seize voix. Quatre jours après

l'opposition réunit dix-sept voix de majorité dans un vote de blâme contre le ministère.

Le cabinet de lord Shelburne dut se retirer, sans avoir eu une beaucoup plus longue durée que celui de lord Rockingham.

Ce nouvel échec émut fortement le Roi. Il parla encore d'émigrer en Hanovre. « Rien de plus aisé, lui répondit lord Thurlow, mais il ne sera plus aussi aisé d'en revenir quand Votre Majesté s'ennuiera d'y rester. »

Les perplexités du Roi et la répugnance à subir de nouveau le joug des whigs durèrent trente-sept jours. L'antipathie du Roi contre Fox était surtout invincible : mais ni le duc de Portland, ni lord North n'eussent consenti à entrer dans un cabinet dont Fox n'eût pas fait partie. Le prudent Pitt refusait de prendre en main le pouvoir contre une aussi puissante coalition. L'opportunité lui manquait, et non l'audace : il devait passer à l'opposition pour y devenir le chef du nouveau parti tory, et il conseillait au Roi d'accepter le ministère de la coalition, afin de l'user promptement et d'appeler ensuite une administration tory. Mais les esprits obstinés sont ceux qui savent le moins prendre un parti. Subir la loi de la majorité de la Chambre quand on s'était cru et qu'on s'était vu longtemps le maître de cette majorité, était une nécessité à laquelle George III ne pouvait se résigner :

il consentit bientôt à choisir le duc de Portland pour premier ministre, mais à condition qu'il ne le verrait point. Le duc n'accepta que s'il devait être reçu par le Roi. Lord North qui était rentré en grâce à la cour se lassait de porter les messages à ses futurs collègues : le Roi consentit toutefois à voir le duc de Portland, mais se montra inflexible contre Fox. Il céda enfin, et se borna à détourner la tête lorsque Fox vint lui baiser les mains.

La nouvelle administration, dirigée par le duc de Portland, petit-fils de Bentinck le Hollandais ami de Guillaume III, comprenait Fox et lord North, et jouissait d'une énorme majorité dans la Chambre. Le talent de Charles Fox brillait plus dans le gouvernement que dans l'opposition : il était autant supérieur à celui de son père Henry Fox, que le mérite brillant du jeune Pitt était inférieur à la force de son père lord Chatham. L'équilibre se trouve ainsi entre ces deux couples de grands orateurs qui ont presque toujours été opposés, et qui se sont toujours estimés.

Le jeune Pitt ne fut pas inactif dans l'opposition. C'était surtout un caractère d'opposition. «Pitt, écrivait Horace Walpole, a un brillant langage, mais Fox a un sens solide et un pouvoir magique de faire éclater ses arguments. » Les circonstances voulurent que Fox se trouvât presque constamment dans l'opposition, tandis que Pitt se tenait au pouvoir avec sa

merveilleuse promptitude de comprendre et de raisonner, mais son incapacité administrative.

La plus forte opposition contre le ministère émana du Roi. « Jamais, disait George III à lord Temple, je ne donnerai ma confiance à un pareil ministère, et je saisirai la première occasion pour le renvoyer. » Et cette opposition de la couronne au gouvernement amena par un retour singulier en faveur de la couronne la popularité qui accueille d'habitude toutes les oppositions. Le Roi subissant la loi de l'aristocratie attirait les sympathies des sujets loyaux.

La vie constitutionnelle se trouvait ainsi combinée, que le ministère avait pour lui la Chambre des communes, tandis que le Roi, soutenu par la Chambre des lords, où la majorité constituée par les nouveaux membres se formait rapidement en un parti tory, ralliait à lui l'opinion publique.

La lutte fut vive et décisive.

Fox venait d'obtenir à la Chambre des communes plus de cent voix de majorité pour une loi sur l'administration des Indes qu'il présentait contre la volonté du Roi. Le Roi résolut de renverser d'un seul coup et cette loi et les ministres : secrètement il combina avec lord Temple et lord Thurlow de faire rejeter la loi par la Chambre des pairs. Jamais conspiration aussi vaste ne fut menée avec tant de mystère : les deux lords virent tous les pairs qu'ils comptaient

séduire, ils leur déclarèrent qu'ils étaient autorisés à protester contre la loi sur les Indes, et ils mirent sous leurs yeux une carte sur laquelle le Roi avait écrit de sa main : « Sa Majesté trouve bon que lord » Temple déclare que qui votera pour la loi des Indes » non-seulement n'est pas ami de Sa Majesté, mais » sera considéré comme un ennemi. Et si ces mots » ne sont pas assez forts, lord Temple pourra en » employer de plus énergiques. »

Jusqu'au vote, les ministres ignorèrent cette manœuvre : la loi fut rejetée par les lords ainsi intimidés. Les faits furent dénoncés le 17 décembre à la Chambre des communes par Baker, qui proposa la motion : « que l'influence sur les votes à l'aide de » prétendues opinions de Sa Majesté était un crime » de haute trahison, un attentat contre la couronne, » la constitution et le Parlement. »

Pitt soutint que la Chambre se compromettrait en émettant un pareil vote sur de vagues rumeurs ; que l'on n'avait aucune preuve matérielle de l'intervention royale. Mais Fox lui répliqua par un de ses plus célèbres discours, et fit adopter la motion par cent cinquante-trois voix contre quatre-vingts. Aussitôt, sur la proposition d'Erskine, on déclara : « que » la Chambre considérait comme un ennemi du pays » quiconque aviserait le Roi d'empêcher le remède » aux abus dans le gouvernement des Indes. »

Le Roi fit écrire à Fox et à lord North de faire apporter leurs sceaux par leurs sous-secrétaires d'État, parce qu'il lui serait désagréable de les voir. Lord Temple, celui même dont s'était servi le Roi pour agir sur les pairs, fut choisi pour recevoir ces sceaux et sceller les lettres de renvoi aux autres ministres.

Pitt accepta la mission de former un cabinet. L'entreprise était téméraire, mais Pitt voulut la tenter seul. Il accepta pour mener les débats à la Chambre haute l'appui de lord Thurlow, qui fut chancelier dans son ministère, comme il l'avait été dans presque tous les précédents; Pitt prit pour lui les deux titres de premier lord de la Trésorerie et de chancelier de l'Échiquier, mais il refusa le concours de lord Shelburne, qui représentait trop ce qu'on appelait alors l'influence des escaliers dérobés, c'est-à-dire des amis du Roi. Pitt voulait l'appui d'un parti plus sérieux; d'ailleurs lord Shelburne était plus estimé pour son talent que pour son caractère : on l'accusait de manquer de franchise et de louvoyer entre les partis : lord North avait un jour qualifié une de ses démarches de fraude pieuse : « Je vois bien la fraude, répondit Fox, mais non pas la piété. »

Ce n'était pas de tels alliés qu'il fallait à Pitt pour la lutte serrée qui s'engageait. Les ministres, chassés d'une manière peu gracieuse et peu constitution-

nelle, avaient été accueillis par une majorité considérable, bien dirigée et exaspérée.

Le seul expédient constitutionnel qui restât au premier ministre de vingt-quatre ans, c'était une dissolution. Mais l'impôt n'était pas voté, et le premier acte de la Chambre fut de reculer de deux jours la troisième lecture de la loi sur l'impôt foncier. Le 22 décembre, Erskine proposa et fit adopter une adresse au Roi sur les inconvénients d'une dissolution : toute la Chambre vint l'apporter au Roi, qui promit de ne pas faire un appel immédiat aux électeurs. Cette promesse amena une détente momentanée, mais vingt jours après, le 12 janvier 1784, l'opposition était organisée pour une attaque redoutable.

La Chambre débuta par refuser à Pitt le droit de lire un message du Roi. Puis le général Ross vint annoncer qu'on lui avait envoyé un gentilhomme de la chambre pour lui défendre de voter contre le ministère. Il s'ensuivit un tumulte assez long, durant lequel on voulut obtenir de Pitt la promesse qu'il n'y aurait pas de dissolution : mais Pitt refusa de se prononcer. A deux heures et demie du matin, la Chambre se constitua en comité sur l'état de la nation : dès lors les motions se pressèrent. Fox fit voter que tout agent serait coupable de haute trahison qui dépenserait ou ordonnerait la dépense de

fonds sans vote du Parlement. Puis on décida que des comptes seraient demandés pour toutes les dépenses qui avaient été effectuées du 19 décembre 1783 au 14 janvier 1784. Pitt n'essayait même plus de lutter; bientôt l'opposition poursuivit son succès en votant que la situation exigeait un ministère qui eût la confiance de la Chambre et de la nation.

Cet enchaînement de votes était rigoureux : on s'assurait la permanence, on créait un contrôle des moyens qui permettaient cette permanence en donnant une sanction à la défense de dépenser des fonds : on pouvait alors prononcer le blâme contre le cabinet. On alla plus loin encore : au moment de se séparer, à sept heures et demie du matin, on vota : « que les récents changements dans les conseils du » Roi étaient accompagnés de l'abus du nom du Roi » et de faits contraires à la constitution, ce qui ne » pouvait concilier la confiance de la Chambre. »

Deux jours après on vota encore : « que le main- » tien du ministère était contraire aux principes con- » stitutionnels et nuisible aux intérêts du Roi et de » la nation. »

Pitt ne dut pas avoir grand espoir de voir réussir la loi sur l'administration de l'Inde : il prétendait la substituer à la loi qui venait d'être le prétexte de ce grave conflit, mais elle fut rejetée le 23 janvier. Et dix jours après, le général Grosvenor fit voter « que

» la situation exigeait une administration qui fût » digne de la confiance publique. » Cette motion fut presque immédiatement répétée sous une autre forme : « le maintien (votèrent deux cent vingt-trois voix contre deux cent quatre) des ministres actuels empêche une administration qui ait la confiance de la Chambre. » Et l'on convint que ces décisions seraient portées au Roi.

Mais Pitt avait un appui dans la Chambre des lords, où le parti tory était déjà reconstitué. Les pairs soutenaient la couronne de leurs votes; ils préparaient également par leur influence personnelle de nouvelles élections. Le 4 février, lord Effingham proposa de déclarer d'abord que toute tentative de l'une des branches de la législature pour assumer un pouvoir distinct était inconstitutionnelle, ce qui fut adopté par une majorité de quarante-sept voix; et en second lieu il fit décider, sans vote, que « le choix » des grands officiers de la couronne appartenait au » Roi, et que la Chambre avait la plus grande con» fiance dans les lumières de Sa Majesté pour l'exer» cice de cette prérogative. »

La Chambre des communes releva le défi en affirmant sa détermination de maintenir ses droits; et comme ni le Roi ni le ministère n'avaient fait de réponse à ses motions, Fox déclara le 10 février que la Chambre ne voterait pas les impôts tant qu'elle

ne recevrait pas de réponse. Ainsi l'allocation des subsides était encore l'arme de guerre des Communes, comme aux temps de Charles Ier.

La réponse vint le 18. Pitt annonça à la Chambre que le Roi n'avait pas jugé à propos de renvoyer les ministres, et que les ministres n'avaient pas donné leur démission. Le 20 on vota une adresse de confiance dans la sagesse du Roi pour écarter tout obstacle à la formation d'un cabinet tel que la Chambre l'avait reconnu nécessaire. En recevant cette adresse, le Roi répliqua qu'aucun reproche n'avait été formulé contre les ministres, et que la Chambre des pairs leur avait témoigné sa confiance.

Cette opposition était peu combattue de front, mais l'influence des escaliers dérobés s'exerçait avec activité. Dans cette vigoureuse campagne, qu'il menait savamment, Fox perdait tous les jours du monde sur le terrain, et voyait rapidement décroître ses forces. Au vote du 12 janvier, il avait eu cinquante-quatre voix de majorité; il n'en avait plus que vingt à celui de l'adresse du 20 février. Il ne réunit qu'une majorité de douze voix pour voter, le 1er mars, que la continuation d'une administration qui ne possédait pas la confiance des représentants du pays était nuisible aux services publics. La majorité décrut encore et ne fut plus que de neuf voix dans un nouveau vote de blâme le 5 mars. « Il est sans exemple,

disait Fox, qu'un cabinet s'obstine à se maintenir contre la défiance de la Chambre des communes. — Il est sans précédent, répliquait Pitt, qu'un ministère soit requis de se retirer sans griefs articulés, sans objection présentée contre ses actes. » Bientôt Fox ne put plus réunir une majorité suffisante pour reculer le vote des impôts : dès que le budget fut adopté, le 24 mars, on prorogea le Parlement. Il fut dissous le lendemain; les électeurs allaient se prononcer dans cette grande querelle.

Il était nécessaire de l'exposer dans ses détails. C'est une époque décisive dans la vie du Parlement. Le parti whig qui a fondé les dynasties protestantes, qui a seul gouverné le pays sous les deux premiers George, et qui a soutenu la lutte contre le troisième durant vingt-cinq ans, succombe ici, ne va plus servir le pays que dans l'opposition durant plus de quarante ans, va s'amoindrir en nombre, mais non pas en talents, et se retrouvera aussi robuste, aussi national, aussi fécond en orateurs et en administrateurs, qu'il s'est montré durant les dernières années du règne de George II.

Dans cette crise qui détermine la chute des whigs, on doit assurément ne témoigner aucune estime pour le roi aveugle, obstiné, égoïste, qui cherche une révolution sans autre prétexte que les exigences peu éclairées d'une conscience où règnent unique-

ment de vagues idées de droit divin et de piété étroite ; mais on peut admirer la sagacité du jeune Pitt qui fait tourner au profit de la constitution les tentations despotiques et l'entêtement maladif du Roi. A Pitt l'on doit d'avoir exploité la manie de George III de devenir chef de parti, pour placer autour du trône, non plus les courtisans pensionnés ni les amis du Roi, mais un véritable parti national, les tories, qu'il sait retrouver et réorganiser en pleine lutte, et qu'il replace dans la constitution aussi forts contre leurs adversaires politiques que contre les caprices du trône.

Cette restauration, Pitt l'effectua sans sortir de la légalité, sans violenter les traditions. Plutôt que de dissoudre la Chambre avant le vote du budget, il soutint durant trois mois une lutte inégale, mais légale. Chaque motion de blâme portée contre lui faisait éclater davantage son respect de la loi, puisqu'il pouvait faire renvoyer la Chambre et qu'il préférait sa situation pénible à l'inconvénient de demander, sans le vote de la Chambre, l'impôt aux contribuables.

Aux électeurs, il témoigna moins d'égards. Le Roi était perdu s'il n'avait pas la majorité. On agit sur les votes par la triple pression de la cour, du cabinet et des pairs tories. Le succès fut complet. Cent soixante des adversaires de Pitt perdirent leurs

siéges : le cabinet se trouva avec plus de deux cents voix de majorité.

Ce triomphe fut obtenu autant par la violence que par la corruption. Un curieux exemple de la lutte de 1784 est donné dans l'élection de Westminster.

Le candidat était Fox lui-même; rien ne pouvait flatter davantage le Roi qu'un échec du plus haï de ses adversaires, et du plus illustre des whigs. Rien ne fut épargné pour emporter cette élection de Westminster : le concurrent de Fox était sir Cecil Wray. On ouvrit des tavernes où la bière était distribuée en son nom, on arma des hommes qui intimidaient les électeurs, on fit voter deux cent quatre-vingts gardes du Roi : « C'est légal, écrivit Horace Walpole, » mais jamais mon père, à l'époque de sa plus grande » puissance, ne l'eût osé faire. » Fox distribua aussi de la bière, dépensa cinq cent mille francs, et fut soutenu par la corporation des bouchers. Mais son meilleur appui, ce furent les femmes. La brillante et vertueuse duchesse de Devonshire sollicitait des votes pour Fox et assistait à l'élection entourée des plus belles dames de l'aristocratie whig : les journaux tories l'accusèrent d'avoir acheté par un baiser le vote d'un boucher, et choquèrent la Reine par l'inconvenance de leurs critiques contre l'intervention de la belle duchesse dans l'élection. Aux bouchers, la cour opposa des portefaix que l'on déguisa

en marins : on se battit dans les rues : plusieurs personnes furent tuées. Les scènes d'ivresse et de violence durèrent quarante jours, au bout desquels le scrutin fut déclaré clos.

On a su depuis que Fox avait deux cent trente-six voix de majorité. Mais le haut bailli refusa de faire le rapport et prétendit qu'il avait besoin d'étudier les votes. Il en résulta que Fox eût été bien réellement exclu du Parlement s'il n'avait pas été élu par le bourg de Kirkwall. Le haut bailli annonça, au bout de huit mois, qu'il n'avait encore fait le recensement des votes que pour une seule paroisse. Son audace fut défendue par Pitt; mais la Chambre, quelque docile qu'elle fût au ministre, refusa de consacrer de tels abus de pouvoir et de tels refus de justice. Une majorité de cent soixante-deux voix contre cent vingt-quatre somma le haut bailli d'envoyer les chiffres et donna contre lui à Fox une action pécuniaire en dommages-intérêts.

CHAPITRE VII.

DÉFAITE DU PARTI WHIG.

Les rôles étaient changés dans la nouvelle Chambre. C'était le tour de Pitt de diriger les votes : la loi qu'il proposa sur l'administration des Indes fut substituée à celle de ses prédécesseurs par deux cent soixante et onze voix contre soixante.

Fox, au contraire, se trouvait isolé au milieu de visages inconnus et malveillants. « Les membres » actuels, dit-il un jour, sont nouveaux : ils ont été » appelés ensemble par une erreur politique. Ce sont » des inconnus sortis de l'obscurité, mais pleins de » candeur. »

Il devint aigre, et se plaignit avec amertume de la guerre qui lui avait été faite dans l'élection de Westminster ; mais son jeune rival, abusant de son succès, lui répondait en prenant son air impertinent : « Le » très-honorable membre voudrait exciter la com- » passion pour regagner cette popularité dont il a » joui un jour, et dont il est déchu : le martyre est » un bienfait en politique, et le très-honorable membre

» serait heureux de souffrir même une persécution » réelle pour jouir de la pitié qu'on porte aux » victimes. »

Ce prodigieux succès du ministère dans les élections ne doit pas être attribué uniquement aux progrès des sentiments conservateurs; l'opinion publique, travaillée depuis si longtemps, revenait assurément vers le parti tory : quelques membres de la haute noblesse commençaient même à s'y rattacher : on ne peut nier qu'il y ait eu de la sincérité dans cette manifestation de l'opinion. Mais cette sincérité fut altérée par la singulière organisation du système électoral. L'influence du ministère et d'un petit nombre de familles assurait la majorité dans la Chambre des communes. Des villes considérables n'avaient pas d'électeurs, des députés étaient nommés par un seul électeur. Aux élections de 1784, les chefs de la haute aristocratie gagnés par la couronne, animés par leur lutte contre la Chambre des communes, et poussés déjà par l'influence du Roi vers le parti tory, unirent leurs efforts à ceux du ministère pour ne faire nommer que des députés qui fussent partisans de Pitt. Cette malléabilité des élections n'avait jamais été soumise à une pareille épreuve. Jamais on n'avait eu un exemple aussi éclatant des contradictions où tombaient les réponses du pays, suivant l'opinion de celui qui l'interrogeait.

Comme tout ce qui est resté immuable durant une longue série d'années, le régime électoral était rempli d'anomalies, d'injustices, d'inégalités. Il n'avait point été modifié avec l'avénement des classes moyennes à la vie politique. Chaque progrès acquis le laissait plus défectueux et plus suranné. Mais l'attachement des Anglais pour toutes leurs anciennes institutions empêchait même la réforme des abus. Dès 1766, lord Chatham avait signalé plusieurs modifications nécessaires : Wilkes en 1776 avait demandé une réforme générale : par l'une de ses premières motions, Pitt, lorsqu'il entra au Parlement, proposait une réforme électorale en 1782; il renouvelait sa proposition en 1783, se prévalant des opinions de son père, qui condamnait les vices des usages actuels. Mais il oublia ces vices ou renonça à les combattre dès qu'il se vit à la tête du ministère. La résistance aux modifications dans les vieilles institutions était l'un des principes du parti tory, qu'il réorganisait : il n'eût pu d'ailleurs soutenir ses premières idées contre l'opinion du roi, qui était le plus opposé de tous à une réforme.

Mais son projet fut repris par d'autres membres, et eut le même sort que tous ceux du même genre durant cinquante ans. Il fut rejeté le 18 avril 1785 par deux cent quarante-huit voix contre cent soixante-quatorze. Aux propositions de réformes générales on

reprochait de bouleverser les usages et d'ébranler trop profondément l'organisation politique. Demandait-on des modifications de détail, on répondait qu'elles nuiraient à la réforme de l'ensemble et qu'on ne pouvait morceler une aussi importante opération.

Une réforme paraît toutefois s'être faite vers cette époque : c'est l'abolition des pensions et présents aux députés. Elle ne fut pas subite : George III ne dut pas renoncer volontiers à ce moyen d'influence toléré par sa piété. Mais Pitt dut se faire scrupule de l'employer. Surtout le changement dans la situation politique et le progrès des mœurs durent rendre bientôt impossibles les séductions trop grossières. Le ministère n'avait plus à recruter des adhérents, du moment qu'il s'appuyait sur un parti : on allait désormais être whig ou tory, on ne serait plus ministériel. Le nombre des partisans du système de gouvernement personnel diminuait en même temps, bien que George III n'eût pas renoncé à son rêve favori.

Mais un triste événement vint en prouver les dangers. Le malheureux Roi se trouvait repris par sa seconde crise mentale. Il fallut qu'en 1788 le ministère soumît à la Chambre une loi de régence : cette loi fut le prétexte de débats violents. Fox voulait que la régence fût confiée au prince de Galles, son ami, espérant retrouver par lui le pouvoir; Pitt proposait un conseil de régence choisi par le Parlement, et

dont il se fût réservé la direction. Malgré les intrigues du prince de Galles, malgré les discours de Fox, Burke et Sheridan, le projet de Pitt fut adopté. Cinquante-sept pairs, parmi lesquels étaient les ducs d'York et de Cumberland, frères du Roi, voulurent l'infirmer par une protestation; mais la Reine et le prince de Galles se disposaient à s'y soumettre, lorsque le Roi revint à la raison, après plusieurs mois de maladie.

De bizarres incidents montrent l'esprit de formalisme qui règne au milieu des opérations du Parlement. Le Parlement ne peut s'ouvrir que sur l'ordre du Roi, or il n'y avait pas de roi : il ne peut nommer son président que si le Roi l'y invite : le président, lorsqu'il est élu, ne peut monter sur son siége qu'avec l'autorisation du Roi. On n'éluda ces difficultés qu'en imaginant peu à peu des combinaisons ingénieuses pour se passer de la volonté royale qui n'existait plus.

Elle se réveilla bientôt avec une certaine jalousie contre les ministres qui s'étaient trouvés pour un moment les seuls maîtres de l'État. Également avides d'autorité, le Roi et Pitt ne pouvaient vivre longtemps en harmonie, d'autant mieux que le Roi voulait toujours ramener ses conseillers dans les voies de son autorité, et que Pitt cherchait au contraire à introduire quelques réformes dans l'administration.

Pitt d'ailleurs était à peu près le seul ministre. Les principaux de ses collègues étaient le duc de Richmond et Dundas, qui fut depuis lord Melville.

Le duc de Richmond s'était détaché du parti whig. C'était un petit-fils de Charles II, hautain et léger. Ces Stuarts ont toujours un caractère romanesque. Son père, lord Lennox, avait été marié tout enfant à Sarah Cadogan, fille du général favori de Marlborough, pour annuler une dette de jeu entre les parents. Irrité contre sa famille, et honteux de cette sorte de marché, il avait quitté l'Angleterre durant plusieurs années. Le soir de son retour à Londres, il entra au théâtre, remarqua dans une loge une femme éclatante de beauté, et demanda qui elle était. « C'est, lui répondit-on, lady Lennox, celle qui est le plus à la mode à la cour. » Il se réconcilia le soir même avec elle. Leur fille aînée avait épousé Henry Fox et en avait eu une fille d'une beauté plus remarquable encore, qui avait failli épouser George III. Le fils avait toujours joué un grand rôle à la Chambre des pairs, et apportait l'appui de son nom et de ses influences au cabinet de Pitt.

Le concours de Dundas était plus solide. C'est le ministre qui soulageait Pitt des débats quotidiens et des querelles de second ordre à la Chambre des communes. Dundas avait un esprit facile, peu de volonté, et se tenait au courant de tous les détails de

l'administration sans trop s'occuper d'y empêcher les abus. Avec Dundas, Pitt aimait à se délasser de ses travaux, et à ne pas se cacher de son vice dominant, l'amour de la bonne chère. Une nuit, Pitt, Dundas et lord Thurlow avaient dîné à Addiscombe, et revenaient tellement ivres, qu'ils s'amusèrent à faire sauter par leurs chevaux une barrière de péage sans s'arrêter pour payer les droits. Le préposé les prit pour des voleurs de grand chemin, et fit feu sur eux.

L'opposition, au contraire, réunissait tous les talents de la Chambre des communes. Avec Fox marchaient l'avocat Erskine, très-fort dialecticien, mais plus occupé des soins de sa profession que des débats du Parlement; Grey, tout jeune encore, et Sheridan, dont le talent frappait les auditeurs plus que ceux qui lisaient les comptes rendus de ses discours. Sheridan était, comme lord Chatham, un orateur très-étudié et très-laborieux. Dans son premier discours il échoua si complétement qu'on lui conseilla de renoncer à la vie politique. Il s'accoutuma au contraire à la parole en s'exerçant devant les comités et dans les questions d'intérêt secondaire; il assista à toutes les séances, observa la méthode des chefs de parti, prépara avec soin ses discours. On a retrouvé après sa mort le carnet où il recueillait les mots à effet qui devaient être placés dans des discussions

ou des harangues. Ce travail opiniâtre, ces scrupules complaisants pour ce qu'il produisait l'amenèrent à une grande puissance oratoire. Son discours connu sous le nom de discours sur les Begums, où il attaquait les excès du gouvernement d'Hastings dans les Indes et la confiscation de trésors appartenant à des princesses indigènes, produisit un effet si saisissant que les ministres durent demander l'ajournement de la discussion au lendemain, parce que la Chambre était trop émue par tant d'éloquence pour pouvoir se prononcer avec calme.

Le prince de Galles était un des soutiens de l'opposition, comme l'avaient été le père et le grand-père de George III. Tout enfant, il se plaisait à irriter son père en criant : « Vive Wilkes! » Ses demandes d'argent, au milieu desquelles il ne faisait pas taire son goût des prodigalités, et son mariage simulé avec une catholique, mademoiselle Fitz-Herbert, l'avaient brouillé avec la cour. Contre lui s'exerçait le talent merveilleux mais vénal de Gillray, qui le représentait déporté comme convict à Botany-Bay, avec Fox et lord North, ou bien faisant bénir son mariage par Burke costumé en jésuite. Ce mariage avait surtout déconsidéré le prince : ou il était réel, et il le rendait indigne du trône, comme s'étant soumis à une cérémonie catholique : ou il était fictif, ce qui est plus probable, et c'était une honteuse comédie pour abu-

ser de la confiance de mademoiselle Fitz-Herbert.

Pendant ce temps se préparait le grand événement qui allait bouleverser l'Europe et ouvrir les périodes nouvelles de l'histoire. Les politiques anglais furent déconcertés lorsqu'ils apprirent notre révolution : ils pressentaient, en quelque sorte, que le vieux monde s'écroulait.

Fox la salua le premier. Par une généreuse illusion, il la déclara, dès le 9 février 1790, une aspiration de la France vers le régime constitutionnel dont jouissait l'Angleterre. Mais en ce moment on vit Burke se lever tout fiévreux et presque tremblant : il signala les erreurs et les dangers du mouvement qui commençait en France; avec des phrases heurtées qui trahissaient l'agitation de son esprit et les émotions de la lutte intérieure, il réfuta l'apologie que Fox venait de faire : il mit en garde contre les tentatives violentes et les révolutions brusques. Fox voulut calmer son ami et masquer devant les ministres ce dissentiment public, mais Sheridan se leva avec irritation et déclama contre Burke, déclarant que ses paroles faisaient l'éloge du despotisme et étaient indignes d'un Anglais.

Burke répondit sèchement que leur amitié était finie pour toujours. L'occasion était trop précieuse pour être négligée par Pitt : Pitt vanta la constitution anglaise, félicita Burke de sa prudence et le déclara

digne de la reconnaissance du pays. Burke resta froid, mais la scission commençait dans le parti whig, c'est-à-dire la déroute.

Burke était en toutes choses outré et impétueux; ses opinions allaient à l'extrême dès qu'elles étaient contredites. Lord Holland raconte à ce sujet qu'un jour il parlait de la bougie, récemment découverte, et disait que la lumière d'une seule bougie avait autant d'éclat que celle de deux flambeaux de cire : on lui contesta ce fait, et il soutint aussitôt qu'elle avait beaucoup plus d'éclat. Sa grande aversion contre la Révolution française vint surtout de la confiscation des biens du clergé. Bien que protestant, Burke avait les instincts catholiques d'un Irlandais, et un tel respect pour tous les cultes, qu'il avait fait un grief à Hastings de n'avoir pas assez ménagé la religion hindoue. Son âme noble et élevée avait du respect pour toutes les erreurs et de l'aversion pour toutes les brutalités.

Des griefs plus proches excitèrent bientôt l'animosité contre les mouvements révolutionnaires. En 1792, la populace anglaise commença à s'agiter. Thomas Paine publiait les *Droits de l'homme :* des sociétés révolutionnaires s'organisaient à l'imitation des clubs de Paris. L'inquiétude se répandit. Le Roi dans son adresse du 13 décembre 1792 parla de tentatives pour renverser le gouvernement. « C'est une

calomnie contre le peuple anglais », avait osé répondre Fox, dans les débats de l'adresse. Le 28 février 1793, Sheridan avait nié l'existence réelle des séditions, et, prétendant qu'elles étaient fomentées en haine du gouvernement français, avait demandé qu'elles fussent l'objet d'enquêtes parlementaires.

Artificielles ou non, les émeutes furent réprimées avec dureté : la société anglaise se défendit vigoureusement; les juges furent impitoyables pour les républicains; les craintes du danger se dissipèrent peu à peu.

Les whigs avaient formé une association pour poursuivre la réforme électorale. Ils se rassemblaient chez lord Portchester, qui refusa de signer leur manifeste sous le prétexte qu'il ne le trouvait pas assez républicain. Ces réunions furent dénoncées par lord Portchester lui-même et interdites. Le délateur fut récompensé par le titre de comte de Carnarvon. « Il eût été marquis, sans doute, dit Fox, si nous avions été plus républicains. »

Mais ce caractère ne pouvait pas être accepté par l'aristocratie whig : Fox se vit abandonné par les plus puissants de ses adhérents, qui vinrent grossir le parti tory, où Pitt les accueillit avec empressement. Il leur ouvrit même le cabinet, où vinrent siéger Windham et le vieux chef whig, le duc de Portland. Le pouvoir revenait solidement aux tories

avec le concours des grandes familles gouvernantes. L'évolution s'achevait. L'œuvre de George III avortait définitivement; le pouvoir restait au Parlement et à l'aristocratie, et l'esprit du gouvernement se retrouvait dans le parti tory, tandis que les whigs, privés de l'appui des Cavendish, des Bentinck, des Wentworth, et de Burke, Windham et lord North, ne comptaient plus aux côtés de Fox que de jeunes membres, Grey, lord Brougham, lord Holland, assez forts pour préparer la revanche de leur parti, mais non pour empêcher sa déchéance momentanée. L'opposition ne disposait plus de cinquante voix dans la Chambre des communes.

Fox, déjà découragé, n'obtint que cinquante-deux voix pour sa motion en faveur du rappel de l'acte contre les émeutes. Lord Grey transporta la discussion sur un terrain moins défavorable : il demanda une réforme parlementaire. La nécessité de cette réforme était si évidente, les arguments si convaincants, que l'on put espérer le succès. On échoua avec quatre-vingt-onze voix contre cent quarante-neuf. Alors l'opposition prit le parti étrange du suicide. Elle décida, malgré Sheridan, de s'absenter des séances dans les deux Chambres. « Sécession, disait lord Landsdowne, c'est rébellion où absurdité. » Le parti se décida à la sécession, comme à une protestation devant le public du refus de réforme électorale,

et le gouvernement se trouva, durant quatre sessions, sans opposants dans les deux Chambres.

Pour le parti whig, l'effet de cette détermination désespérée fut nul; l'opinion la vit avec indifférence ou avec blâme. Mais elle amena un résultat que Fox n'avait point prévu : elle affaiblit le ministère, non pas devant la nation, mais devant le Roi. L'opposition était un soutien contre le Roi; Pitt arrêtait les imprudences de George III et combattait ses envahissements par la crainte de l'opposition; il se trouva tout à coup seul en face de la couronne, et représenta, avec son cabinet, toute l'opposition aux yeux du vieux Roi. La cour commença de petites attaques et de mesquines résistances contre les ministres. Elle usa le cabinet plus que ne l'eussent fait des discussions sérieuses.

Ainsi était mise en évidence la nécessité d'une opposition même peu nombreuse; son absence arrêtait le jeu des institutions. Le ministère n'avait plus d'appui contre la pression du trône. L'équilibre était rompu.

Un autre inconvénient ne tarda point à paraître. L'opposition n'existant plus à l'état légal dans le Parlement, se trouva tout à coup dans la presse et dans le public. Le Roi perdit à cette époque de sa popularité. Sa tenue modeste, son énorme corpulence, les questions brusques qu'il répétait hors de propos,

sans attendre les réponses, devinrent des sujets de satire.

L'impitoyable Gillray venait alors de passer à l'opposition. Il avait été envoyé en France avec Loutherbourg pour faire un tableau du siége de Valenciennes. En regardant les croquis, le Roi loua les paysages de Loutherbourg, mais parla avec mépris des types d'officiers et de soldats républicains que Gillray avait crayonnés. L'amour-propre de l'artiste fut blessé. Il publia plusieurs dessins contre la Reine, qui était une Allemande petite, dure, avare, au nez retroussé, à la figure boudeuse et disgracieuse.

C'était le moment où le prince de Galles, perdu de dettes, s'était séparé de la malheureuse Fitz-Herbert, et avait été séduit par le riche douaire de la princesse Caroline de Brunswick. Les excentricités des deux époux avaient commencé le jour même du mariage. On se racontait aussi comment la Reine avait pris pour femme de chambre miss Burney, le romancier populaire de l'époque, ruinait la santé de la pauvre fille par son joug sévère, et refusait de la rendre à son père pour ne pas changer d'habitudes. On se disait comment, dans une cérémonie, elle n'avait pas permis de se reposer à la dame qui tenait sur les bras un de ses petits-fils jusqu'à ce qu'elle tombât d'épuisement.

Toutefois on avait une estime qui devenait ten-

dresse au moment de ses infirmités mentales pour ce roi à la vie bourgeoise, entouré de beaux enfants, et qui donnait à sa cour l'exemple de l'honnêteté et de la piété.

La révolte de l'Irlande compliqua la situation politique. Pitt s'était imposé la tâche d'unir l'Irlande à l'Angleterre, ainsi que l'Écosse était unie déjà. Il considérait comme conséquence logique et inévitable de cette union l'émancipation des catholiques, mais il savait la résistance que le Roi apporterait à cette mesure, et espérait l'y amener insensiblement. Son projet se trouvait arrêté par l'insurrection. Il avait à soutenir la guerre, à pourvoir aux dépenses énormes qu'elle exigeait, à lutter contre la mauvaise humeur du Roi, qui revenait plus que jamais à ses idées de gouvernement personnel. L'opposition en même temps semblait se dénaturer depuis sa retraite du Parlement. Le duc de Norfolk avait prononcé d'étranges paroles en célébrant avec deux mille convives le jour de naissance de Fox. « Les premiers, » avait-il dit, qui se rallièrent autour de Washington » étaient deux mille aussi. Washington a établi la » liberté de son pays. Faites, messieurs, l'applica- » tion; je porte la santé de Fox! »

Tant de difficultés, et peut-être aussi des habitudes d'intempérance, aigrirent le caractère de Pitt et le rendirent irritable. « Il y a de la goutte dans son

» discours », dit un jour de lui lord Landsdowne. Dans une discussion sur une loi d'income-tax, Pulteney, un vieillard, fils de l'adversaire de Walpole, avait critiqué les projets de Pitt. Celui-ci répondit avec colère : « Quand on a préparé un vaste plan pour » restaurer les finances de son pays, on ne peut se » laisser détourner de ses desseins par les subtilités » chagrines d'une vieille femme qui déchire, qui » chiffonne des morceaux. » Le seul whig qui fût resté à la Chambre, Tierney, somma le ministre d'expliquer le sens de ces mots, qui lui semblaient inconvenants. Pitt refusa toute explication avec tant de hauteur, qu'un duel devint nécessaire. Ce duel fut assez ridicule. Aucun des adversaires n'avait touché un pistolet de sa vie. La rencontre, qui eut lieu un dimanche dans un bois à Putney, troubla des amoureux qui s'y étaient donné rendez-vous. Tierney se savait sûr d'être massacré par le peuple s'il tuait Pitt; Pitt songeait qu'il était peu dans son rôle de premier ministre. Il tira en l'air, et les témoins obtinrent une réconciliation.

La fin du dix-huitième siècle amena l'union avec l'Irlande et la discussion des préliminaires de paix avec la France. Fox rentra à la Chambre dès qu'il apprit que des ouvertures de paix étaient faites. Il me dit, raconte lord Holland, comme nous allions à la Chambre des communes, qu'il n'avait jamais parlé

sans émotion (*nervousness*), et qu'il était particulièrement ému ce jour. Jamais il ne parla mieux.

La paix ne fut faite que deux ans après; l'union avec l'Irlande ne décida que trente ans plus tard l'émancipation des catholiques.

Non par la faute de Pitt. Il espérait que des concessions aux catholiques séduiraient les Irlandais. Mais George III s'obstina à les refuser, avec son opiniâtreté que l'âge et la débilité mentale rendaient plus tenace. Le haut clergé l'anima dans sa résistance et l'exalta dans une sorte d'excitation qui se traduisait par de puériles colères. Au lever qu'il tint le 28 janvier 1801, il dit à Windham, ancien whig et secrétaire d'État de la guerre : « Je regarde comme » un ennemi personnel quiconque votera des conces- » sions aux catholiques. Oui, ajouta-t-il en regar- » dant Dundas, le trésorier de la marine, un ennemi » personnel et un jacobin comme on n'en a jamais » vu. »

Mais Pitt était aussi obstiné dans son œuvre patriotique que le Roi dans son aveuglement. Il osa en parler au Roi trois jours après cette scène. Le Roi s'emporta de nouveau, déclara qu'il ne pouvait déshonorer sa couronne, et souffrirait plutôt le martyre. Pitt dut donner sa démission.

Le Roi chargea Addington, président de la Chambre, de former un nouveau cabinet, et fut repris

presque aussitôt de sa troisième attaque de folie (février 1801). Qui était ministre? Il n'y avait plus de roi à qui Pitt pût rendre les sceaux, personne qui pût remettre les sceaux à Addington. Pitt continua à expédier les affaires jusqu'à ce que George III eût recouvré assez de lucidité pour consacrer le changement d'administration.

Ce changement de ministère, survenu en dehors du Parlement par un caprice de malade, fut accepté autant par pitié pour la pénible situation du Roi que par haine contre les catholiques. Le peuple anglais s'attachait au prince malheureux qui partageait ses vieux préjugés.

Mais ces sentiments ne donnaient que peu d'autorité à Addington dans le Parlement, où l'opposition combinée de Fox et de Pitt ne devait pas laisser rétablir l'ancien parti des amis du Roi.

Addington avait un esprit médiocre, un caractère conciliant et un certain art d'éluder ou de reculer les difficultés. Il avait su s'assurer l'appui de Sheridan; mais sa force était surtout dans la confiance poussée jusqu'à la tendresse que lui portait le vieux Roi. George III était heureux de ne plus subir la domination de Pitt. Sa faible tête était plus à l'aise auprès du doucereux Addington.

Le nouveau cabinet conclut avec la France la paix d'Amiens, du 27 mars 1802. Il eut l'habileté de

cacher une nouvelle attaque de folie du Roi. George III avait gardé, dans cette maladie, la même affection pour Addington, et lui donnait les signatures qui étaient demandées.

Cette simulation de lucidité fut vivement reprochée aux ministres quand elle fut découverte sept ans plus tard, sur les anciens rapports des médecins. Lord Grey déclara qu'en abusant du nom du Roi Addington avait tenu une conduite qui ne différait guère de la trahison. Mais Addington était déjà sorti depuis longtemps du ministère.

L'union de Pitt et de Fox le contraignit en effet de résigner ses fonctions en mai 1804.

Pitt aurait voulu comprendre dans son cabinet Fox et lord Grenville. Mais le Roi avait toujours la même haine de Fox; à vouloir vaincre ces caprices de vieillard, Pitt avait trop perdu pour insister de nouveau : « Je ne veux pas de M. Fox, même au » prix d'une guerre civile », murmurait le pauvre Roi. Il fallut renoncer à lord Grenville, qui ne voulait pas se séparer de Fox. Le cabinet était déjà affaibli avant d'être formé.

Il fut présidé par le vieux duc de Portland, et comprit avec Pitt, lord Chatham son frère aîné, lord Castlereagh, et un jeune homme brillant, remuant, que l'on s'adjoignit sans lui donner voix au conseil, c'était Canning.

Les partis étaient si divisés qu'il n'était pas aisé de se constituer une majorité. Addington, que l'on savait toujours aimé du Roi, disposait d'un groupe menaçant de soixante à soixante-dix voix. Pitt préféra accepter son alliance, et le fit entrer dans le conseil avec un titre de pair.

Pitt s'épuisait moins par le travail que par ses habitudes d'ivresse. Il reprit un peu d'énergie pour défendre son ami Dundas, devenu lord Melville, qui n'était pas plus tempérant que lui, et que l'on accusait de malversations dans les finances de la marine. Wilberforce et quelques jeunes membres voulaient que l'on rompît définitivement avec les habitudes de corruption, et exigeaient des justifications sévères de toutes les dépenses. Un moment même les soupçons parurent s'élever jusqu'à Pitt. Mais le ministre fut défendu avec énergie par Fox lui-même, qui protesta en faveur de l'intégrité de son rival. Dundas fut acquitté; cette affaire est le point de départ d'un changement complet dans les mœurs politiques. Les honnêtes paroles de Wilberforce ne furent plus oubliées. Il semble qu'à partir de cette époque, non-seulement on n'a jamais soupçonné un ministre d'indélicatesse, mais même on n'a plus parlé de membres du Parlement séduits par les moyens grossiers du siècle précédent.

Pitt mourut épuisé, le 21 janvier 1806, au milieu

des désastres qu'amenait sa politique contre la France.

Cette mort obligea George III à subir le ministère de Fox. Nulle administration n'eût pu se former sans Fox. Le premier ministre fut lord Grenville, qui comprit tous les talents et toutes les influences dans son cabinet : il eut les whigs Grey et Erskine; les amis du Roi par Addington, devenu lord Sidmouth, et les tories par le duc de Portland et lord Ellenborough qui voulut rester lord chief-justice, et cumula ainsi les fonctions de ministre et de premier magistrat du royaume : fait irrégulier qui ne s'est plus renouvelé depuis.

Une première difficulté se présenta par l'élection du républicain Horne Tooke dans le bourg de Old-Sarum, l'ancien collége du premier Pitt. Ce bourg était un amas de maisons ruinées d'où s'était reculée la banlieue de Londres, et il ne comprenait qu'une dizaine d'électeurs fameux par leur facilité à se laisser séduire. Les intolérants de la Chambre voulaient annuler cette élection, non pour corruption, car c'eût été donner trop d'avantage aux partisans des réformes électorales, dont quelques-uns siégeaient déjà au ministère, mais sous le prétexte que Horne Tooke était membre du clergé : « Étrange candeur, » dit le député, qui vous fait voter que vous ne re- » cevrez jamais ni diacre ni prêtre, après que du-

» rant plus d'un siècle des diacres et des prêtres ont » siégé parmi vous, le jour où il en entre un qui est » opposé à votre politique! » Il fut admis en effet, mais les membres du clergé furent exclus à perpétuité. Il est l'un des fondateurs, avec sir Francis Burdett, du parti des radicaux, qui n'a jamais compté beaucoup de membres à la Chambre ni d'influence dans le pays.

Ce fait montre l'esprit étroit de la Chambre et l'autorité que le Roi pouvait y prendre aisément contre son cabinet. Lord Grenville se trouva bientôt affaibli par la mort de Charles Fox (13 septembre 1806). Avec Fox on perdait et l'éclat du cabinet, et les chances de paix avec la France. Deux questions devaient d'ailleurs diviser entre eux les membres du ministère, et les séparer d'avec le Roi et le pays : la réforme électorale et l'émancipation des catholiques. La majorité dans le cabinet appartenait au parti whig, tandis que l'opinion publique, poussée par Pitt dans le parti tory, s'y était maintenue. Les ministres whigs consentirent à ajourner leurs vœux de réforme électorale, mais les agitations de l'Irlande ne permirent pas d'imposer également silence à leurs pensées sur l'émancipation des catholiques.

Là ils se heurtaient contre le Roi lui-même. Et l'on peut penser que le Roi s'y était attendu, et savait bien que ce cabinet whig ne durerait pas plus que

tous ceux de la même opinion qu'il avait été forcé d'admettre au pouvoir sous son règne. George III avait déjà été blessé par une prétention de lord Grenville de proposer des réformes dans l'armée; l'armée appartenait au Roi, dans son opinion, et non aux ministres; mais sa colère fut portée à son comble quand il vit lord Grenville préparer une loi qui permettait d'accorder aux catholiques et aux dissidents des grades dans l'armée et dans la marine. Un tel bouleversement de tous les principes religieux divisa le cabinet. Tandis que Erskine et lord Grey soutenaient lord Grenville, Addington et lord Ellenborough partagèrent l'avis du Roi, et le duc de Portland déclara qu'il publierait dans la Chambre des lords la pieuse résistance du Roi à des innovations aussi révoltantes.

Les ministres whigs furent embarrassés : par leurs convictions propres et par les besoins de l'Irlande, ils avaient été poussés à présenter des réformes qui allaient amener la chute du cabinet, c'est-à-dire qui ruinaient toutes leurs espérances de progrès. Ils essayèrent donc de reculer, et lord Grenville déclara au Roi qu'il retirait son projet de loi sur les catholiques.

George III, qui avait encore la rancune de sa querelle avec Pitt sur le même objet, six ans auparavant, exigea de Grenville l'engagement écrit qu'il ne

proposerait jamais aucune mesure en faveur des catholiques.

Les ministres whigs se révoltèrent d'une prétention aussi rigoureuse et offrirent leur démission.

Encore un cabinet renversé par un simple caprice du Roi : et pour compléter la ressemblance avec les précédentes infractions aux principes parlementaires, les ministres renvoyés furent acclamés par la Chambre. Le 9 avril 1807, le député Brand présenta la motion « qu'il était contraire aux devoirs des ministres de se » lier par un engagement politique avec le Roi. » Un pareil engagement serait en effet une manière d'abriter la responsabilité des ministres derrière des promesses qui seraient faites au Roi irresponsable.

Des ministres pouvaient-ils se lier à ne donner que les avis qui plairaient au souverain? « Prendre un engagement envers le Roi, dit sir Samuel Romilly, est en réalité trahir le Parlement. Du reste, ou le Roi en demandant l'engagement a suivi l'avis de conseillers secrets et il est en faute, ou il a agi sans avis et il est sorti de la constitution. » La motion fut adoptée par deux cent cinquante-huit voix contre deux cent vingt-six, à six heures et demie du matin.

La discussion vint le 13 avril à la Chambre des lords. Le Roi, y fut-il dit, ne peut faire de lui-même aucun acte de gouvernement : personne ne peut dire qu'un acte émane de l'ordre ou de la conscience du

Roi. Le Roi n'a d'autre conscience que celle de ses sujets responsables. Sa conscience suit les sceaux. A sept heures du matin on vota pour l'ajournement.

Addington et le duc de Portland avaient abandonné leurs collègues whigs : ils restèrent dans le cabinet dont le Roi confia la formation à Perceval et où entrèrent Canning et Castlereagh. Le Parlement essaya de lutter. Il refusa, par une majorité de deux cent huit voix contre cent quinze, les revenus à vie du duché de Lancastre que le Roi avait voulu conférer à Perceval. Le vote fut porté à la cour par lord Ossulston, le messager encore en fonction de l'ancien ministère. — « Je pense, lui dit le Roi, que vous avez offert votre démission? — Oui, Sire. — Fort bien, je veux vous éviter la peine de remettre plus tard vos insignes. »

Il prit alors le bâton blanc des mains de lord Ossulston, se leva avec peine, et marchant lourdement, il alla à petits pas cacher le bâton dans le coin le plus reculé du salon. Tout heureux de sa malice, il dit en se rapprochant : « Maintenant que vous n'avez plus vos insignes, vous ne pouvez porter ma réponse; je l'enverrai par un conseiller privé. »

Cette réponse fut une dissolution du Parlement. Comme en 1784 les élections furent favorables au Roi, et envoyèrent une Chambre des communes docile au ministère. Ainsi, la défaite du parti whig était si complète, que ses chefs ne pouvaient rester même

dans un cabinet mixte, et ne pouvaient être soutenus même dans des questions de simple équité comme l'abolition des lois contre les catholiques. Tout Parlement qu'ils forçaient à les tolérer était répudié par le peuple. Le patriotisme, irrité par les revers de la guerre contre Napoléon, semblait se détacher des libertés publiques et des droits politiques, pour se confiner avec un aveuglement obstiné dans l'amour du pauvre vieux Roi et dans l'horreur du papisme.

Perceval était un avocat, froid, élégant, adroit. Ce premier ministre des tories avait identiquement le visage de Robespierre.

Canning était un orateur de talent et un habile administrateur : il eût été le premier des hommes d'État de son temps s'il n'avait pas été travaillé par un défaut qu'ont eu quelquefois ceux de France, un attachement exagéré pour les places. Le pouvoir avec les avantages qui y sont attachés le fascinait au point de l'amener à des manœuvres entre les partis qui n'étaient plus tolérées en Angleterre.

Lord Castlereagh se brouilla avec Canning, son collègue; ils se battirent en 1809 à Putney, puis furent réconciliés : mais lord Castlereagh n'eut jamais une tête calme; il finit par se tuer.

Le Roi n'eût peut-être pas été encore satisfait de ce ministère. Il n'avait pas les hommes dociles qu'il avait souhaités toute sa vie, qu'il avait trouvés, mais

qu'il n'avait jamais pu conserver au pouvoir. Son succès était grand néanmoins. Il venait d'arrêter brusquement les réformes, il était débarrassé des réformateurs; sa volonté n'avait plus à lutter contre celle des hommes de talent qu'il haïssait. Mais, comme par une dérision du sort, c'est au moment où il se voyait le seul maître, où il substituait son gouvernement à celui des politiques formés dans les Chambres, que son cerveau l'abandonnait. Cette fois la chute fut complète et irrémédiable. Saisi par la cinquième crise de son mal dans l'automne de 1810, il vécut encore quelques années, mais il disparaît définitivement de l'histoire.

Le pouvoir fut confié à son fils le prince régent, plus tard George IV.

Très-beau, très-séduisant, plus instruit que ne l'avait été son père, le prince régent fût devenu le type du grand seigneur, comme il le souhaitait, s'il n'avait manqué complétement de cœur et de principes. En politique, il oscillait d'un parti à l'autre selon les chances qu'il entrevoyait pour qu'on lui payât ses dettes : dès 1787 il se voyait menacé de la banqueroute, et n'espérait de salut que par un vote de ses amis les opposants, lorsque George III évita ce scandale en demandant lui-même le vote des subsides. En 1795 il devait de nouveau seize millions de francs. Sa grande occupation était de varier ses perruques et

ses croix, et de se faire peindre sous des uniformes nouveaux. Il cherchait les personnes qui pouvaient amuser ses ennuis, mais n'avait pas un ami. Son fidèle Brummel, qui avait été son rival en élégance, disgracié plus tard et pauvre, invoqua les souvenirs de leurs anciennes relations en lui envoyant une tabatière remplie de son tabac favori : le prince tourna le dos et le laissa mourir dans la misère. Ainsi mourut oubliée et délaissée mademoiselle Fitz-Herbert, qu'il avait abusée par un simulacre de mariage. Quand on lui apprit la mort de la charmante duchesse de Devonshire : — « Nous avons perdu la plus élégante femme de l'Angleterre, fit-il légèrement. — Nous avons perdu, reprit Fox, le plus noble cœur de l'Angleterre. »

Toujours poudré, toujours paré, toujours futile, il avait un tel abandon de mœurs que l'on refusait de dîner dans les maisons où il était invité, parce qu'on ne le trouvait pas de bonne compagnie, comme le rapporte lord Holland. L'âge vint, le vieux beau resta avec la peur de la mort, une paresse incurable, et l'habitude des flatteurs.

Les succès d'Arthur Wellesley dans la guerre d'Espagne rendaient un peu d'éclat à la terne administration de Perceval, lorsque ce ministre fut assassiné en 1812 par un fou qui croyait tirer sur un de ses ennemis imaginaires. Lord Wellesley, frère du

vainqueur de l'Espagne, essaya de faire un ministère whig avec Grenville et Grey, en usant de l'ancienne intimité du parti avec le prince régent; mais ces esprits fiers et vraiment politiques ne voulurent pas devoir l'autorité à des intrigues de cour et ne sentirent pas assez d'harmonie entre leurs passions libérales et l'esprit léger du prince. Celui-ci passa donc au parti tory, et conserva l'ancien cabinet, à la tête duquel il plaça lord Liverpool.

Le parti tory se trouvait aussi puissant et aussi incontesté que l'avaient été les whigs sous le premier Pitt. Il eut également la gloire militaire, et les Anglais réimpriment encore souvent le vieux numéro du *Times* qui annonçait la bataille de Waterloo.

Lord Brougham essaya le 24 juin 1822 de faire admettre une motion contraire aux doctrines du parti tory sur la prépondérance de l'autorité royale. « L'influence de la couronne, déclarait-il, n'est pas » nécessaire à la constitution, elle est nuisible à l'in- » dépendance du Parlement; elle est incompatible » avec la bonne administration du royaume. » Sa proposition ne réunit que cent une voix contre deux cent seize. En ce moment l'influence successive des deux rois, dont l'un était fou et l'autre futile, suffisait pour empêcher l'émancipation des catholiques, malgré Pitt, Grenville, Canning, Wellington et Robert Peel. Un changement était nécessaire.

Après la mort de lord Liverpool, Canning essaya de diriger le cabinet dans une voie intermédiaire entre les whigs et les tories. On peut considérer Canning comme le précurseur des tories actuels, qui sont en réalité et s'appellent eux-mêmes des conservateurs libéraux. Mais Canning fut toujours opposé aux réformes parlementaires.

Sa mort prématurée amena au pouvoir le cabinet tory du duc de Wellington; déjà la réforme électorale, sans cesse demandée et obstinément refusée, sans argument, sans raison, devenait imminente.

CHAPITRE VIII.

LA RÉFORME PARLEMENTAIRE DE 1832 ET SES CONSÉQUENCES.

Deux hommes ont attaché leur nom à la réforme électorale en l'arrachant à l'indifférence des uns, à la résistance des autres, par des prodiges de talent, d'énergie et de persévérance, lord Grey et lord John Russell.

Lord Grey, disciple de Charles Fox, entra au cabinet Grenville en 1806, et devint rapidement le chef du parti whig. Son caractère élevé et noble, son éloquence sévère, le charme de ses relations, la part considérable qu'il a prise à l'amélioration des mœurs politiques, font de lui le premier homme d'État de ce siècle en Angleterre. Il est mort en 1845, laissant à sa maison une considérable autorité.

Lord John Russell vit encore et joue un rôle dans les affaires de son pays depuis plus de soixante ans. Il s'était donné pour tâche d'obtenir la loi des réformes, et il montait à l'assaut avec une persévérance infatigable. En 1820, il retira sa motion devant un

échec assuré. En 1821, il fut battu par une majorité de trente et une voix, de cent cinq voix en 1822, de cent sept en 1823, de cent vingt-quatre en 1826.

Mêmes échecs quand il demanda simplement des remèdes contre les abus locaux. En 1828, lord John Russell proposa de transporter à Manchester et à Birmingham, ces deux grandes villes manufacturières qui n'avaient pas de député, les droits de deux petits bourgs dans lesquels on venait de reconnaître des faits graves de corruption. Le ministère se divisa devant cette attaque : lord Wellington la combattit avec les tories purs, mais il perdit les membres du cabinet qui voulaient conserver les traditions de Canning. Devant l'impossibilité de faire accepter des réformes même aussi légitimes au parti conservateur, trois ministres : Huskisson, lord Palmerston et lord Dudley, renoncèrent au projet de Canning d'une transformation du parti tory, et devinrent des whigs.

Ainsi affaibli, le ministère tory accorda, en 1829, l'émancipation des catholiques.

Ce fut la première des réformes que sir Robert Peel subit au nom des tories, par un de ces coups de bonne foi que les politiques ont appelés des défections.

Plus fidèle à l'inspiration de George III qu'aux projets de Pitt, le parti tory s'était opposé à l'affranchissement des catholiques avec autant d'ardeur qu'à

une réforme électorale. Sir Robert Peel, whig de tempérament autant que Pitt l'avait été, eut le sentiment de la tolérance au sein du cabinet tory le plus dévoué aux prérogatives religieuses. Il pressa le duc de Wellington de faire une concession si légitime et si nécessaire.

Plus tard, pour la réforme des lois sur les céréales, et une troisième fois en 1847 pour l'admission des juifs au Parlement, sir Robert Peel secoue les vieux principes des tories et prend l'initiative des réformes.

« La pusillanimité, dit-il dans ses Mémoires, le » manque de courage moral m'eussent poussé dans » une voie différente. Si j'avais eu la crainte des ré- » criminations, de la responsabilité, des débats au » Parlement, j'aurais caché mon opinion réelle et me » serais abrité derrière le prétexte déshonnête d'une » fausse constance. »

De telles conversions viennent des convictions. L'Angleterre a toujours eu cette fortune que les partis se trouvaient rajeunis par la bonne foi naïve ou les subites inspirations, au lieu de s'épuiser dans une obstination aveugle.

Sir Robert Peel avait été imbu des doctrines des tories depuis l'enfance, et contrairement à ses tendances naturelles. Dès son entrée au Parlement, en 1809, son père l'avait confié à la tutelle de lord Liverpool. « Enfermez-le dans le parti tory, avait-il dit

» au premier ministre, ses talents l'y rendront pré-
» cieux, mais ses penchants sont pour les whigs, et
» si vous ne le liez pas dans nos rangs, il nous échap-
» pera bientôt. » M. Guizot tient ce fait de témoins sûrs. Le nouveau député, adopté aussitôt et pour ainsi dire saisi par le cabinet, devint tory en combattant avec les tories. Mais des services rendus à son parti les plus importants sont ceux qu'il lui imposa au détriment de sa popularité et même de sa considération, par son inclination même vers les principes contraires. Ses efforts pour sortir du cercle dans lequel on l'avait enfermé élargirent ce cercle. Ainsi se prépara la transformation du parti tory.

Le succès obtenu sur l'émancipation des catholiques donnait plus d'ardeur pour réclamer la réforme parlementaire.

En 1830, on retrouve lord John Russell qui demande des députés pour Leeds, Manchester et Birmingham, et qui est battu par une majorité de quarante-huit voix.

Mais il avait enfin éveillé l'apathie du public. Des manifestations commençaient à s'organiser en faveur de son projet.

Une réforme était en réalité nécessaire, et l'on comprend à peine que le peuple anglais ait jamais accordé de la confiance dans une Chambre des communes choisie par les élections qui s'étaient faites

jusqu'alors. Il fallait la vigoureuse constitution aristocratique du pays pour que de tels députés représentassent quelque chose. Plusieurs bourgs n'avaient que deux ou trois électeurs. Dans des villes comme Buckingham et Bewdley, le bailli et douze bourgeois étaient seuls électeurs. A Salisbury, il n'y en avait que cinquante-sept, que dix à Tavistock, que sept à Gatton et à Saint-Michaël. On prouva, en 1793, que cent quatre-vingt-dix-sept membres étaient élus par des colléges qui comprenaient moins de cent électeurs. Le village de Looe envoyait autant de députés que Londres au Parlement.

L'Écosse tout entière, en 1831, n'avait pas quatre mille électeurs, et encore étaient-ils si mal répartis que le comté d'Argyle ne renfermait que cent quinze électeurs pour cent mille habitants, et sur ces cent quinze, il n'y en avait que trente et un qui pussent voter, parce que les autres n'habitaient pas le comté. Le comté de Caithness n'avait de même que onze électeurs sur trente mille habitants; les deux villes d'Édimbourg et Glascow ne comptaient chacune que trente-trois électeurs. Mais c'est le comté de Bute qui présentait le fait le plus singulier. De ses quatorze mille habitants, un seul était électeur; il prenait le fauteuil, appelait son nom, répondait, proposait qu'on le soumît à l'élection, il se levait alors, ôtait son chapeau, approuvait la proposition et la

soumettait au vote. Il se déclarait ensuite élu à l'unanimité.

Ailleurs l'élection était faite par les douaniers et les agents de l'excise, et lord Rockingham fit constater, en 1782, que soixante-dix siéges dépendaient du vote de ces préposés; il y fit porter remède.

L'enquête de 1793 avait établi que quatre-vingt-quatre électeurs nommaient cent cinquante-sept députés; que soixante-dix personnages influents en désignaient cent cinquante autres; qu'ainsi la majorité de la Chambre, c'est-à-dire trois cent sept députés, étaient nommés par cent cinquante-quatre patrons, dont quarante lords. Le duc de Norfolk avait onze siéges à sa nomination; lord Lonsdale, neuf; lord d'Arlington, sept; les lords Rutland, Buckingham, Carrington, chacun six.

Ces nominations permettaient l'introduction dans la vie politique des hommes de mérite qui devaient être utiles au parti et n'eussent pu se faire élire par eux-mêmes. Ainsi Burke dut son siége à lord Rockingham; les deux Pitt furent élus par des bourgs pourris : le père à Old-Sarum, le fils à Appleby, où la nomination appartenait à sir James Lowther; Canning fut élu à Newport, sur la désignation de Pitt.

Mais cet avantage, qui n'était pas déjà sans danger, était plus que compensé par le scandaleux trafic auquel une pareille organisation devait forcément

conduire. Dès 1571 Thomas Long, membre pour Westbury, avouait avoir dépensé cent francs pour son élection. A l'élection de Westminster, en 1695, sir Walter Clarges échoua, bien qu'il eût dépensé cinquante mille francs en quelques heures.

En 1764, lord Chesterfield donne des conseils à son fils pour qu'il tâche d'obtenir sagement vingt-cinq mille francs de son siége au Parlement qui lui en avait coûté cinquante mille. En 1766, lord Hertford reçoit en don de la couronne le droit d'élection au bourg d'Orford. En 1768, la ville d'Oxford offrit à ses anciens députés de les réélire s'ils voulaient éteindre la dette municipale, s'élevant à cent quarante mille francs. Les députés déférèrent l'offre à la Chambre des communes, qui fit mettre en prison le maire et les aldermen. Dans la prison même, ceux-ci conclurent le marché et vendirent la représentation de leur ville au duc de Marlborough et au comte d'Abingdon.

Des capitaux énormes vinrent bientôt alimenter cette industrie. Les négociants enrichis dans les Indes, que l'on appelait les nababs, convoitèrent les honneurs du Parlement parmi toutes les jouissances que leur permettaient leurs richesses rapidement acquises. Cette concurrence à l'aristocratie éleva le prix des bourgs; lord Spencer dépensa cent soixante-dix mille francs pour représenter Northampton; le

bourg de Ludgershall se vendit deux cent vingt-cinq mille francs. Le roi George III écrivit le 16 octobre 1779 à lord North : « Si le duc de Northumberland » a besoin de quelques pilules d'or pour l'élection, » on aurait tort de ne pas le satisfaire. »

Beckford en 1768 et lord Mahon en 1782 et 1783 avaient proposé que l'on exigeât des membres le serment qu'il n'y avait eu aucun fait de corruption dans leur élection. Mais ces propositions échouèrent devant la singulière tolérance des lois, des hommes d'État et de l'opinion publique. Les personnages les plus honorables s'excusaient de tremper dans ces trafics. L'honnête sir Samuel Romilly refusa un siége que lui offrait le prince de Galles, pour ne pas aliéner son indépendance près d'un patron si douteux, et paya au duc de Norfolk cinquante mille francs pour le siége de Horsham. Son journal dit en 1807 : « On a proposé de payer deux cent cinquante mille » francs aux syndics des créanciers de lord Abingdon » pour les deux siéges de Westbury qui lui appar» tiennent.... Les nouveaux ministres ont acheté le » plus de siéges possible sans regarder à l'argent : » je suppose que le Roi a avancé de grosses sommes » de sa cassette privée. » Il ne se faisait du reste nulle illusion sur la dignité de ces marchés; mais, disait-il, « ils sont la seule voie qui permette de » rester indépendant. Arriver par une élection popu-

» laire est absolument impossible aujourd'hui. De-
» voir sa place à un puissant lord, c'est se mettre
» sous son absolue dépendance et lui subordonner
» ses votes : on ne peut qu'acheter un siége à ses
» frais. Malheureusement ces acquisitions sont elles-
» mêmes une spéculation; quelquefois on achète le
» siége pour vendre le vote. »

De tels faits criaient trop haut. Depuis que les classes rurales avaient cessé d'être jacobites ou tories, quelques whigs comprenaient qu'il n'y avait plus danger pour leurs idées, et qu'il y avait honneur pour le système à faire disparaître de tels abus. Depuis que les membres de l'aristocratie qui jouissaient de ces abus étaient devenus tories, le parti whig avait redoublé de vigueur dans le sens d'une réforme.

Enfin, dans les débats de l'adresse du mois de décembre 1830, lord Grey déclara à la Chambre des pairs que le mouvement libéral en Europe imposait des devoirs aux hommes politiques de l'Angleterre. Il fallait satisfaire les justes et honnêtes aspirations du pays en modifiant son système de représentation. « Cédez aux circonstances, dit-il, ce que vous re-
» fusez aux principes.

» — Non, fit l'inflexible duc de Wellington, le
» système actuel est bon; il est le meilleur qu'on
» puisse avoir : nous ne proposerons pas de le mo-

» difier. Nous combattrons toute modification qu'on
» proposera.

» — Alors, dit lord Brougham, j'annonce immé-
» diatement mon intention de présenter un projet de
» réforme. »

Wellington se croyait encore sous son chêne à Waterloo : il apprit ce jour-là qu'il est bon de plier quelquefois. Sa réponse hautaine fut l'arrêt de mort de son cabinet. Le Roi sentit avec tact que l'opinion publique exigeait la réforme. Il reçut la démission du duc de Wellington et de ses collègues tories. Il confia la formation du nouveau cabinet à lord Grey et à lord Brougham.

Les ministres laissèrent à lord John Russell, bien qu'il ne fît pas partie de l'administration, l'honneur de présenter le projet de loi sur la réforme électorale. Ce projet, soumis le 1er mars 1831 à la Chambre, réduisait de soixante-deux le nombre des députés, mais la seconde lecture ne fut adoptée le 22 mars que par trois cent cinq votes contre trois cent quatre : jamais scrutin n'avait réuni un aussi grand nombre de députés. L'agitation était considérable en dehors de la Chambre. On sentait approcher le moment d'une grande crise dans la vie politique de la nation. Le parti de la résistance fit un effort suprême. Le 19 avril, sur la proposition du colonel Gascoyne, la Chambre des communes décida

par une majorité de huit voix que le nombre des députés ne serait pas diminué.

Lord Grey fit un appel à la nation par une dissolution du Parlement.

A peine les élections terminées, on s'empressa de convoquer les Chambres pour leur présenter la précieuse loi. Le pays avait répondu avec enthousiasme à l'appel du ministère, et lui avait envoyé une majorité de plus de cent vingt voix. La seconde lecture du projet fut adoptée par trois cent soixante-sept voix contre deux cent trente et une. La discussion des détails se prolongea pendant tout l'été, et la loi ne fut définitivement adoptée que le 21 septembre par une majorité de cent neuf votants.

Mais avant d'entrer dans le régime constitutionnel, elle devait subir l'épreuve de la Chambre des lords. Les nouvelles nominations de pairs avaient toutes été faites depuis soixante-dix ans dans le parti tory; quelques-unes des familles gouvernantes elles-mêmes s'étaient détachées de l'opinion whig : la majorité se trouvait ainsi opposée et au ministère et à la réforme. Lord Grey prévoyait une lutte sérieuse : il essaya des armes que lui permettait la loi et tenta de déplacer la majorité en créant seize pairs nouveaux. Mais il reconnut bientôt que cette accession ne suffirait pas à balancer les forces de l'opposition, et recula devant la crainte de désorganiser entière-

ment l'aristocratie par une nouvelle promotion : quelques esprits prudents s'entremirent. Le sens politique des principaux lords leur faisait préférer de sages concessions à une résistance obstinée contre l'opinion publique qui venait de se prononcer avec tant d'éclat. On put espérer un moment que la Chambre haute allait céder. Le clergé fut inflexible. Vingt-deux évêques furent présents le jour du vote et se prononcèrent, à l'exception d'un seul, contre la loi. Elle fut rejetée par une majorité de quarante et une voix. A cette nouvelle, la Chambre des communes soutint le ministère par un vote de confiance. Pour laisser apaiser les esprits, la session fut prorogée.

Elle se rouvrit le 6 décembre. Mais l'excitation générale s'était accrue. On parlait de *balayer* la Chambre des lords.

« Si la majorité dans cette Chambre, dit lord Grey
» aux pairs, peut tenir en échec la couronne et les
» Communes, la constitution est altérée ; il n'y a plus
» ni couronne ni Parlement. Le royaume est gou-
» verné par une oligarchie. »

Contre la Chambre des communes le ministère peut lutter par une dissolution. Contre la Chambre haute, il ne peut se défendre que par une création de nouveaux pairs qui déplacent la majorité. Ressource dangereuse, qui ébranle l'une des forces de

la nation. « Quand j'arrivai, dit lord Brougham, à
» Windsor avec lord Grey, j'avais une liste de quatre-
» vingts créations qui accroissaient et déplaçaient le
» moins possible l'aristocratie : nous proposions des
» fils aînés de pairs, des vieillards sans famille, des
» pairs écossais et irlandais; mais l'acte nous sem-
» blait si grave que nous nous demandions s'il ne
» serait pas préférable d'abandonner la loi, plutôt
» que d'exposer la constitution aux incertitudes d'un
» choc si violent. »

Telle était la modération de ces réformateurs, telle était leur sécurité dans le succès final de leur œuvre, qu'ils préférèrent un échec aux craintes d'une révolution. Ils ne portèrent pas la main sur la noblesse anglaise, et virent leur loi rejetée par cent cinquante et un pairs contre cent seize.

Ce n'était plus que trente-cinq voix de majorité. Mais le cabinet offrit de donner sa démission, et le duc de Wellington fut appelé au pouvoir. Il promit des réformes moins complètes. Cette promesse fut accueillie avec colère par la Chambre des communes et par l'opinion publique. Le Roi s'inquiéta. La crise devenait menaçante.

Alors parut avec évidence la sagesse de l'aristocratie anglaise et la véritable aptitude qui la rend digne du grand rôle qu'elle joue dans la constitution. Comme le ministère avait reculé en n'osant pas

la désorganiser par une promotion de nouveaux pairs, de même recula l'aristocratie en cessant une résistance que condamnait la nation. Le cabinet de lord Grey fut rappelé et maintint sa loi. Les pairs qui l'avaient combattue s'absentèrent de Londres. Le Roi en convertit quelques-uns. La loi de réforme reçut enfin la sanction de la Chambre haute.

Cette réforme de 1832 ouvre une ère nouvelle au Parlement anglais. Les vieux abus disparaissent. De nouveaux besoins se révèlent et obligent bientôt à de nouvelles modifications du régime électoral. L'infatigable lord John Russell est encore le premier à les signaler et à les réclamer. Mais cette fois l'honneur de les avoir obtenues revint au parti tory, dont les chefs, lord Derby et M. Disraeli, font adopter la seconde loi de réforme en 1862.

En 1834 le Roi congédia le cabinet whig. La majorité n'avait pas changé dans la Chambre des communes, aucun vote n'avait blâmé la politique des ministres, et l'on ne voit d'explication à la conduite du Roi que dans le désir de se rapprocher du parti tory, et dans une antipathie personnelle contre lord John Russell, que les ministres whigs voulaient s'adjoindre. Le duc de Wellington et sir Robert Peel organisèrent la nouvelle administration tory, et le Parlement fut dissous.

Mais l'on n'en était plus à voir comme dans les

crises de 1784 et de 1807 des électeurs dociles, qui envoyaient à Westminster la majorité demandée par le cabinet. Le nouveau Parlement continua les traditions politiques de son prédécesseur, et adopta une motion où il exprimait le regret que les réformes aient été interrompues et compromises par la dissolution intempestive d'un Parlement qui prenait des mesures utiles au bien public.

Sir Robert Peel déploya autant d'activité et de science parlementaire qu'en avait montré Pitt en 1807. Ce fut en vain. Il ne put se soutenir contre l'opposition, et dut céder le pouvoir à lord Melbourne, qui forma un cabinet whig.

C'est la dernière fois qu'un parti a usé de la couronne pour tenter de ressaisir l'administration. Depuis près de quarante ans, les cabinets ont suivi régulièrement les mouvements de la majorité. L'équilibre n'a plus été troublé par des forces prises en dehors de la constitution.

On est enfin arrivé à la pratique calme et régulière, et à l'intelligence complète des institutions parlementaires. Cette science tardive, amassée avec tant de patience et de bon sens, a traversé sans se dénaturer les changements de règne, les guerres, les révolutions du reste de l'Europe.

Parmi les faits politiques contemporains, trois séries doivent être remarquées sans que l'on s'as-

treigne davantage à la chronologie ni aux fortunes successives des partis. Il suffit de recueillir les événements qui peuvent servir de leçon.

En premier lieu on doit observer le soin scrupuleux avec lequel on a poussé jusqu'à leurs dernières conséquences les principes constitutionnels.

Ainsi à l'avénement de la reine Victoria, les charges de sa maison avaient été confiées aux femmes de l'aristocratie whig. Lorsqu'en 1839 les influences de la haute Église firent remplacer lord Melbourne par sir Robert Peel, le ministre tory craignit qu'une opposition de cour se formât contre lui, et pria la Reine de changer les dames de sa maison. La jeune souveraine refusa. Lord Melbourne rentra au pouvoir, et justifia par la tradition ce que la résistance à sir Robert Peel offrait d'inconstitutionnel : la reine Anne avait gardé près de sa personne lady Sunderland et lady Rialton un an et demi après que leurs maris avaient quitté le ministère. Néanmoins, lorsque Robert Peel fut appelé de nouveau à former un cabinet en 1841, il exigea le renouvellement complet de la maison de la Reine.

Un scrupule du même genre fit sortir lord Palmerston du ministère en 1852. Le cabinet, dirigé par lord John Russell, avait écrit à lord Normanby, son ambassadeur à Paris, le 3 décembre 1851, que l'Angleterre ne se prononcerait pas sur les événe-

ments qui se passaient alors en France. Mais au même moment, le comte Walewski, ministre de France à Londres, écrivait que lord Palmerston lui avait exprimé sa complète approbation du coup d'État, et sa conviction que le Président n'avait pas de meilleur parti à prendre. Cette lettre fut communiquée à lord Normanby par le gouvernement français. Lord Palmerston, qui s'était ainsi détaché de ses collègues, dut donner sa démission.

Le second des faits sur lesquels il est utile d'appeler l'attention, est l'essai de forces nouvelles dans la vie politique.

Ces forces ont essayé d'ébranler, par des agitations populaires, l'inertie du Parlement en face des réformes discutées. Elles sont irrésistibles quand elles émanent de nécessités réelles : elles sont annulées et impuissantes si elles se dirigent contre le génie de la nation. Deux exemples sont à citer :

Les lois sur les céréales ne toléraient l'introduction du blé en Angleterre que dans les temps de disette extrême. Dès que le prix du blé anglais s'abaissait au-dessous du taux de disette, le tarif mobile fixait pour le blé étranger des prix tellement élevés qu'ils équivalaient à une prohibition. Il en résultait que les classes ouvrières souffraient constamment de la famine, que l'on voyait des personnes périr de faim et de privations, que l'accroissement de la population

était arrêté et que l'agriculture restait stationnaire. L'aristocratie, qui possédait la plus grande partie du sol cultivable, était intéressée à ce que le blé restât à un prix élevé, et usait de tout son pouvoir pour que les lois ne fussent pas changées. La majorité dans les Chambres ne paraissait pas disposée à les modifier. Un manufacturier de Manchester, Cobden, mit en œuvre la force de l'association : une souscription fut ouverte à Manchester; un comité de soixante-dix membres s'organisa pour recueillir les cotisations et diriger le mouvement; on fit des lectures publiques, on envoya à Londres une pétition chargée de deux millions de signatures; on eut bientôt assez d'appui dans le public pour se constituer d'une manière stable, et le lendemain d'un vote de la Chambre des communes qui avait rejeté une motion en faveur de la liberté du blé, le 28 janvier 1839, fut fondée à Manchester la ligue contre les lois sur les céréales.

Alors l'agitation s'étendit à tout le pays au milieu d'un véritable enthousiasme. Le comité de la ligue faisait des appels de fonds de plusieurs millions qui étaient couverts en quelques jours; il répandait avec profusion des ouvrages économiques, des discours, des circulaires, des pamphlets, des almanachs; il faisait professer dans les grandes villes des cours d'économie politique; dans toutes les réunions industrielles et dans les assemblées électorales il en-

voyait des orateurs qui poussaient l'activité au point de prononcer, comme Cobden, trente-cinq discours en quarante jours. Manchester était le centre de ce mouvement : la ligue s'y était construit à ses frais un palais où se réunirent sept cents ministres des cultes dissidents qui firent solennellement adhésion à ses principes. C'est là aussi que les dames de Manchester venaient faire au profit de la ligue des ventes d'objets qui lui étaient donnés et que l'on se disputait à prix d'or. La ville de Stockport avait envoyé Cobden au Parlement, il y fut rejoint bientôt par les principaux de ses amis, qui s'étaient fait connaître dans cette agitation pour la liberté des échanges.

Manchester devint insuffisant pour une telle manifestation de l'opinion publique, et les meetings de la ligue se tinrent à Londres dans les théâtres de Drury-Lane et de Covent-Garden. Dans cette grande ville, la lutte devint plus vive. Cobden, et avec lui Bright et Milner Gibson, mêlaient chaque semaine de saines notions économiques à de généreuses réclamations contre l'injustice, au milieu des applaudissements d'une foule d'auditeurs accourus à leur voix. Une occasion se présenta bientôt d'éprouver les progrès qu'avaient faits les nouvelles doctrines dans la capitale. Au mois d'octobre 1843 la Cité de Londres dut procéder à l'élection d'un membre du Parlement. Le candidat, M. Baring, l'un des plus

riches banquiers d'Angleterre et frère de lord Ashburton, avait refusé de souscrire au programme de la ligue, *l'abolition totale, immédiate et sans condition, des lois céréales et de tous les monopoles.* Quoique M. Baring fût soutenu à la fois par l'aristocratie et le haut commerce, la ligue n'hésita pas à lui opposer un de ses membres, M. Pattison : ses principaux orateurs appuyèrent dans plusieurs meetings cette candidature, et ils la firent réussir à une assez forte majorité. Ce succès était un premier gage du triomphe de leur cause.

Cette campagne de cinq années, où s'agitèrent des intérêts d'un ordre si élevé, donna lieu à de grands mouvements oratoires. Quelquefois on peignait un lord qui ne demandait pas mieux assurément que de voir le peuple payer le pain bon marché; mais il ajoutait : « Nous autres de la noblesse, nous avons des dettes, nos domaines sont hypothéqués, et puis nous avons des charges domestiques. — Que ne payez-vous vos dettes? répliquait un pauvre diable. — Grand merci! je ne payerai pas mes dettes; mais j'obtiens un prix élevé de mes blés, j'ai de bons fermages, je garde mes rentes. »

« Duc de Northumberland, vous n'êtes pas mon » roi, disait O'Connel; duc de Richmond, je ne suis » pas votre homme lige, je ne vous payerai pas de » taxe. »

O'Connel supposait qu'un de ces grands seigneurs venait prélever la taxe en nature, au lieu de la percevoir sous forme d'augmentation de prix du pain. « J'aimerais à le voir, ajoutait-il, pénétrant dans une » des étroites rues de nos villes manufacturières et » s'avançant vers le pauvre père de famille qui affecte » d'être rassasié pour que ses enfants affamés se par- » tagent une bouchée de plus.... J'aimerais à voir le » noble duc survenir au milieu de ces scènes de dé- » solation, s'emparer de la plus grosse portion du » pain, disant : Voilà ma part, la part de ma taxe, » mangez le reste! »

La défense du côté des priviléges fut vive; elle représenta l'agriculture nationale découragée, les terres incultes, si l'on renonçait à la bienfaisante protection. Le pain est trop cher, disait-on, c'est que la population est surabondante; qu'elle émigre dans les fertiles plaines d'Amérique, où elle trouvera des subsistances sans ruiner ses concitoyens. Mais ce sont ces subsistances mêmes que nous demandons, s'écriait Cobden, laissez-nous les amener au lieu de nous envoyer près d'elles; il faut conduire le blé aux hommes et non les hommes au blé. « Croyez-vous » donc qu'il soit facile d'arracher un homme à son » pays? ajoutait-il dans son indignation; vous êtes- » vous jamais trouvés au dock de Sainte-Catherine » au moment où un des navires de l'émigration s'ap-

» prêtait à entreprendre son funèbre voyage? Avez-
» vous vu les pauvres émigrants s'asseoir pour la
» dernière fois sur les dalles du quai, comme pour
» s'attacher jusqu'au moment suprême à cette terre
» où ils ont reçu le jour? avez-vous considéré leurs
» traits? Oh! vous n'avez pas eu à vous informer de
» leurs émotions, car leur cœur se peignait sur leurs
» visages! Les avez-vous vus prendre congé de leurs
» amis? Pour moi, j'ai été bien des fois témoin de
» ces scènes déchirantes. J'ai vu la mère et l'aïeule
» se disputer la dernière étreinte de leur fils; j'ai vu
» les yeux de tous ces proscrits se tourner du tillac
» vers le rivage aimé et perdu pour toujours, et le
» dernier objet qui frappait leurs avides regards alors
» que leur terre natale s'enfonçait à jamais dans les
» ténèbres, c'étaient ces vastes greniers, ces orgueil-
» leux entrepôts où sous la garde — j'allais dire de
» notre Reine — mais non — sous la garde de l'aris-
» tocratie, étaient entassées comme des montagnes,
» des céréales venues d'Amérique, seuls objets que
» ces tristes exilés allaient chercher au delà des mers.»

Les conservateurs du privilége essayèrent aussi de manier contre la ligue l'arme du ridicule; ils la raillèrent sur les gigantesques pétitions qu'elle envoyait au Parlement et sur la manière dont elle se procurait les noms inscrits sur les listes; ils prétendirent que ces noms étaient recueillis dans les cimetières. Mais

à cette accusation, un orateur répliqua par ces paroles foudroyantes : « Ils racontent qu'un homme a été vu
» dans les cimetières inscrivant sur la pétition des noms
» relevés sur la pierre des tombeaux. Il ne manquait
» pas de sens, le malheureux, s'il en a agi ainsi; car
» combien d'êtres inanimés peuplent les cimetières
» de nos villes et de nos campagnes, qui y ont été pous-
» sés par cette loi maudite! Ah! si les morts pouvaient
» se mêler à notre œuvre, des myriades d'entre eux
» auraient le droit de signer des pétitions. Ils ont été
» victimes de ce système qui pèse encore sur les
» vivants, et s'il existait une puissance qui pût souf-
» fler sur cette poussière aride pour la réveiller, si
» ces pensées et ces sentiments d'autrefois pouvaient
» reprendre la vie, si ces morts accouraient du champ
» du repos vers ce palais où l'on fait des lois meur-
» trières, oh! la foule serait si pressée que les ave-
» nues du Parlement seraient inaccessibles; il fau-
» drait une armée pour frayer un passage à travers
» cette multitude aux députés, qui ne parviendraient
» à l'orgueilleuse enceinte que pour entendre le
» chapelain de Westminster prêcher sur ce texte :
« Le sang de ton frère crie vers moi de la terre! »

L'année 1845 s'écoulait pendant ces débats, et l'état alarmant des récoltes faisait craindre une disette pour l'année suivante. Le prix du pain s'élevait sans cesse, comme pour ajouter l'argument de la

nécessité aux raisonnements de la ligue. Robert Peel, le premier ministre, qui était demeuré inflexible jusqu'alors, et qui porté au pouvoir par le parti tory semblait dévoué aux intérêts de l'aristocratie, n'osa plus résister davantage à la misère publique, et offrit sa démission le 8 décembre. La Reine ne put lui trouver de successeur, et il rentra au ministère en annonçant l'intention d'abroger les restrictions à la liberté du commerce. A cette nouvelle, la ligue fit un effort suprême pour soutenir le ministre et l'empêcher de reculer; elle ouvrit une souscription de sept millions de francs, dont la moitié était couverte au bout d'un mois.

Enfin, dans les premiers mois de 1846, la discussion s'ouvrit au Parlement. Le parti tory n'épargna pas les récriminations à Robert Peel. C'était à la ligue de défendre ce généreux homme d'État, qui, par ce brusque revirement, épargnait ainsi les dangers d'un mouvement révolutionnaire; elle s'acquitta de ce devoir par la bouche du plus rigide de ses membres, le quaker Bright : « J'ai suivi du regard le très-
» honorable baronnet, dit-il, lorsque la nuit dernière
» il regagnait sa demeure, et j'avoue que je lui en-
» viais la noble satisfaction qui devait remplir son
» cœur après le discours qu'il venait de prononcer,
» discours, j'ose le dire, le plus admirable qui ait
» retenti dans cette enceinte... Quand il se démit

» récemment de ses fonctions, il cessa d'être *votre*
» ministre, sachez-le bien, et quand il reprit le
» portefeuille, ce fut en qualité de ministre du sou-
» verain, de ministre du peuple. »

La loi de réforme passa à quatre-vingt-dix-huit voix de majorité; mais Robert Peel y perdit son influence dans son parti, et ne put se maintenir au pouvoir. Il ne voulut pas quitter le ministère sans rendre justice à ceux qui avaient été si longtemps ses adversaires, et le 29 juin 1846, après avoir annoncé au Parlement qu'il venait de donner sa démission à la Reine, et avoir rappelé le grand acte qui terminait son administration, il ajouta : « Le nom
» qui doit être placé en tête de ce succès, ce n'est
» pas le mien; c'est le nom d'un homme qui par
» des motifs purs, je crois, et avec une infatigable
» énergie, a fait appel à notre raison et nous a forcés
» de l'écouter par une éloquence d'autant plus admi-
» rable qu'elle était sans prétention et sans orne-
» ment : c'est le nom de Richard Cobden ! »

Ayant ainsi obtenu les réformes pour lesquelles elle s'était constituée, la ligue se sépara. Avant sa dissolution définitive, elle accorda à celui qui l'avait inspirée et soutenue, à Richard Cobden, un don national de deux millions de francs. Trois ans après, le 31 janvier 1849, terme fixé par le bill de 1846 pour l'entière suppression des droits à l'importation

des céréales, un immense banquet réunissait à Manchester plus de deux mille des anciens adhérents de la ligue, avec le président, George Wilson, et avec Cobden et Bright; la musique jouait l'air populaire : « Le bon temps vient », que l'assemblée chantait en chœur. Le silence se fit lorsque minuit sonna; le président se leva alors, et après que le dernier coup eut tinté : « Le bon temps est venu! » s'écria-t-il au milieu des acclamations de tous.

Ainsi l'on savait plier devant les réclamations définies, quand elles démontraient leur légitimité par des discussions et par des formules régulières. Mais on déployait une robuste résistance contre les mouvements des factieux. La société anglaise sait se défendre.

Une réunion d'ouvriers mécontents avait été convoquée pour le 10 avril 1848, afin de porter à la Chambre une pétition de cinq millions de signatures. Que voulaient ces ouvriers? On ne le savait guère, et ils l'ignoraient eux-mêmes. On les appelait des *chartistes*. Ces mouvements insaisissables semblent le plus séduire l'esprit des masses; moins on peut préciser ce que l'on souhaite, plus les imaginations s'exaltent. Les uns se leurrent de réformes impossibles, les autres espèrent une période d'oisiveté où ils satisferont en paix leurs passions.

Il n'y a pas de garnison à Londres. Deux ou trois

régiments des gardes font le service au palais de la Reine et au Parlement. Mais au lieu de l'armée, les chartistes allaient trouver devant eux toute la force morale et matérielle d'une race énergique. Nobles, gens de loi, hommes d'Église, marchands, ouvriers, tous ceux qui avaient le respect de la loi se rassemblèrent, prêtèrent le serment de *constables spéciaux,* et couvrirent les abords du Parlement au nombre de cent soixante-dix mille hommes, mal armés, mais résolus, le 10 avril. Les émeutiers n'étaient pas vingt-cinq mille, et leur chef, Fargus O'Connor, dut les disperser. Le ridicule de la tentative a empêché qu'elle se renouvelât depuis.

La transformation des partis est le troisième événement, qui demande quelques observations.

Dès 1830, Daniel O'Connel avait rompu l'espèce d'union qui existait entre l'Irlande et le parti whig. Les tendances d'O'Connel étaient plutôt démocratiques que catholiques; ces Irlandais se sont toujours heurtés, avec leur turbulence celtique, contre le roc des institutions saxonnes. Les anciens clans étaient devenus des villages, ils se haïssaient et se trahissaient à l'envi; ils ne s'étaient pas laissé gagner comme leurs frères d'Écosse et de Galles à la vie anglaise, ni comme leurs frères de Bretagne à l'unité française. Ils n'avaient pas su davantage s'allier entre eux, et avaient abandonné les Français qui venaient

leur porter secours, comme ils s'abandonnaient les uns les autres.

Par trente ans d'efforts, le parti whig avait obtenu l'émancipation des catholiques. Mais les Irlandais n'entrèrent pas dans ses rangs, et au lieu de poursuivre avec patience la revendication de leurs autres droits, ils se sont fatigués en agitations vaines, sans honneur et sans intérêt. Au lieu d'user de la légalité, ils s'épuisent dans la violence.

Le parti tory s'est consolidé, au contraire, en s'assouplissant dans le nouveau milieu politique, et en modifiant ses principes. Cette heureuse réforme est due à lord Derby.

Les vieux tories du temps de la reine Anne étaient dégénérés peu à peu en Jacobites; ils se transformèrent en conservateurs royalistes sous l'influence du second Pitt; ils commençaient à devenir conservateurs libéraux avec Canning, s'ils n'avaient été retenus par la main de fer du duc de Wellington. Les tories de lord Derby et de M. Disraëli sont de véritables whigs. Les distinctions de parti ne sont presque qu'une question religieuse aujourd'hui. Non que les deux partis ne soient également tolérants pour la liberté des consciences, ni également disposés à refuser toute faveur politique aux dissidents, mais les priviléges de l'Église nationale trouvent leurs plus fermes adhérents dans le parti tory. En dehors

de la religion, les nuances entre les deux opinions sont difficilement saisissables pour un étranger.

Aussi l'on peut dire que le peuple anglais jouit de la plus stable et de la plus libre forme de gouvernement. Il en jouit avec amour, et lui attribue sa prospérité.

Cette paix politique et cette sereine concorde des esprits, il la doit à plusieurs personnes.

A la Reine d'abord. Cette honnête femme, qui unit la dignité de l'aristocratie à la vertu de la bourgeoisie, qui n'a cherché ni à exciter la violence des partis, ni à inspirer les ridicules des modes, qui ne s'est entourée ni de courtisans désœuvrés, ni de femmes intrigantes, laissera par la tranquillité de son règne un souvenir aussi grand que la grande Élisabeth. Fière de sa florissante famille comme Élisabeth l'était de sa virginité, elle est en Europe le symbole de la liberté politique, comme Élisabeth l'était de la liberté religieuse.

Les ministres aiment le pouvoir, mais non pour des satisfactions de vanité ni pour le grossier désir de distribuer des faveurs à leurs créatures ou à leurs parents. Ils aiment le pouvoir pour l'orgueil même de servir le pays suivant leurs idées, et pour la jouissance d'accomplir les réformes qu'ils ont rêvées. S'ils en sortent, ils savent que leurs adversaires ont étudié leurs plans avec bonne foi et assureront les

mêmes bienfaits au pays. Ils se retirent tellement purs et tellement respectés, que nul ne songe à critiquer le titre de « très-honorable » indissolublement uni à leur nom.

Les querelles des hommes d'État ne s'alimentent point par des accusations soutenues avec violence, ni par des disputes qui pourraient compromettre l'honneur national. Les luttes sont brèves, courtoises, et si elles passionnent le pays, elles n'enlèvent pas à la Chambre le temps des affaires. Rarement un député répète en termes nouveaux ce qu'un autre a déjà dit. On ignore et les prétentions oratoires, et les intrigues dynastiques.

Les membres du cabinet sont nombreux, ce qui satisfait les ambitions et occupe les talents sans qu'il y ait de compétition dans un même parti ; les séances se tiennent le soir, ce qui laisse la journée au travail. Pas de bruit, pas d'interruptions. On fait sérieusement des choses sérieuses.

Cette solidité, on la doit aussi à la forte constitution de l'aristocratie anglaise.

L'aristocratie anglaise ne doit pas être confondue avec la noblesse du royaume. Elle n'est même pas la Chambre des lords. La puissance aristocratique réside dans une trentaine de familles dont les membres ont gouverné le pays depuis trois cents ans. En sorte que l'on peut dire avec une sorte d'exactitude que l'An-

gleterre est gouvernée par le Roi, le Parlement et les grandes familles.

Ces quelques familles n'ont pas seulement leurs siéges à la Chambre des lords, leurs cadets se font élire à la Chambre des communes. Les grandes familles comptent plus de cent dix de leurs membres à la Chambre des communes, autant que l'Irlande, deux fois plus que l'Écosse, cinq fois plus que Londres.

Telle est la réalité de leur puissance, que le fils de lord, sortant d'Oxford ou de Cambridge à vingt et un ans, sera préféré presque à coup sûr, dans le bourg même le plus radical, à l'homme le plus considérable qui aura vieilli dans les affaires.

Le prestige est incontestable. On ne peut douter qu'il dépend en partie de la possession du sol. Mais il résulte aussi de la position sociale.

La propriété foncière, conservée dans la maison par le droit d'aînesse, est une force qui a toujours été en s'accroissant avec la valeur même de la terre. Le propriétaire sait qu'il augmente son influence en améliorant la terre sur laquelle elle est assise, sa terre de famille, en sorte que perfectionner l'agriculture c'est assurer son importance politique. Les deux idées sont unies. Mais tout ne procède pas de la terre. Le gentilhomme rural est propriétaire aussi, et son autorité est à peine plus grande que celle du fermier enrichi, ou du commerçant retiré, ses voi-

sins. La petite noblesse a des idées aussi étroites, des préoccupations aussi puériles, des opinions aussi surannées en Angleterre qu'en avaient en France les gentilshommes campagnards qui prêtaient à rire aux seigneurs de la cour de François Ier ou de celle de Louis XV. Elle ne compte pas dans la vie politique, pour laquelle elle n'a ni aptitude ni éducation.

La terre ne suffit donc pas à donner l'influence. L'antiquité de la maison ne suffit pas non plus; de très-anciennes familles sont oubliées au fond de leurs provinces, tandis que celle des Percy se maintient constamment dans les plus hautes charges de l'État, bien qu'elle se soit renouvelée quatre fois. Les Bentinck datent de Guillaume III, les Gower sont récents, les Baring pénètrent à peine dans la noblesse.

Mais ces maisons sont entrées dans la vie politique, elles en ont pris possession. Outre le sol et la race, elles ont l'histoire. Il n'importe guère que le duc de Northumberland ne soit qu'un Smithson; s'il n'a pas le sang des premiers Percy, il a hérité de leurs biens, de leurs traditions, de leurs alliances, qui les ont maintenus durant mille années dans le même milieu et la même force, et les ont, lorsqu'ils s'éteignaient, ressuscités par les Lovain, puis par les Seymour, puis par les Smithson. Tandis que la noblesse inférieure n'avait pas de rôle, ces quelques familles tenaient et menaient la politique.

Elles ont lutté contre les Stuarts et ont subi la persécution. Elles ont consolidé la liberté anglaise par le Hollandais Guillaume et par les Allemands de Hanovre; elles soumettaient même le Roi étranger à leur autorité anglaise.

On les connaît, c'est leur force. On est élevé à admirer le rôle des grands personnages issus de ces familles qui ont créé la puissance de la nation. Leur nom est intimement uni au souvenir des luttes et des gloires de l'Angleterre; il fait partie de l'orgueil national. L'éclat de la position sociale est le premier patrimoine de ceux qui portent ces noms aimés.

Mais ils n'abandonnent pas leur passé. Leur passé est une propriété comme leur terre; ils ne tireraient rien des deux sans culture. Si le fils de lord Holland et le fils de lord Derby s'étaient contentés de vivre dans le faste, s'ils n'avaient vu dans la haute position au milieu de laquelle ils venaient au monde que l'éclat du nom, la fierté des ancêtres, la bienfaisance, la libéralité, le goût des arts et des monuments, toutes les qualités des autres aristocraties, on n'eût pas vu les deux lords succéder à leurs pères chacun comme les chefs de leur parti.

La position sociale ne suffit donc pas encore. Il faut que de père en fils et chez tous les membres de la famille soit entretenu le foyer du patriotisme : il faut que l'honneur se place à travailler pour le

pays. C'est un devoir pour eux, et ce devoir est encore lui-même un privilége.

Dès l'enfance ils se savent destinés aux grands combats de la politique; leur jeunesse est livrée aux sciences sérieuses. Mais aussi ils sont dispensés des longues attentes, des déceptions, des injustices. Ils ont à leur majorité la position que d'autres n'acquièrent qu'après une vie de travail et de déboires.

Cette prévision de la vie politique, cet entourage d'hommes graves, cette initiation à la pratique des affaires, les détache de la fantaisie et ne les laisse point s'égarer dans l'idéal. Ils s'accoutument aux idées solides, s'unissent entre eux et forment une digue contre les révolutions et les secousses. Ils savent céder, mais ils ne cèdent qu'au raisonnement et à l'expérience. Ils forment en quelque sorte la charpente du corps politique. Cette vigoureuse ossature ne se laisse pétrir ni par un roi, ni par un démagogue, ni par un soldat. Elle a usé Cromwell.

Ils ont les jouissances du pouvoir, mais ils en ont les luttes; ils ont surtout l'étude, le travail, les soucis, depuis leur extrême jeunesse jusqu'aux derniers moments de leur vie. Pourquoi, aux loisirs de l'opulence et aux douces jouissances de l'esprit et du monde que leur assureraient leur grande position et leur fortune, préfèrent-ils cette existence laborieuse et les âpretés de la politique? Pourquoi s'attachent-

ils à ces inquiétudes, à ces colères, à ces nuits sérieuses ou fiévreuses?

Comme on reconnaît leur suprématie pour la part qu'a prise leur maison à la vie du pays, ils se sentent voués de même à continuer cette union entre leur maison et l'Angleterre. L'avenir de leur famille est lié à l'avenir du pays. Les Russell, les Herbert, les Hyde, ont la permanence de leur grandeur dans la grandeur de l'Angleterre. Le présent disparaît, l'individu s'oublie : comme la nation et avec la nation, la maison s'élève pour les descendants.

Ils n'ont pas la vanité de se déchirer entre eux. Leurs rivalités sont politique pure. Bien mieux, ils savent abdiquer devant l'homme qui les sert en les dirigeant. Ils ont la force, parce que c'est la force qu'ils cherchent et non la vanité. Ils ont su céder la suprématie chez eux à des nouveaux venus, comme le premier Pitt, Canning, sir Robert Peel, sir Disraeli.

L'influence des familles gouvernantes est combattue depuis quarante ans par les idées démocratiques. Mais elle semble s'être plutôt accrue jusqu'à ce moment. Leurs richesses se sont développées par les améliorations sur les propriétés foncières, par des spéculations intelligentes, par le travail et aussi par l'augmentation continue de la valeur des immeubles. Elles se sont développées au point de permettre à certaines familles de faire plusieurs aînés,

en sorte que les Grosvenor comptent aujourd'hui quatre pairs au Parlement : c'est ce que les ducs appelaient, sous Louis XIV, brancher leur maison.

En même temps on faisait envahir par les collatéraux la Chambre des communes. Les électeurs accueillaient avec empressement ces députés des familles gouvernantes.

Enfin avec cette force conservatrice se combinent toutes les autres forces du pays; l'aristocratie est ainsi consolidée par la haute banque et par le commerce, où elle ne dédaigne pas d'envoyer de ses membres. Un fils de duc peut être courtier en marchandises, il n'en est pas moins un Campbell.

On pourrait même dire que la force de la noblesse s'est accrue. Un Percy était puissant à la cour des Tudor; il l'est davantage au milieu des activités et des splendeurs du monde moderne. Un Buccleugh pouvait faire briller à son appel quatre mille claymores; aujourd'hui il a vingt membres du Parlement derrière lui.

En France, nous n'avons ni ces traditions, ni cette expérience, ni cette sorte de citadelle contre les révolutions qu'offre en Angleterre la haute aristocratie.

En France, au contraire, les impatiences et les oscillations de l'opinion; en France, le suffrage des enfants, car les tables de mortalité prouveraient la

prépondérance des électeurs de vingt et un à vingt-cinq ans, c'est-à-dire de ceux qui n'ont ni propriété, ni enfants, ni intérêt social; en France, l'habitude de la chute facile des gouvernements, de la violation des lois, de la guerre civile. La France sait où mènent les rêves creux, les flatteries populaires, le despotisme.

FIN.

NOTES.

NOTE A.

LE PARLEMENT.

Le Parlement, qui comprend la Chambre des lords et la Chambre des communes, n'est considéré comme réuni que lorsque chaque membre a reçu une convocation du Roi. Ainsi la Chambre des lords n'est pas permanente, bien que la dignité de pair soit irrévocable et héréditaire : les lords ne peuvent s'assembler et délibérer comme pairs que lorsque la Chambre des communes est elle-même réunie, et par un acte du Roi. Cette nécessité d'une convocation écrite pour chaque membre est un reste de l'usage ancien qui laissait le Roi choisir à peu près souverainement les pairs qu'il voulait appeler. La pairie n'était pas un pouvoir, et le Roi avait le droit d'omettre dans ses convocations de parlement des seigneurs qui avaient siégé comme pairs dans les parlements précédents. Le Parlement de 1454, au commencement de la lutte entre les maisons d'York et de Lancastre, comprenait 53 pairs. Il n'y en eut plus que 29 au premier parlement de Henri VII. A la mort d'Élisabeth il y en avait 59; les créations furent de 62 sous Jacques Ier; de 59 sous Charles Ier, qui compta 119 pairs à son parlement de 1640; de 64 sous Charles II; de 8 sous Jacques II. Les extinctions avaient réduit ce nombre à 168 sous la reine Anne;

mais il y avait en outre seize pairies représentatives pour l'Écosse.

En 1719, le duc de Somerset voulut rehausser l'éclat de la pairie et limiter le pouvoir qu'avait le Roi d'ériger de nouvelles pairies en fixant le nombre des membres de la Chambre haute. Mais son projet fut rejeté à la troisième lecture. On doit en effet prévoir le cas où une opposition de cette Chambre arrêterait les réformes exigées par le reste de la nation, et où il serait nécessaire de déplacer la majorité.

A l'avénement de George III, il y avait 164 pairs, dont 13 mineurs et 12 catholiques, c'est-à-dire 25 qui ne pouvaient siéger. Les nominations et promotions furent telles depuis cette époque, que la Chambre compte actuellement 474 pairs, dont 13 mineurs.

Ce nombre rend presque illusoire la prérogative royale de déplacer la majorité par des créations nouvelles, puisque ces créations seraient nécessairement trop nombreuses; mais il a l'avantage de noyer l'hérédité au milieu de l'adjonction de tous les talents. La Chambre garde ainsi les bénéfices des deux systèmes.

De plus, un certain nombre de siéges ne sont pas héréditaires. Les 16 pairs représentatifs d'Écosse sont élus pour la durée d'un parlement, comme les membres de la Chambre des communes; les 28 pairs d'Irlande sont à vie, ainsi que les 4 prélats irlandais et les 23 prélats anglais.

Parmi les pairs anglais héréditaires il importe de remarquer qu'il y en a 42 qui sont issus de la pairie écossaise.

La Chambre comprend actuellement :

Pairs de sang royal.	4
Archevêques.	2
Ducs.	20

Marquis	20
Comtes	128
Vicomtes	31
Évêques	25
Barons	244
	474

Les ducs sont :

Le duc de	Norfolk, créé en	1483
—	Somerset	1546
—	Grafton	1675
—	Richmond	1675
—	Beaufort	1682
—	Saint-Albans	1684
—	Leeds	1694
—	Devonshire	1694
—	Marlborough	1702
—	Rutland	1703
—	Brandon et Hamilton	1711
—	Portland	1716
—	Manchester	1719
—	Newcastle	1756
—	Northumberland	1766
—	Wellington	1814
—	Buckingham et Chandos	1822
—	Sutherland	1833
—	Cleveland	1833

Ce sont les seuls ducs anglais. Les ducs écossais et irlandais qui siégent à la Chambre haute n'y sont pas entrés comme ducs, mais sous un autre titre de pairie. Ainsi le duc d'Argyle siége à la Chambre des pairs comme lord Sundridge et avec

un simple titre de baron; le duc d'Athole siége comme comte Strange; le duc de Buccleugh et de Queensberry siége simplement comme comte de Doncaster; de même le marquis de Kildare n'est à la Chambre des pairs que comme baron de Kildare.

Outre le titre officiel de pairie, il y a donc une série de titres qui n'ont rien de légal, mais sont reconnus par convenance (*by courtesy*). Parmi ces titres de convenance est le titre de lord, qui rigoureusement ne devrait s'appliquer qu'aux pairs du royaume, mais s'étend par convenance (*courtesy*) aux fils aînés ou héritiers présomptifs de pairs et aux chefs des familles d'Écosse ou d'Irlande qui ont eu la pairie. C'est ainsi que l'on voit un grand nombre de lords à la Chambre des communes, bien qu'on ne puisse évidemment pas appartenir aux deux chambres à la fois. Lord John Russell, par exemple, a passé la plus grande partie de sa vie politique à la Chambre basse, avec le titre de lord qui lui appartenait comme héritier de son oncle, qu'il remplace actuellement à la Chambre des pairs; de même lord Palmerston a toujours fait partie de la Chambre des communes avec son titre de lord écossais.

Les historiens et les journaux parlent souvent de l'auditoire peu nombreux et des séances calmes de la Chambre des pairs, où l'on ne peut essayer les grands effets oratoires. Il semblerait cependant qu'une Chambre de 474 membres pourrait être assez tumultueuse; mais les pairs ne sont pas tous avides de jouir de leurs droits politiques. Le 7 avril 1854, la loi sur la juridiction testamentaire fut adoptée par sept voix contre cinq. Il n'y eut également que douze votants dans un scrutin du 25 août 1860 sur une loi relative à l'Irlande que la Chambre des communes avait discutée durant plusieurs semaines.

La Chambre des communes se composait sous Édouard Ier de 74 chevaliers; elle eut 224 députés à l'avénement de

Henri VIII. Ce prince en ajouta 33 pour représenter les comtés de Galles, Chester, Monmouth, Berwick et Calais, qui ne l'avaient pas été auparavant. D'autres bourgs étaient encore omis, et l'on créa sous Édouard VI 14 siéges nouveaux; sous Marie 21 siéges; sous Élisabeth 60; sous Jacques I[er] 27; le comté de Durham n'eut des députés qu'en 1673. L'union avec l'Écosse porta à 513 le nombre des députés; l'union avec l'Irlande l'a élevé à 623.

NOTE B.

LE MINISTÈRE.

Le premier ministre est ordinairement premier lord de la trésorerie : les deux charges de premier lord de la trésorerie et celles de chancelier de l'Échiquier correspondent à peu près aux deux ministères que l'on avait en France sous Napoléon Ier, et qu'on appelait ministère du trésor et ministère des finances.

On désigne comme lord président du conseil un personnage de haute noblesse dont l'autorité puisse être reconnue par tous les membres du conseil privé. Le ministre de la guerre n'est jamais un militaire. Les Anglais n'ont pas cru que les militaires eussent des aptitudes administratives ni le sens de l'économie. Le ministre de la guerre a sous ses ordres tout le matériel et toute l'administration de l'armée. Le personnel et les mouvements des garnisons constituent un service spécial qui est sous les ordres du commandant en chef de l'armée. Le commandant en chef de l'armée ne fait pas partie du cabinet et ne change pas avec lui. Cette haute fonction est actuellement occupée par le duc de Cambridge, petit-fils de George III.

Deux ministres sont chargés de la direction des débats dans chacune des deux Chambres ; ils sont *leaders*. Actuellement lord Granville est *leader* de la Chambre des pairs, et M. Gladstone est *leader* de la Chambre des communes.

A côté du cabinet sont diverses catégories de fonctions dont les titulaires se retirent avec lui : d'abord les hauts officiers de la maison royale, puis les sous-secrétaires d'État, quelques magistrats et les administrateurs de l'Irlande.

Le cabinet ne comprend pas moins de trente-neuf personnes, dont voici les titres :

Premier lord de la trésorerie (actuellement M. Gladstone);

Lord chancelier;

Lord président du conseil (actuellement le comte de Grey et Ripon);

Lord du sceau privé;

Chancelier de l'Échiquier;

Secrétaire de l'intérieur;

Secrétaire de l'étranger (actuellement lord Granville);

Secrétaire des colonies;

Secrétaire de la guerre (actuellement M. Cardwell);

Secrétaire de l'Inde (actuellement le duc d'Argyle);

Premier lord de l'amirauté (actuellement M. Goschen, banquier);

Maître général des postes;

Président du conseil de commerce (c'était John Bright, qui s'est retiré en janvier dernier);

Président du conseil des lois des pauvres;

Vice-président du conseil;

Chancelier du duché de Lancastre;

Lord intendant;

Lord trésorier;

Contrôleur de la maison royale;

Lord chambellan;

Maître des chevaux;

Grand veneur.

Premier commissaire des travaux;

Deux secrétaires de la trésorerie;

Deux sous-secrétaires d'État de l'intérieur;

Deux sous-secrétaires des affaires étrangères;

Deux sous-secrétaires des colonies;

Deux sous-secrétaires de la guerre;
Deux sous-secrétaires de l'Inde;
Procureur général;
Avocat général;
Lord lieutenant de l'Irlande;
Secrétaire en chef de l'Irlande.

NOTE C.

BIBLIOGRAPHIE.

OEuvres de M. Guizot.

Lord Mahon, *Story of England.*

Lord Macaulay, *Essays.*

— *History of England from the accession of James II.*

Smolett's Hume, *History of England.*

Henry Hallam, *The constitutional History of England from the accession of Henry VIII to the death of George II.*

Th. Erskine May, *The constitutional History of England.*

Lord Hervey, *Memoirs of the reign of George II.*

Lord Holland, *Memoirs of the whig party.*

Jesse, *History of the House of Hanover.*

— *Memoirs of the life of George III.*

Earl of Marchmont, *Papers.*

Marlborough Duchess, *Correspondence.*

Rockingham, *Memoirs.*

Sandford et Townshend, *Great governing families of England.*

Thackeray, *Four George.*

C. Townshend, *History of the house of Commons.*

Wright, *Caricature history of the George.*

— *England under the House of Hanover.*

— *Account of the Caricatures of Gillray.*

Aikin, *George the Third.*

Lord Bolingbroke, *Memoirs by Cooke.*

Lord Brougham, *Historical Sketches of Statesmen in the time of George III.*

Brown, *Lives of the prime ministers in England.*

Burke, *Works et correspondence. — Life et character of, by Prior.*

Grenville, *The papers.*

Letters of Horace Walpole, edited by lord Dover.

The Life of Joseph Addison, by Lucy Aikin.

Cunningham, *Memoirs.*

Dodington, *Diary.*

FIN DES NOTES.

TABLE.

NOTES.



Forneron
Histoire des
débats politiques
JN
521
.F73